

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 30 F BIMESTRIEL N° 38 — MARS-AVRIL 1988

LE DEVOIR DES MERES
par Guy Citerne *(p.1)*

Antimilitarisme et syndicalisme
"LE SOU DU SOLDAT" (1900-1914)
par Michel Auvray *(p.13)*

DU MONT BLANC AUX GLIERES :
LES MAQUIS DE HAUTE-SAVOIE (suite)
par Alain Dalotel *(p.21)*

INDEX CHRONOLOGIQUE
DES ARTICLES PARUS
DANS LA REVUE GAVROCHE *(p.27-28)*

LA VIE QUOTIDIENNE
DANS LE COBLAIS AU XIXe SIECLE
par Armand Dagñet *(p.29)*

LE TEMPS DES LIVRES *(p.32)*

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 38

mars-avril 1988

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER

Directeur de la publication :
Georges POTVIN

Avec la collaboration
pour ce numéro de
Michel AUVRAY
Guy CITERNE
Alain DALOTEL
Charles JACQUIER
Georges PELLETIER
Georges POTVIN

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA : HISTORY
and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14 rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Composition :
Scoop Presse Normande
à Evreux

Impression :
27 Offset-Gravigny

COUVERTURE

Départ pour la noce au village - Gravure 1832.
(VOIR ARTICLE SUR LE COGLAIS).

EDITORIAL

Dans notre avant-dernier numéro, nous souhaitions la bonne année à nos chers lecteurs. Le numéro suivant tombait en pleines vacances d'hiver ; celui-ci nous permet de vous souhaiter de joyeuses Pâques. Puis viendront les fêtes dont le mois de mai est si riche, les grandes vacances, etc.

Tout cela donne l'impression de périodes de travail confortablement calées entre des périodes de repos. La lutte des classes ou une concertation bien pensée trouvent matière à s'exprimer au sujet de ces "ponts" qui prolongent bien agréablement les fêtes ; y a-t-il quelque 1er mai, quelque 11 novembre n'amenant pas de jour de rab, et voici l'année traîtée d'"année de patron" ; les ponts se transforment-ils en "viaducs", et on crie au sabotage des entreprises. Dans l'un ou l'autre cas, on rappelle les horaires terribles de la "Belle Epoque", ou ceux auxquels s'astreignent les Japonais (encore que, dit-on, l'enthousiasme nippon donnerait des signes d'essoufflement). Arguments qui veulent donner l'impression que nous travaillons beaucoup moins que nos anciens. C'est certain pour ceux du 19e et du début du 20e siècles, qui luttèrent pour secouer le joug, nous laissant en héritage la semaine de quarante heures et les congés payés.

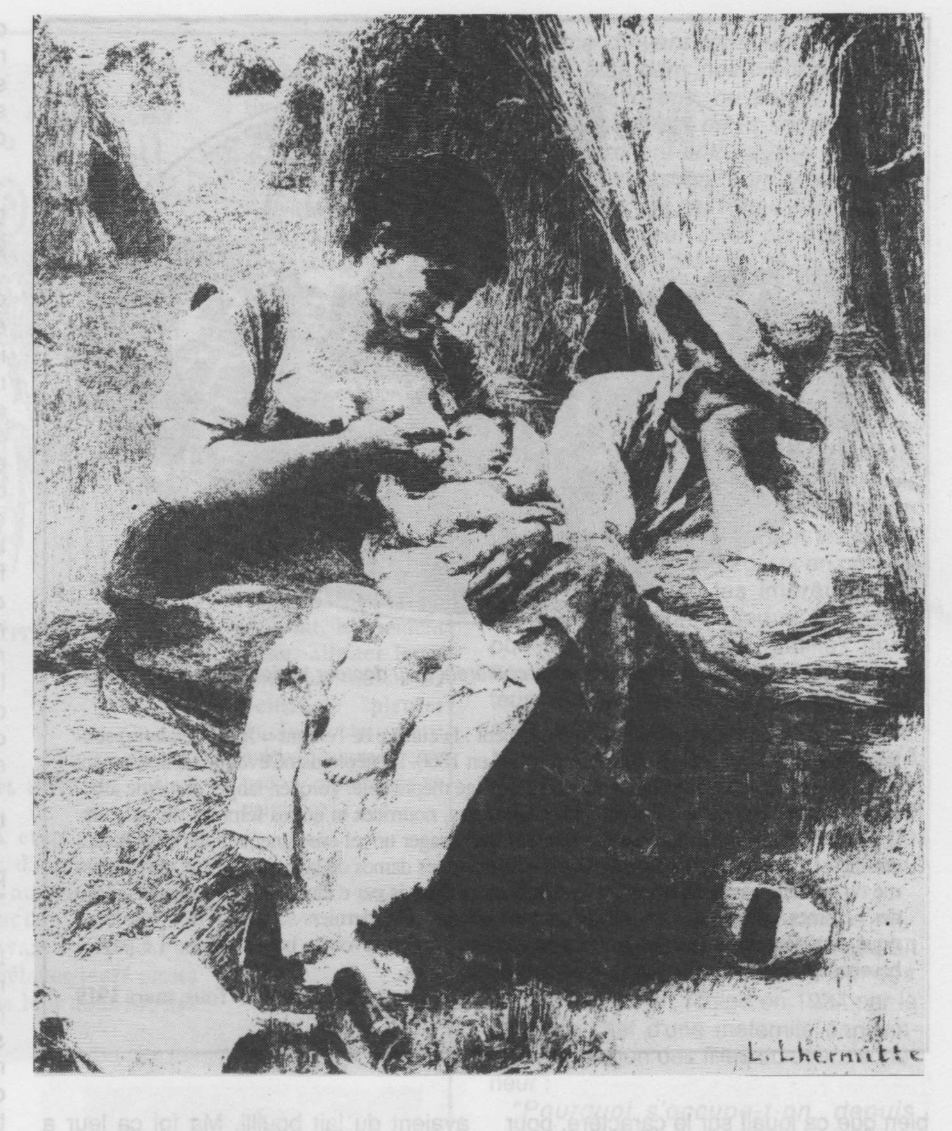
Mais, si on remonte les siècles, on trouve de longues périodes où le temps de travail annuel était comparable au nôtre. Sans parler des hommes de Néanderthal dont le seul boulot était de se procurer la viande à coups de cailloux sur le crâne des mammouths, on peut citer un temps où les travailleurs eux-mêmes se plaignaient de ne pas pouvoir travailler assez longtemps : c'est celui des corporations, et de leur inféodation à l'Eglise. Et nous donnerons pour finir la parole à La Fontaine, dans "le Savetier et le Financier" :

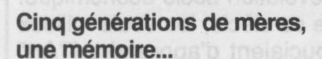
Et bien, que gagnez-vous, dites-moi, par journée ?
Tantôt plus, tantôt moins : le mal est que toujours,
(Et sans cela nos gains seraient assez honnêtes)
Le mal est que dans l'an s'entremêlent des jours
Qu'il faut chômer : on nous ruine en fêtes.
L'une fait tort à l'autre et monsieur le Curé
De quelque nouveau saint charge toujours son prône...

Georges POTVIN

Le devoir des mères

"Trois pointes soutiennent le monde : la pointe du soc, la pointe du sein , et la pointe que vous savez."
(Proverbe breton)





Cinq générations de mères, une mémoire...

"J'ai eu cinq enfants. J'en ai perdu un, suite à la vaccination qu'il a pas supportée. Quatre loupiots, c'était bien déjà beaucoup pour l'époque. Je me souvient qu'une cousine - qui en avait qu'un, elle - m'a dit un jour : "Quand il te faudra faire le partage, il restera pas grand chose pour chacun." Bast ! je peux pas dire que je les ai tous bien voulus. Mais quand on les a, on les aime pareil, voulus ou pas voulus.

Bien sûr je les ai tous nourris. Quinze à dix-huit mois, ou plus selon les cas. Un peu moins pour les garçons, car on disait que ça pouvait leur porter tort, plus tard. De mon temps, l'idée ne serait même pas venue de faire autrement. D'abord ça coûte rien ; et puis c'est naturel. Y a rien de mieux que le lait de femme pour guérir les maladies des yeux et des oreilles. Et puis, tout le temps qu'on donne à têter, on est tranquille (1), à ce qu'on dit. Quoi qu'il y a de bien mauvaises surprises : j'en sais quelque chose. Si ça avait si bien marché, mon Raymond, il serait pas là à l'heure d'aujourd'hui. Onze mois qu'il a de différence avec la Gilberte...

Au début, c'était mon homme qui me tirait le premier lait, le "maigre" comme on dit. Ou un petit chien quand ça se trouvait. Pour que tout le système fonctionne bien. Autrefois, mais là je vous parle du temps de ma "grande" (grand-mère) , donc bien avant la guerre de 70, c'était un vieux qui faisait ça. Le "Berchu" qu'on l'appelait, parce qu'il n'avait qu'une seule dent. Et il puait la chique à ce qu'elle me disait. Fallait quand même pas être dégoûtée !

Une fois j'ai même pris un petit en nourrice. J'avais assez de lait pour deux ! Sûr que j'avais pas besoin de boire de lait d'ânesse ! (2) Presque deux ans, je l'ai gardé. Ses parents travaillaient tous deux et, à l'époque, fallait pas compter prendre un congé si on voulait garder sa place. En tout cas, moi, j'ai pas recommencé. Ça n'était pas vraiment payé pour le mal que ça donnait, sans compter qu'on finit par s'y attacher comme si c'était le sien. Lucien qu'il s'appelait.

Par ici, c'était pareil pour toutes les femmes. Fallait qu'on soit dans l'impossibilité totale pour pas nourrir ses petits. Des abcès au sein ou des choses comme ça. Ou par manque de lait, mais c'était quand même rare. Tenez, je me souviens d'une voisine, elle se cachait pour donner à téter. Et vous savez pourquoi ? Eh bien, elle croyait que si quelqu'un d'envieux venait à la regarder, ça pouvait lui faire passer le lait : Des idées quoi... Ou bien, ça arrivait malheureusement, quand la maman venait à mourir. Alors, dans ce cas-là, si on ne trouvait pas quelqu'un dans le voisinage, on prenait une chèvre. Elle servait de nourrice, si on peut dire. Et les biberons c'était tout un tintouin. Mais là je vous parle du temps de ma mère et d'avant. On prenait une corne de vache percée au bout, ou bien on entortillait un chiffon au goulot d'une bouteille. C'était pas bien commode ni bien propre. Et les pauvres petitouts, ils attrapaient toutes les maladies. Sûrs qu'ils n'étaient pas nés sous une bonne étoile. Alors valait mieux les faire téter directement aux tétons de la chèvre. Directement du producteur au consommateur, comme on dit. Ça c'était un spectacle, je vous assure ! La chèvre et le petitout, ils se connaissaient voyez-vous. On disait

(1) L'allaitement réduit les risques de grossesse. Aussi les mères cherchaient-elles à prolonger ce moyen contraceptif naturel.

(2) Le lait d'ânesse passait pour favoriser la lactation.



L'enseignement de la puériculture : une conférence du docteur Variot aux jeunes mères

Le terme savant de puériculture (littéralement : la culture de l'enfant = "puer" en latin) soulève d'abord des quolibets lorsqu'il est proposé en 1860. Le néologisme évoque fâcheusement l'élevage des bestiaux et recouvre un domaine jugé méprisable. Torcher, langer et même allaiter un nourrisson relèvent des matrones, servantes, nourrices et autres femmes du vulgaire. Au nom de la décence, les notables refusent d'envisager un tel enseignement dans les écoles de filles. Cependant, au début du XXe siècle, quelques dames de la haute société, par snobisme ou par défi, assistent aux cours et conférences donnés par d'illustres autorités médicales : des hommes, comme le montre l'illustration ci-contre. Ces derniers s'arrogent le savoir théorique supérieur, alors que les femmes se contentent de recevoir la bonne parole. Le pays a besoin de mères instruites, mais pas de femmes savantes.

Lecture pour Tous, mars 1919

bien que ça jouait sur le caractère, pour plus tard. Mais vaut-y mieux pas avoir un caractère de chèvre que de vache ? Pas vrai ? De mon temps, avec les tétines en caoutchouc, c'était quand même plus commode. Et puis on nous avait appris à l'école à bien nettoyer les biberons, faire bouillir et tout.

Alors, les petitouts, on les nourrissait un peu à la demande. Quand ils ont faim, ils savent bien demander, va !

Pour mes filles ça a été pareil. Elles ont toutes nourri leurs petits. Le changement, il est venu de mes petites-filles. C'est qu'elles travaillaient. Alors, passés les congés de maternité, faut reprendre le boulot et laisser les petits à la mémée, avec les biberons et toutes ces boîtes qu'on fait maintenant et tout ce bazar. C'est bien plutôt une complication qu'autre chose. Avec le sein, vite fait, bien fait, et tout de suite à bonne température !

Mais quand on réfléchit à tout ça, ça fait bien des changements. Moi, je me souviens, je me chamaillais déjà avec ma mère. Elle disait que le lait bouilli c'était mauvais pour l'estomac. Et moi j'avais appris à l'école que ça tuait toute les saletés de microbes. Alors, quand c'était ma mère qui préparait, ils avaient du lait bourru. Et quand c'était moi, ils avaient du' lait bouilli. Ma foi ça leur a pas plus mal profité !

Quand je suis devenue grand-mère à mon tour, la bisbille a recommencé avec mes filles. Pour elles, la tétée, c'était réglé comme une horloge. Et tant pis si ça braille ! Avec mes petites-filles, j'ai préféré ne pas m'en mêler. Voyez-vous, en vieillissant, on s'assagit. Il a fallu qu'elles donnent à téter presque tout de suite. C'est pourtant même pas encore du lait. Mais, à ce qu'elles disaient, ça avait un tas de propriétés contre les maladies. A moi, on m'avait dit qu'il ne fallait presque rien donner aux petits pendant le premier jour. Juste un peu d'eau avec du miel, il aurait même fallu attendre le baptême avant de donner à téter. Mais ça, c'était quand même exagéré. Pensez donc, trois ou quatre jours, et même plus ! Par contre, ma belle-mère pensait tout à l'opposé : "Donne-z-y donc à téter tout de suite, ça peut pas y faire de mal puisque ça vient de nature." Eh bien, vous voyez, cette mémée-là, elle aurait été d'accord avec mes petites-filles. Pourtant ça en fait une différence. Plus d'un siècle. Enfin, allez donc savoir... Et puis, maintenant, après le sevrage vite fait, tous ces petits pots, est-ce qu'on sait bien ce qu'il y a dedans ? C'est comme ce talc qui a tué des petits. Et pourtant, vendu en pharmacie qu'il était. Dans ce temps, vous savez de quoi on se servait ? De la sciure des "cussous", cette poussière que font les vers du bois."

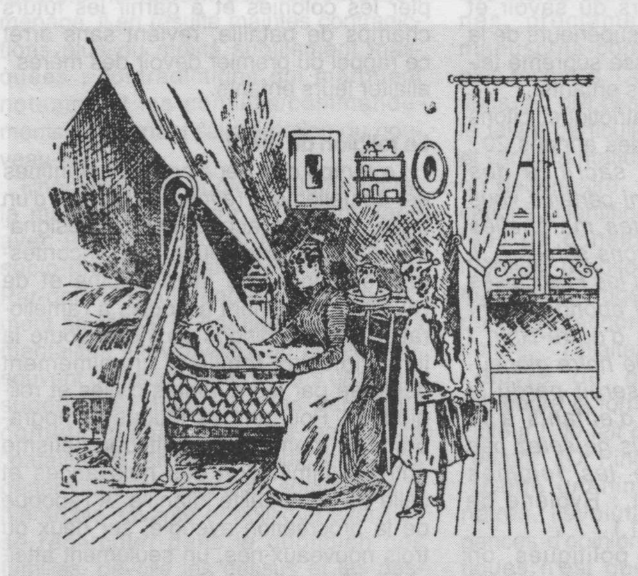
Germaine Touret, née en 1907.

Des centaines de livres pour des millions de lectrices

Pendant que les mères suivent la tradition, agissent instinctivement ou obéissent aux recommandations des institutrices, des sages-femmes ou des médecins (recommandations souvent contradictoires d'une génération - sinon d'un individu - à l'autre) les spécialistes de la maternité publient ouvrages sur ouvrages, à un rythme accéléré. Savant et austères *"traités"* que leur style et leur vocabulaire interdisent aux profanes ; manuels scolaires d'*"Economie domestique"* d'hygiène ou de puériculture ; brochures de renseignements émanant des organismes de santé ; catalogues à base publicitaire distribués dans les pharmacies ; recueils enfin, destinés à aider les familles tout en enrichissant éditeurs et auteurs : "Guides pratiques", "Almanachs illustrés", "Conseils aux jeunes mères", "Code de l'allaitement", "Catéchisme de puériculture", "Livre d'or des mamans", "Dictionnaire de bébé", etc.

Ces dernières publications, longtemps réservées à une clientèle riche, ne se populariseront qu'à une date récente, au point de devenir des *"best-sellers"* au cours des dernières décennies. Cette extension nouvelle traduit d'importants changements de mentalités, liés à l'évolution socio-économique. Au début de ce siècle, les seuls milieux aisés se souciaient d'apprendre l'"Art" d'élever les enfants, par domestiques interposés. Aujourd'hui, des familles de plus en plus nombreuses recourent aux conseils des puériculteurs et pédiatres, abandonnant l'empirisme traditionnel longtemps transmis de mère en fille, et déjà fortement ébranlé par les acquisitions scolaires.

Longtemps méprisé et délaissé aux matrones et aux mères, l'intime domaine de la gestation et de ses suites échappe désormais à l'expérience accumulée au fil de générations de femmes. Devenue une science fermée au vulgaire, la connaissance émane du sommet de la hiérarchie sociale. Un sommet dominé par des autorités - masculines ! - hautement diplômées qui détiennent les clés du savoir officiel et soutiennent le pouvoir établi. Entre les lointains mandarins - au discours aussi péremptoire que jargonnant - et les parents, s'interposent des vulgarisateurs issus de divers horizons : médecins plus ou moins spécialisés ; mères de famille ou directrices d'école cumulant érudition et expérience ; pédagogues laïcs ou religieux ; prétendus philanthropes ou commerçants intéressés.



II – Soins à donner aux petits enfants

CHAPITRE XXXIV

La nourriture du petit enfant.

Il est une chose bien triste à dire, et que cependant personne ne doit ignorer, c'est que, dans notre pays, sur cent petits enfants qui viennent au monde, près de vingt meurent avant d'atteindre leur deuxième année. D'où provient cette mortalité effrayante? De ce que la plupart des mères ne savent pas élever leurs petits enfants, et surtout de ce qu'elles ne leur donnent pas la nourriture qui leur convient.

L'éducation des futures mères gagne officiellement l'école en 1923, sous la prudente couverture de l'hygiène et de l'économie domestique. En fin de scolarité obligatoire, les grandes filles apprendront dès lors leur "mission ménagère" : traquer la poussière et les microbes, préparer la cuisine, entretenir le linge, accueillir l'époux de retour du travail, élever enfin leurs inévitables enfants. Premier de tous les devoirs maternels, elles devront, le moment venu, allaiter leurs nouveaux-nés, sous peine de "pleurer quelque cher petit enlevé à leur tendresse peu de mois après sa naissance".

A

Abatis aux navets. 69
Accidents. 181
Acide chromique. 184
Aération. 10, 170
Alcoolisme. 27, 106
Aliments. 134, 139, 140, 141, 173
Allaitement. 153, 151, 168
Angine couenneuse. 8, 176
Artichauts. 87
Asphyxie. 183
Athrepsie. 153

La table alphabétique des matières du manuel ici utilisé distingué par l'Académie des Sciences morales et politiques donne lieu à de surréalistes et instructives rencontres.

Mme Murique : ***Economie domestique et hygiène à l'usage des écoles primaires de filles*****, 1924)**

Cependant, ce message descendu du haut comme un nouvel évangile, puis traduit en semblant de catéchismes de la maternité, ne transmet pas seulement des évidences scientifiques. La procréation en général et l'allaitement en particulier concernent, par delà l'individu et la famille, la vie de la nation, voire de la chrétienté. Aussi les multiples ouvrages, même quand ils se veulent "pratiques", reflètent-ils également une certaine idéologie politique ou/et religieuse plus ou moins avouée. On ne "cultive" pas les enfants comme des pommes de terre ou des bestiaux, même si l'on procède à des concours des plus beaux bébés et des plus beaux veaux, et si l'on voue les uns et les autres à la boucherie.

Science et propagande

Dans une préface accordée en 1924 à l'un des plus durables succès de vente de la puériculture : *"Comment j'élève mon enfant"*, sans cesse réédité jusqu'en 1960, l'archevêque de Paris a au moins le mérite d'annoncer la couleur de la publication. On remarquera l'habile amalgame entre "bons citoyens" et catholiques, ainsi que les prudentes "réserves" quant au délicat problème de la procréation, sacré ou exécrable selon les cas, entaché de tabous toujours.

"Les questions qui se rapportent à l'enfance doivent tenir une place de premier plan dans nos préoccupations. Les bons citoyens, qu'alarme à juste titre l'abaissement de la natalité française, cherchent entre autres remèdes à populariser les meilleurs systèmes de puériculture ; les catholiques qui savent que christianiser c'est repeupler, se font les ardents défenseurs de l'éducation chrétienne (...) Formation délicate qui deviendrait facilement dangereuse, si elle n'était pas donnée avec les réserves inspirées par la morale chrétienne."

A la suite de cette présentation, les auteurs - une mère de famille, un médecin et un prêtre - multiplient les conseils aux mères chrétiennes, sachant préserver la pudeur des lectrices et les inciter à obéir au dogme de l'Eglise, en parfaite concordance avec les intérêts supérieurs de la nation : Dieu et le pouvoir politique bénissent les familles nombreuses. Or, observe le trio d'éducateurs catholiques *"les régions où la foi et la pratique religieuse se sont conservées sont précisément celles où la natalité se maintient, qu'il s'agisse de pays riches ou de pays pauvres. Travailler à la rechristianisation de notre patrie, c'est contribuer efficacement à sa repopulation."*

Débarrassée de considérations religieuses, une même franchise apparaît dans un manuel scolaire : *"Pour les futures mamans"*, rédigé en 1934 par le médecin chef d'une maternité parisienne, à l'intention des filles du cours supérieur :

"Pourquoi s'occupe-t-on, depuis quelques années, tant de puériculture ? Parce qu'il s'agit de lutter contre un véritable péril national qui pourrait aboutir à la disparition de la France, ou à sa déchéance de grande nation. Le danger existait avant la guerre : il a été aggravé par celle-ci. (...) En effet, la France est en train de descendre, pour ne pas dire courir, à l'abîme et, par sa natalité insuffisante et ses mortalités générale et infantile excessives, elle est menacée de tomber du rang de grande nation à celui d'une nation secondaire. Puisqu'elle n'augmente pas, si la France continue à décroître, si, de plus en plus souvent, les années à natalité au-dessous de la mortalité se répètent, suivant la forte expression du Président Roosevelt, elle se suicidera littéralement.

Après la secousse épouvantable de la guerre dont elle a payé les plus gros frais, avec sa saignée de 1 500 000 hommes, jeunes et vigoureux, on comprend la complexité du problème angoissant qui se pose pour elle, puisque sa propre existence est en jeu. Aussi faut-il que dans tous les domaines, l'initiative publique et l'initiative privée s'efforcent de coordonner leurs efforts pour améliorer la situation, pour lutter contre les facteurs de destruction."



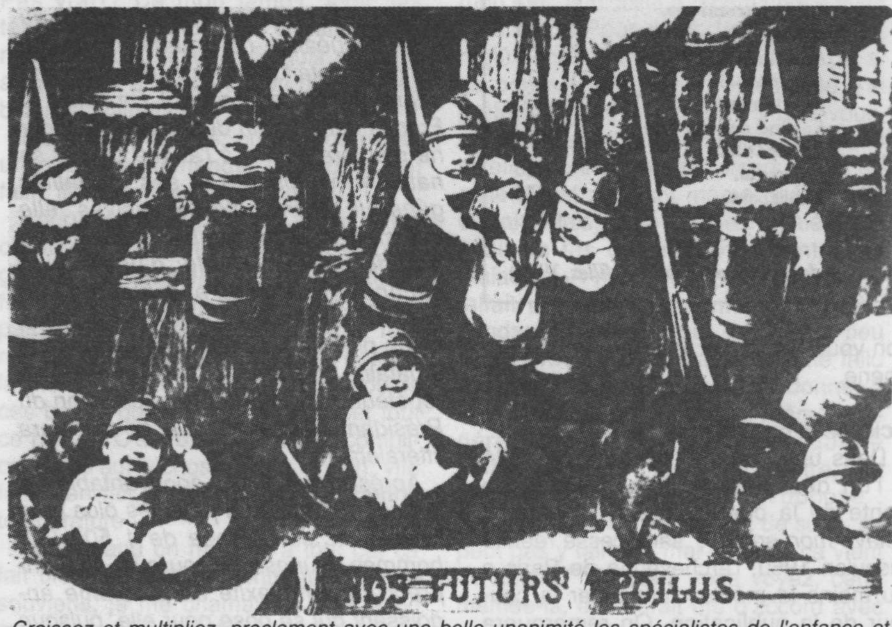
C'est pour ça qu'il faut des garçons
Dessin de Roubille

Au lendemain de la Grande Guerre, on peut s'interroger sur la nature de ces *"facteurs de destruction"* et sur les fauteurs de la sanglante purge. Le système économique ? Les dirigeants politiques ? Que non pas ! Il existe un bouc émissaire bien plus commode, permettant d'éviter toute remise en question profonde. Il suffit de poursuivre la lecture pour connaître l'ultime responsable de la catastrophe démographique : *"Mais les législateurs ne pourront rien si tous les éducateurs ne s'efforcent pas de modifier les mœurs, si tous ceux qui possèdent de l'instruction n'en profitent pas pour lutter, chacun dans sa sphère contre l'ignorance, contre les préjugés."* Haro donc sur le peuple ignare et sur la grand-mère radoteuse.

Et place aux détenteurs du savoir et défenseurs des intérêts supérieurs de la nation, cette mère ogresse suprême tellement injuste envers ses enfants.

Dans le même ton patriotique, citons encore un puériculteur des années 20 : *" (...) maintenant, le sacrifice des innombrables morts dont certains vous étaient chers, les pertes matérielles immenses que nous avons subies (...), tout cela sera anéanti si les Françaises ne procréent pas aussi abondamment que leurs homologues d'outre-Rhin ! (...) Les fruits mêmes de notre glorieuse victoire, tout cela serait perdu si vous ne donnez pas d'enfants à la France votre mère. Vous ne serez pas moins patriotes que les femmes boches !"* (Dr Pouliot : Hygiène de maman et de bébé, 1921.)

Entre responsables politiques, on peut délaisser l'appel au chauvinisme revanchard et à la volonté divine pour considérer le problème de la population avec une sécheresse d'économiste, gérant le cheptel humain comme une entreprise d'élevage aux dimensions de la nation. Significatives de cette optique de super-comptable se révèlent les déclarations d'un sénateur : *"Si le déficit des naissances se prête mal à un relèvement immédiat et instantané, l'excédent de mortalité, au contraire, est susceptible de réductions croissantes (...) La mortalité infantile à elle seule est à ce point réductible que le gain réalisé suffirait à compenser la moins value des naissances."* (Paul Strauss : Dépopulation et puériculture, 1901). Parmi les principaux moyens d'accroître la *"plus-value"* du troupeau destiné à alimenter les usines, à peupler les colonies et à garnir les futurs champs de bataille, revient sans arrêt ce rappel du premier devoir des mères : allaiter leurs enfants.



Croissez et multipliez, proclament avec une belle unanimité les spécialistes de l'enfance et les autorités civiles ou religieuses. Et rendez-vous à la prochaine dernière guerre, quand les nombreux bébés engendrés seront mûrs pour faire de la chair à canon... Le "Pater Familias" de l'Antiquité avait droit de vie et de mort sur ses enfants, s'indigne-t-on avec juste raison. Les temps barbares sont révolus et l'infanticide est considéré comme le pire des crimes. Sauf quand il est perpétré au nom de la Mère Patrie...

(Carte postale de la Grande Guerre)

La religion du profit

Le temps des hécatombes enfantines est actuellement révolu, et la mort d'un bébé, naguère accueillie avec résignation paraît scandaleuse. Aux incontestables progrès de la médecine et de l'hygiène, fortement associés à l'amélioration des conditions de vie, s'ajoute la limitation des familles, unanimement déplorée par les autorités civiles et religieuses. Pourtant les études démographiques montrent l'étroit parallélisme entre la diminution des naissances et celle de la mortalité infantile. A l'époque de la procréation aveugle, sur deux ou trois nouveaux-nés, un seulement atteignait l'âge adulte. Devenus rares, les enfants du XXe siècle bénéficient des plus grandes chances de survivre. Pour protéger les précieuses petites existences, les parents cherchent dans des livres les conseils des spécialistes. Ainsi que nous venons de l'indiquer, les mères n'ont que l'embarras du choix. Comment vivre sa grossesse, élever un nourrisson et lui faire franchir les étapes de l'enfance puis de l'adolescence : les titres abondent. Encore faut-il acheter les toutes dernières éditions. A l'instar des vêtements, les livres de puériculture se démodent vite. Reflet du progrès ? Voire... Comme le remarquait notre informatrice, nombre de prétendues nouveautés ne font que reprendre, sans l'avouer, des pratiques traditionnelles longtemps dénigrées par les pédiatres. En revanche, le commandement de l'allaitement maternel persiste, inchangé depuis les temps où le biberon véhiculait la mort.

Science bien suspecte, qui respecte de véritables dogmes, mais les vérités - et non les hypothèses toujours provisoires - varient avec une telle rapidité, sans que leurs auteurs jugent utile de fournir une justification. En fait, les discours relatifs à la procréation et à l'enfance, même s'ils ne l'affichent pas aussi clairement qu'au lendemain de la Grande Guerre, ne se bornent pas à transmettre un savoir. De manière plus ou moins insidieuse, ils s'efforcent également d'imposer une morale conforme aux intérêts et aux idéaux des classes dominantes.

Aux chantres du catholicisme et de la patrie se mêlent de plus en plus les marchands. Ainsi les futures mères reçoivent-elles gracieusement, de la Sécurité sociale et de la mairie, des livres de puériculture rédigés par des autorités médicales. Les savants articles sont truffés de publicité. On se soucie certes de maman et de bébé, mais on voit également en eux des consommateurs en puissance. Science, propagande religieuse ou nationaliste et

réclame ne faisant pas toujours bon ménage, il en résulte maintes contradictions plus ou moins subtilement masquées ; contradictions qui marquent notamment les conseils/commandements concernant l'alimentation du nouveau-né.

Phénomène biologique élémentaire, la manière de nourrir un enfant varie avec les civilisations, les catégories socio-professionnelles et les modes. Par-delà les différences de comportement se révèle le brumeux monde des mentalités individuelles ou collectives, souvent conditionnées par des desseins supérieurs. Mieux que les sanglants conflits qui jalonnent le passé, la "bataille du lait" qui, depuis quelques générations, se cogite au sommet de la hiérarchie savante et politique avant de se répercuter dans le quotidien des familles, dévoile les dessus et les dessous de l'histoire profonde. J'aimerais pouvoir affirmer : les livres passent, les mères demeurent. Malheureusement, dans la réalité, ces dernières meurent sans laisser de témoignages, depuis que le savoir ne se transmet plus guère de mère en fille. En revanche, les écrits restent. Ce qui n'est pas toujours à leur avantage.

"Vous allaiterez, voici pourquoi..."
(L. Pernoud : J'élève mon enfant, 1966)

Par-delà maintes divergences de détail, par ailleurs fort significatives, quant aux modalités de l'allaitement (dès la naissance ou après vingt-quatre heures de diète ; à la demande ou selon un rythme strictement réglé, etc.) un même principe de base se retrouve dans tous les ouvrages consacrés à la première enfance. Le premier devoir des mères est d'allaiter leurs nouveaux-nés, proclament les plus anciens manuscrits comme les parutions les plus récentes. Certes, au fil des générations, au gré des circonstances et selon le talent particulier des auteurs, le style et l'argumentation varient. Ton pontifiant ou débonnaire, péremptoires ou explications scientifiques plus ou moins teintées de considérations religieuses, morales, philosophiques ou politiques : tous les ouvrages antiques ou contemporains s'accordent sur cette "loi de nature" : l'allaitement maternel poursuit l'œuvre de gestation. Ou, pour reprendre la formule d'un célèbre puériculteur : *"le lait de la mère appartient à l'enfant"* (Dr Pinard, 1921).

Cette unanimité défiant les millénaires, l'évolution sociale, les divergences d'opinion et les progrès scientifiques n'est guère ébréchée que par une exception. Grâce à une habile présentation, un *"Dictionnaire de l'enfant"*, vendu ces dernières années par une radio privée, privilégie ostensiblement le biberon. Le *"devoir des mères"* serait-il révolu ? En réalité, cette petite révolution diététique s'explique par les très nombreuses pages publicitaires vantant les mérites de différents *"aliments lactés maternisés"* (3). Ceux-ci bénéficient des *"recherches récentes"* et *"constituent aujourd'hui les seuls substituts valables au lait maternel"*. Cependant, précisent les auteurs anonymes : *"C'est le pédiatre qui choisira pour chaque enfant la formule qui lui convient. Il ne faut pas en changer sans avis médical sous prétexte de petits troubles digestifs dont les laits infantiles sont en fait rarement responsables."* Délaissons cette anomalie aussi suspecte qu'instructive, pour nous en tenir à la règle générale.

(3) Relevons au passage l'ambiguïté frauduleuse du terme "maternisé". En réalité, les laits ainsi indûment qualifiés sont d'origine bovine.

Telle la Diane d'Ephèse, de nombreuses divinités antiques arborent de multiples seins. Allégoriques représentation de la fertilité, ces mères sacralisées passaient pour commander la germination des plantes ainsi que la reproduction animale et humaine. Exaltées au cinéma, dans les revues ou dans les publicités les plus diverses, les glandes mammaires féminines continuent à hanter l'imaginaire contemporain. Mais leur ancien symbolisme fécondateur est oublié au profit de leur signification érotique.

Sous le titre : *"Vous allaiterez, voici pourquoi"*, un des plus récents succès de vente de la puériculture consacre plusieurs dizaines de pages à justifier cette injonction préalable. Faisant feu de tout bois afin de convaincre, l'auteur fait successivement appel à l'instinct et





De la figure 102 à la figure 153, le manuel de puériculture à l'usage des filles du cours supérieur a rempli sa mission, annoncée dès les premières pages : lutter contre les "préjugés stupides et difficiles à déraciner parce qu'ils sont séculaires". Inversant la transmission traditionnelle du savoir, grâce à son instruction, la "fillette" peut donner des leçons à la "bonne vieille". Celle-ci qui incarne toute l'ignorance parfois criminelle des anciennes générations, est laissée dans un prudent anonymat, sa mise, évoquant quelque vieille et fidèle servante. Soucieux du respect dû aux parents, un pédagogue ne pouvait pas se permettre de s'en prendre ni à la mère, ni à la grand-mère.

(Dr L. Devraigne : Pour les futures mamans, 1934)

à la raison, à l'intérêt de la mère et à celui de l'enfant, aux leçons de la physiologie et de la psychologie, de la génétique et de la diététique, de l'histoire et de la sociologie. Autant d'arguments qui, faute d'être toujours probants, révèlent implicitement les réticences des mères. Si celles-ci avaient naturellement conscience de la nécessité d'allaiter, serait-il besoin d'une telle accumulation de recommandations et de justifications ?

En fait, ce *"devoir maternel"* , longtemps méprisé par les dames du monde malgré les risques encourus par leurs nouveaux-nés, fait aujourd'hui davantage figure de luxe que de nécessité vitale. Analysé, reproduit et garanti par les laboratoires, le lait conserve néanmoins une auréole mythique, héritée d'un très lointain passé.

Le merveilleux élixir de vie

Le précieux liquide, élaboré par la mystérieuse alchimie du corps féminin, apporte davantage qu'une simple nourriture matérielle. Grâce à lui, le nouveau-né connaît certes une exceptionnelle poussée de croissance, doublant de poids dans les six premiers mois de son existence. Mais ce développement physique s'accompagne de surcroît de multiples et rapides éveils à la vie. Autant de progrès associés, par l'opinion commune, à la plus ou moins bonne qualité du lait. Ce produit maternel passe en effet pour véhiculer, dans le meilleur des cas, beauté, force, intelligence et traits de caractère particuliers à la nourrice ; ou, au contraire, grossièreté, faiblesse, sottise, tares et maladies. L'arrêt des règles pendant la gestation et l'allaitement laissa longtemps croire que les menstrues se convertissaient en lait, alimentant successivement sous l'une ou l'autre forme l'embryon puis le nourrisson. Une telle confusion renforça encore la valeur mythique de ce pseudo sang blanc, *"recuit"* et sublimé après l'accouchement.

Au XVIe siècle, le célèbre chirurgien Ambroise Paré voit dans cette prétendue transmutation une preuve de la merveilleuse prévoyance du Créateur suprême :

"Ici nous devons bien admirer la providence de la nature, d'avoir ainsi transmué le sang en couleur blanche par la vertu lactifiante des mamelles ; car si elle se fût oubliée (ce que jamais n' a fait) de laisser couler le sang en la substance et couleur rouge, la femme nourrice eût horreur de voir ainsi épandre son sang. Et cela aussi eût été odieux à l'enfant de le sucer pur et rouge de la mamelle ; joint que nous n'eussions eu de beurre ni fromage. Pareillement les assistants eussent abhorré de voir la bouche et tétins de la mère sanglants. Bref, Dieu a fait toutes ses œuvres par une très grande sagesse."



Don de la nature transformé par l'alchimie intime de la femme, le lait maternel achève la formation du nouveau-né et peut sauver des enfants abandonnés. Dans des histoires édifiantes, il est offert à des vieillards au bord de l'inanition, et symbolise la charité.

(Lucas Cranach - 1472/1553 - : La Charité)

La lactation transforme par ailleurs le rôle de la mamelle, laquelle cesse de constituer un ornement érotique pour acquérir sa finalité naturelle. Le sein gonflé de lait ne se destine plus aux caresses de l'amant, mais à l'appétit du nouveau-né ; ou, plus précisément, au parachèvement d'une créature à peine ébauchée lors de sa venue au monde, et toujours dépendante de sa mère après la rupture du cordon ombilical. Succédant à la copulation hasardeuse, puis à la gestation secrète et toujours incertaine, l'allaitement devient une maternité réelle, consciente et spectaculaire. Contraignante aussi : *"La difficulté n'est pas de faire un enfant, mais de le nourrir"* , assure la sagesse populaire.

Alors que les organes sexuels féminins masquent leur complexité sous de discrètes apparences, le sein offre une réalité visible, dont la forme de coupe renforce allégoriquement la double fonction nourrissière : physiologique et spirituelle. Comme les chaudrons magiques, les Fontaines de Jouvence ou le Graal merveilleux, les deux globes de chair se regarnissent après chaque tétée du blanc élixir de vie, dont la Bible fait, avec le miel, un symbole d'abondance.

Significativement, les mots *maman* et *mamelles* dérivent d'une même racine, également à l'origine du verbe espagnol *mamar* = téter. Le terme *sein* lui-même (du latin *sinus* = pli, courbe), jugé plus noble car il distingue la femme des espèces animales, désigne à la fois les glandes mammaires et, par euphémisme, l'utérus ("porter en son sein"). Dans la Bible, le *"sein d'Abraham"* qualifie métaphoriquement le Paradis, lieu mystique où se retrouvent les défunts méritant le bonheur éternel. Un même extension sémantique donne également au lait une dimension cosmique : selon maintes traditions indo-européennes et amérindiennes, le blanc semis d'étoiles de la *Voie lactée* se compose des âmes en route pour l'au-delà. Ainsi la voûte s'apparente-t-elle à une gigantesque mamelle où se régénèrent les existences.

Une fonction sacralisée

Davantage que la grossesse elle-même, surtout célébrée dans les civilisations préhistoriques, puis pudiquement dissimulée par des vêtements appropriés, l'allaitement inspira les artistes et influença les croyances. Aux frustes déesses-mères nues, enceintes ou accouchant, la plupart des religions antiques substituèrent des divinités de la fertilité représentées par des femmes offrant leurs seins à des enfants. Situation dans laquelle figure parfois la Vierge Marie.

Un des innombrables miracles prêtés à la Madone concerne saint Bernard, qui vécut au début du XIIe siècle et dont l'existence légendaire fut symboliquement marquée par le signe du lait. Par-



Dans les représentations populaires de la Madone, comme dans maints chefs-d'œuvre artistiques anciens, la Mère éclipse la Vierge, magnifiant une antique fonction de nourrice sacralisée. Mais la pudibonderie catholique imposa une représentation moins humaine de la maternité mystique.

delà leur aspect fabuleux, les édifiantes anecdotes offrent un intéressant témoignage. La mère du futur abbé de Citeaux, relatant ses hagiographes, *refusa toujours de faire nourrir ses enfants du lait d'une étrangère, comme*



La Lactation de saint Bernard *(Ecole allemande du XVe siècle). En faisant du fondateur de l'abbaye de Citeaux un frère de lait de Jésus, le miracle abolit le temps et permet de récupérer d'archaïques croyances.*

si avec le lait maternel, elle dut les remplir de tout ce qui se trouvait bon en elle." Plus tard, à l'issue d'une longue prière, saint Bernard obtint de la Vierge une giclée du merveilleux lait dont s'était abreuvé Jésus onze siècles auparavant. Par cette allégorique consécration, l'humble mortel devenait le fils spirituel de sainte Marie, à la dévotion de laquelle il devait consacrer le reste de son existence.

Cette nouvelle naissance n'illustre pas seulement la valeur mythique du lait, elle s'inscrit aussi dans le combat mené par le christianisme pour se substituer au paganisme traditionnel. En effet, la surnaturelle lactation fut censée se produire dans une crypte proche d'une source très anciennement vénérée, au cœur d'une région (la Bourgogne) où furent découvertes de nombreuses statues d'archaïques maternités, divinités préchrétiennes de la fertilité. Encore au siècle dernier, de multiples points d'eau, associés à des grottes ou à des pierres conservaient la réputation de favoriser la lactation, transmettant magiquement aux implorantes les forces vives de la terre. Entre autres exemples, près de La Réole (Gironde) et à Bottens (Landes), les mères soucieuses de nourrir convenablement leurs nouveaux-nés se frottaient la poitrine avec l'eau sourdant de roches ou de stalactites mammiformes.

En raison de l'assimilation phonétique de son nom avec des mamelles, saint Mamet (Mamert) était imploré par les mères désireuses d'avoir du lait. En remerciement, elles offraient des seins de cire aux chapelles abritant le patron des nourrices. Plus généralement, saint Mamert passait pour assurer d'abondantes récoltes et de prolifiques troupeaux; associant la fertilité des femmes, des femelles animales et de la terre/mère : un antique culte christianisé et masculinisé en l'occurence.



Echappant à la récupération religieuse, le haut lieu de la lactation landais plus haut cité porte la significative appellation de caverne de las Mames.

Notons encore que, dans le légendaire chrétien si fertile en sadisme et masochisme, les saintes martyres subissent fréquemment l'ablation des seins. En s'acharnant sur ces attributs de fécondité sacralisés, les bourreaux visent, par-delà les souffrances infligées, à empêcher la propagation de la nouvelle religion. Devenues faiseuses de miracles, les prétendues émissaires de Dieu remplacent en fait d'anciens cultes rendus aux forces de la nature ou aux idoles.



Sainte Agathe, la martyre chrétienne aux seins arrachés par ses bourreaux, devint la patronne des nourrices. On l'invoquait également contre les incendies, en raison d'une antique croyance selon laquelle le lait, ce fluide naturel sublimé, passait pour maîtriser le feu. Le 5 février, consacré à la commémoration de la sainte, on faisait bénir des petits pains en forme de mamelles que les mères, désireuses d'améliorer leur lactation, faisaient tremper dans du lait avant de les manger.

Ce jour-là, dans de nombreuses régions catalanes, les femmes prenaient le pouvoir, laissant leurs travaux ordinaires aux mâles, organisant des bals durant lesquels les rôles habituels étaient inversés. Les lavandières abandonnaient leurs battoirs pour danser auprès des rivières, malmenant sérieusement les imprudents qui passaient à leur portée.

En somme, le jour de la sainte Agathe voyait ressusciter l'antique matriarcat perpétué par les déesses de fécondité inventées dès la préhistoire. Le 5 février, de ce lointain passé, demeure la célébration de la femme, du lait, du feu, de l'eau et de la nourriture.

A rebours des mères magnifiées et des saintes mutilées, nombre de sculptures médiévales vilipendient les femelles démoniaques dévoyant leurs mamelles au profit de crapauds et de serpents. En réalité, il s'agit le plus souvent d'une diabolisation d'anciennes

divinités de la fertilité, associant la femme aux animaux censés véhiculer les forces occultes de la terre/mère.

De fabuleux pouvoirs

Aliment complet des nourrissons, fluide vital assimilé au sang, le lait en général et celui de femme en particulier fut longtemps crédité de merveilleuses propriétés : maîtrise du feu perpétué dans le culte de sainte Agathe ; vertus médicinales citées dans le témoignage rapporté au début de cette étude (et dont l'efficacité réelle reste à vérifier) ; ultime remède fourni à des malades désespérés ne pouvant ingérer d'autre nourriture (4); contre-poison toujours recommandé. Naïf collecteur des savoirs et croyances de son temps, Pline l'Ancien consacre un long paragraphe aux multiples vertus du lait maternel. Cet ensemble de recettes, mêlant empirisme et magie, constitue un excellent témoignage des mentalités anciennes, encore vivaces au siècle dernier. Véritable panacée quand il accompagne la naissance d'un enfant mâle, ce don de la nature produit par les mamelles transmet ses pouvoirs curatifs et préventifs, réels ou imaginaires, aux nourrissons comme aux adultes.

Superstition de "bonnes femmes", légendes destinées à des esprits enfantins et croyances (dont toutes ne sont pas à rejeter) appartenant à un très lointain passé : certes. De cette antique valorisation mystique de l'allaitement, demeurent cependant maints vestiges accommodés à la mode du temps. Supplantant la Vierge/Mère à l'Enfant, la République triomphante se présente souvent en une robuste femme aux mamelles généreuses, nourrissant parfois des enfants, un petit Noir et un petit Blanc dans certains cas. Brandissant le drapeau tricolore sur les barricades de l'insurrection populaire, la célèbre "Liberté" de Delacroix exhibe ses seins vigoureux. Signe des temps, les manuels scolaires la voilent généralement d'un pudique corsage, rendant ainsi bien suspect le contenu d'ouvrages qui se prétendent historiques. Ou bien encore, l'allégorique figuration révolutionnaire orne des billets de banque. Si l'illustration monétaire respecte la nudité de la "Liberté", en revanche elle supprime les pavés de la sédition...

Comme les seins récupérés à des fins idéologiques ou mercantiles, le lait conserve une valeur mythique. Outre l'utilisation publicitaire des prétendus pouvoirs régénérateurs de pseudo savonnettes au lait et autres "laits de beauté", nombre de livres, rédigés par de savants auteurs laissent percer des considérations bien peu scientifiques. Très instructifs s'avèrent notamment certains ouvrages du siècle dernier consacrés à la maternité. De formulation plus naïve que ceux d'aujourd'hui, ils perpétuent involontairement l'archaïque vénération des symboliques maternités, émanations de la Nature souveraine. Les mères indignes n'allaitent plus des crapauds, elles se contentent de priver leurs enfants de l'élixir salvateur. Cependant, si les puériculteurs dénoncent globalement celles-ci au nom de principes supérieurs, l'opportunisme commande de trouver des excuses aux clientes potentielles des milieux aisés, très nombreuses à recourir à des nourrices afin de s'épargner une besogne jugée aussi avilissante qu'asservissante.

Plus habilement formulés, les discours contemporains sont marqués par la même ambiguïté. De subtiles nuances masquent mal la contradiction

(4) Voir Gavroche N° 23 : Les miracles racontent, p. 15.



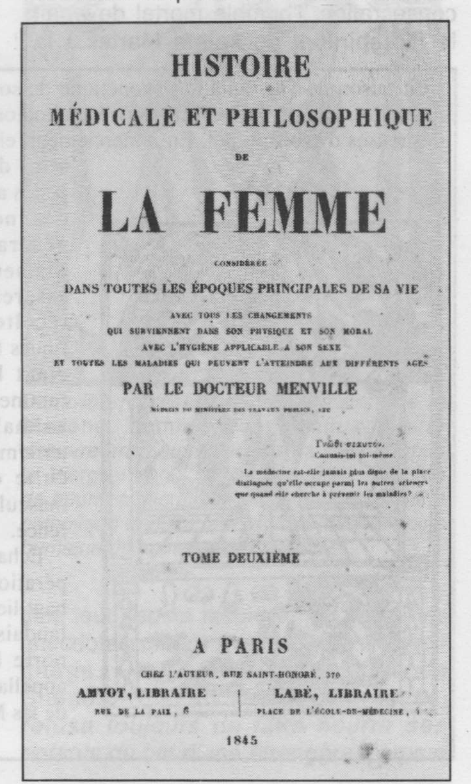
Après la défaite de 1870, une chanson revancharde au durable succès campe une fière mère lorraine refusant d'allaiter le rejeton d'un officier allemand :
"Va, passe ton chemin, ma mamelle est française. N'entre pas sous mon toit, emporte ton enfant. Mes garçons chanteront plus tard la Marseillaise. Je ne vends pas mon lait au fils d'un Allemand."

Le meilleur des laits de femme...

Quant à l'usage du lait de femme, on convient que ce liquide est très doux, très délicat et extrêmement efficace dans les fièvres prolongées et le mal de ventre, et surtout le lait d'une femme qui vient de sevrer. L'expérience prouve son efficacité dans la dépravation de l'estomac, dans les fièves et dans les coliques ; mélangé d'encens, il guérit les abcès du sein ; il est également excellent de faire couler du lait sur les yeux injectés de sang à la suite d'un coup, ainsi que sur les yeux douloureux ou enflammés, surtout lorsqu'on l'additionne de miel et de suc de narcisse ou de poudre d'encens. Dans tous les cas, le lait d'une femme qui a accouché d'un enfant mâle est le plus efficace, et beaucoup plus encore celui d'une mère de deux jumeaux mâles, surtout si elle s'abstient de vin et d'aliments trop acides. En outre, de la laine imbibée d'un mélange de lait de femme et de blanc d'œuf, appliquée sur le front, arrête les fluxions oculaires. Ce lait est le meilleur remède quand une grenouille a arrosé les yeux de sa bave. Contre la morsure de cet animal, on donne le lait en boisson et en instillation. On assure que celui qui a été enduit à la fois avec le lait de la mère et de la fille est préservé pour sa vie entière de toute affection des yeux. Le lait de femme mélangé d'un peu d'huile guérit aussi les maladies de l'oreille ; chauffé avec de la graisse d'oie, il guérit les oreilles douloureuses à la suite d'un coup. Si l'oreille exhale une odeur nauséabonde, comme il est habituel dans les affections chroniques de cet organe, on y introduit de la laine imbibée de lait où l'on a délayé du miel. On l'instille aussi avec de l'élatérium (concombre sauvage) sur les yeux où la jaunisse a laissé ses traces.

Pris en boisson, c'est un remède souverain contre les poisons préparés avec le lièvre marin, le bupreste (insecte) et aussi, comme le dit Aristote, le dorycnion (plante vénéneuse) et contre la folie consécutive à l'absorption de jusquiame. On l'ordonne aussi en onctions avec du suint de laine et de la graisse d'oie, et c'est de cette façon qu'ils l'appliquent pour les douleurs de la matrice. Administré en boisson, il arrête aussi la diarrhée et fait venir les règles. Le lait d'une femme qui a accouché d'une fille a seulement le pouvoir d'effacer les altérations du visage. Le lait de femme guérit les affections pulmonaires. Si on y mêle de l'urine d'un garçon impubère et du miel attique à la dose d'une cuillérée de chaque, je trouve que ce mélange fait cesser les bourdonnements d'oreille. On dit que les chiens auxquels on fait boire le lait d'une femme qui a eu un garçon ne deviennent jamais enragés.

Pline l'Ancien (1er siècle de notre ère) Histoire naturelle, XXVIII. 21.


HISTOIRE

MÉDICALE ET PHILOSOPHIQUE

DE

LA FEMME

CONSIDÉRÉE

DANS TOUTES LES ÉPOQUES PRINCIPALES DE SA VIE

AVEC TOUS LES CHANGEMENTS
QUI SURVIENNENT DANS SON PHYSIQUE ET SON MORAL
AVEC L'HYGIÈNE APPLICABLE A SON SEXE
ET TOUTES LES MALADIES QUI PEUVENT L'ATTEINDRE AUX DIFFÉRENTS AGES

PAR LE DOCTEUR MENVILLE

Connais-toi toi-même.

La médecine est-elle jamais plus digne de la place distinguée qu'elle occupe parmi les autres sciences que quand elle cherche à prévenir les maladies?

TOME DEUXIÈME

A PARIS

CHEZ L'AUTEUR, RUE SAINT-HONORÉ, 370

AMYOT, LIBRAIRE, RUE DE LA PAIX, 6 | LABÉ, LIBRAIRE, PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE

1845

fondamentale entre le dogme toujours vivace de l'allaitement sacralisé - au nom de Dieu le Père, de la Providence, de la Famille ou de la Patrie - et ses dérogations multiples. Commandement oublié par la Bible : "Vous allaiterez de votre sein le fruit de vos entrailles", proclament tous les pédagogues anciens et modernes de la petite enfance, avant d'aborder un nouveau et indispensable chapitre : "Vous n'allaitez pas, voici comment faire."

Il n'est certes pas question de nier l'importance de la première alimentation du nourrisson, mais seulement d'en retrouver une partie de la longue histoire ; histoire durant laquelle s'affrontent, autour du nouveau-né, les intérêts et les volontés souvent contradictoires du père, de la mère, de la nourrice, du prêtre, du médecin, mais aussi de l'Etat et, à l'époque contemporaine, des patrons et des marchands.

Publié au début du siècle dernier, une apologie de l'allaitement maternel offre un intéressant témoignage d'opinions passées, mais pas toujours dépassées, quant au fond sinon à la forme.

"Une obligation sacrée"

(Docteur Menville : Histoire médicale et philosophique de la femme, 1845)

"Dès lors que la fonction de la matrice finit, celle des mamelles commence (....) L'allaitement se lie donc et s'enchaîne avec la génération dont elle fait partie. Ces deux fonctions doivent concourir absolument au même but", déclare un médecin en 1845. Homme de science par profession, philosophe par vocation, le docteur Menville se réclame de Jean-Jacques Rousseau (lui-même héritier d'une longue tradition de moralisateurs plu ou moins inspirés) pour puiser, dans les leçons de la nature, les bases de son argumentation. *"Tout est bien, sortant des mains de l'Auteur des choses ; tout dégénère entre les mains de l'homme"*, écrivit l'auteur de l'Emile en 1762.

Involontairement, un tel parrainage place d'emblée le médecin/philosophe sous le signe de la contradiction. En effet, l'illustre Jean-Jacques, qui sut défendre avec tant de fougue les droits de l'enfant, ne se débarrassa-t-il pas - à l'en croire - de ses cinq encombrants rejetons ? Par ailleurs, il peut sembler pour le moins paradoxal que, dans un domaine spécifiquement féminin, des hommes - fussent-ils médecins ou philosophes - se fassent donneurs de leçons au nom de nébuleux principes supérieurs.

Pour défendre la noble cause de l'allaitement maternel, point besoin d'interroger les principales intéressées afin de comprendre les multiples et complexes raisons de leurs agissements. Il suffit d'observer les réalités du monde vivant, souverain témoignage de la profonde sagesse de la création, puis d'en tirer les lois suprêmes qui s'imposent aux végétaux et aux animaux comme aux humains.

"La nature a spécialement confié les soins de la première éducation aux femmes", poursuit le Dr Menville. Sous entendu : la suite appartient aux hommes. Rousseau, auquel le médecin emprunte presque mot pour mot la formulation, ajoute : *"Si l'Auteur de la nature eût voulu qu'elle* (la première éducation) *appartînt aux hommes, il leur eût donné du lait pour nourrir les enfants."* De cette irréfutable déduction, le savant disciple de Jean-Jacques conclut : *"Ces soins sont pour les mères une obligation sacrée dont elles ne peuvent s'affranchir sans crime."* En conséquence, une mère digne de ce nom *"doit son sein"* à son enfant. *"Elle ne peut tromper le vœu de la nature qui lui en a imposé l'obligation, puisque, même avant le terme de la grossesse, elle a élaboré et préparé deux sources de lait pour servir à la nourriture des nouveaux-nés."*



Rousseau après avoir déposé ses enfants à l'hôpital s'occupe des leçons de tendresse à adresser aux mères.

La vengeance de la nature outragée

L'imprudente mère qui oserait braver cette volonté supérieure serait immanquablement châtiée pour une telle rébellion aux relents de sacrilège : *"Le lait qu'elle refuse à son enfant se transforme en un poison funeste, qui devient pour elle une source intarissable de douleurs et de tourments. Coupable envers l'être auquel elle a donné le jour, le cri de sa conscience vengera bientôt la nature outragée ; les souffrances du corps et le remords de son âme lui feront envisager, comme un bienfait pour elle, la mort qu'elle a donnée sans pitié. Les marâtres qui s'affranchissent de ce devoir paient cher, pour l'ordinaire, ce délit de lèse-nature. Le lait, dont elles ont eu la cruauté de priver leur fruit, se porte indistinctement sur tous les organes et y exerce de terribles ravages. On a vu des femmes perdre la raison, l'ouïe, à la suite de dépôts laiteux dans quelque partie du cerveau... Les femmes qui échappent à ces maux n'en sont pas moins à plaindre, leurs grossesses se multiplient, et amènent une multitude d'affections nerveuses. Aussi n'est-il pas rare de voir de jeunes femmes fraîches et pleines de santé perdre tous leurs avantages après quatre ou cinq ans de mariage ; et traîner jusqu'au tombeau une vie languissante et misérable."*

"On a vu...", *" il n'est pas rare de voir..."* : les terrorisantes affirmations aussi péremptoires par le ton qu'imprécises quant à leurs sources méritent un approfondissement. Le docteur Menville se réfère-il à sa propre expérience de *"Médecin du Ministère des Travaux publics, etc"* (sic) ? Il est permis d'en douter. En effet, dès le début du XIXe siècle, les hommes de science, délaissant toute considération philosophique au profit de l'observation et de l'expérimentation, nient formellement ce prétendu transport délétère du *"lait rentré"* ou *"lait répandu"* et s'étonnent que des médecins puissent accréditer de telles fabulations. Qui est donc ce "on", dont les dires conviennent si bien au défenseur de l'allaittement maternel qu'il éprouve le besoin ni de les vérifier, ni d'en indiquer les origines ?

Un certain abbé Besnard, qui se dit psychologue chrétien et médecin hygiéniste, publie en 1779 un ouvrage dont le titre annonce clairement le but poursuivi : *"Périls auxquels sont exposés les enfants que leurs mères refusent d'allaiter. Malheurs que par ce refus ces mères attirent sur elles-mêmes"*. Dans cette édifiante brochure, que l'auteur juge utile de rééditer en 1825 pour lutter contre la dangereuse progression

de la mise en nourrice, on peut lire en particulier : *"Depuis deux ans, je connais une dame qui est devenue sourde dès sa première couche par l'effet de son lait qui, m'a-t-elle dit elle-même, se porta derrière ses oreilles. Mariée à vingt-quatre ans et âgée maintenant de soixante-sept, voilà donc quarante-trois ans qu'elle est privée de l'ouïe. Je tiens encore d'une autre dame, qui, par la même cause, éprouve habituellement nuit et jour les maux de tête les plus horribles. L'épouse de mon tailleur vient de succomber à un état d'infirmité habituelle où je l'avais toujours vue ...: Ces jours derniers, j'interrogeais son mari sur l'origine de la mauvaise santé de la défunte, et il me répondit :*

- Il y a dix-huit ans qu'elle accoucha de ma fille. Quelques mois après sa couche il lui survint un dépôt de lait à l'aine ; et depuis ce temps, elle n'a plus fait que languir...

J'ai assisté au lit de la mort trois malheureuses filles qui avaient pris toutes leurs précautions pour cacher qu'elles étaient devenues mères et qui par conséquent ne nourrissaient point leurs enfants. Ce fut leur lait qui les conduisit au trépas."

La comparaison des deux textes ne laisse aucun doute : le médecin philosophe du Ministère des Travaux publics etc., s'inspire du médecin hygiéniste et psychologue chrétien, dont les propos



Fig. 74. - Brave mère allaitant ses jumeaux, garçon et fille, prématurés;
Dr L. Devraigne : Pour les futures mamans (1934).

relèvent plus du ragot que de la science. Châtiment de Dieu ou de la Providence, les divagations vengeresses du *"lait rentré"* guettent les mères qui feraient passer leur égoïsme criminel avant leur devoir sacré.

En 1872, un spécialiste de la maternité continue à menacer les *"demi-mères"* des pires maladies, rendues encore plus redoutables par le jargon professionnel: épistaxis (= saignement de nez), hémoptysies, diarrhées, affections aigües et chroniques des glandes mammaires, fièvres graves des métro-péritonites, affections de l'utérus, cancer des mamelles et même mort subite... Aujourd'hui encore, une puissante *"Ligue internationale de la leche"* - empruntant significativement son nom à la statue d'une chapelle de Floride : *"Nuestra Senyora de la leche y buen parto"* (Notre-Dame du lait et de l'heureuse délivrance) - consacre tout un paragraphe au cancer du sein. Tout en admettant incidemment que de multiples facteurs peuvent jouer, les auteurs multiplient les mises en garde : *"Chez les peuples des diverses parties du monde où l'on pratique le plus l'allaitement, la fréquence du cancer du sein est relativement faible."* Ainsi la redoutable affection gagna-t-elle les Esquimaudes du Canada quand celles-ci adoptèrent les modes de vie occidentaux. Sur 100 000 femmes, 23 meurent d'un cancer du sein aux USA où règne le biberon, contre 1 à 4 en Thaïlande, Salvador, Egypte et Japon.

Ces statistiques (d'autant plus éloquantes qu'elles portent sur 100 000 individus !) visent à convaincre, en suscitant la peur. Un procédé vieux comme le monde, mais servi par une argumentation nouvelle : la froide rigueur des chiffres et l'épouvantail de la terrible maladie/châtiment. En fait, les recherches actuelles ne permettent pas d'établir une relation certaine entre la prolifération des tumeurs cancéreuses et le seul mode d'allaitement. Par ailleurs, quelle valeur accorder à de tels recensements ? Peut-on comparer la détection du cancer aux USA et en



Environnée de marmots, langeant l'un et allaitant l'autre, la mère exemplaire répond aux vœux de Rousseau et aux lois de la Nature. Hélas, la réalité s'avère moins idyllique. "Dieu bénit les grandes familles, mais c'est bien dommage qu'il ne les fasse pas vivre", constate un dicton populaire pleinement justifié par les statistiques démographiques.

Thaïlande, disposant respectivement d'un médecin pour 600 et 9 000 habitants ? Enfin, une information complète ne saurait ignorer la mortalité infantile sévissant dans les différents pays cités. Ainsi, pour 100 000 enfants de moins d'un an, on enregistre 710 décès au Japon, 1 140 aux USA, 5 400 en Thaïlande et au Salvador, 10 200 en Egypte. Qu'importe de telles restrictions et nuances ! Allaitez votre enfant - comme les heureuses mères des régions ravagées par les hécatombes de nouveaux-nés - et *"Nuestra Senyora de la Leche"* vous protégera de l'épouvantable cancer...

Au milieu du siècle dernier, le docteur Menville n'avait pu songer à brandir ce dernier fléau, ni à manipuler les statistiques, pour soutenir le combat en faveur de l'allaitement maternel. Reprenons la lecture de son édifiant ouvrage. En bon pédagogue, après avoir menacé les marâtres des pires châtiments, le défenseur des *"lois de la nature"* fait miroiter la récompense qui attend les mères dignes de ce nom.

Les bienfaits de l'allaitement

En revanche, enchaîne le médecin philosophe, toujours aussi tranchant et captieux, *"on rapporte que les femmes qui, malgré leur faiblesse apparente, ont eu le courage de nourrir leurs enfants, ont été dédommagées de leur*

dévouement par une meilleure santé, et par une constitution plus robuste. On ajoute même qu'elles ont pris de l'embonpoint et de la fraîcheur."

L'ensemble de ses confrères rejoint cette fois le docteur Menville pour reconnaître, avec davantage de modération et de prudence, les effets généralement bénéfiques de l'allaitement pour la mère : rétablissement plus rapide, fonctions digestives améliorées, atténuation de la "fièvre de lait", soulagement des anémies, névralgies, névropathies, congestions et autres affections physiques, mentales ou "nerveuses" consécutives à l'accouchement. Ces derniers troubles, il est intéressant de le souligner, touchent essentiellement les catégories fortunées de la population. Conséquences de mariages d'intérêt soumis à la raison et non à la passion ? De grossesses envisagées avec résignation comme un devoir ? Résultat des multiples tabous concernant la procréation ? Réactions psychosomatiques provoquées par des pulsions conflictuelles ? Ou, plus banalement, rançon de la richesse, du désœuvrement et d'une affectivité amoindrie ? Quelles que soient les raisons profondes, les prétextes invoqués et les répercussions diverses, le refus de poursuivre la maternité par-delà la rupture du cordon ombilical - malgré tous les discours - s'avère révélateur des sentiments à l'égard du nouveau-né : fruit nécessaire mais contraignant de l'union conjugale.

Lorsque paraît l'*"Histoire médicale et philosophique de la femme"*, dans les familles laborieuses des villes et des campagnes, les mères ne s'écoutent guère, et reprennent leurs tâches ordinaires au plus tôt. Parfois elles en meurent. Contrairement à l'opinion médicale, un proverbe observe laconiquement : *"L'accouchement rajeunit, mais l'allaitement vieillit"*. Mais ce n'est pas à ces femmes du peuple, qui obéissent généralement à la nature sans en recevoir toujours de récompense, que s'adressent les médecins, philosophes ou puériculteurs du siècle passé. Si elles ne s'écoutent guère, on ne les écoute pas non plus, dans les milieux privilégiés où l'on a les moyens de s'offrir des maladies de luxe, et le loisir de se consacrer à la réflexion.

Préserver la pureté de la race

Appelant les auteurs anciens à la rescousse, et davantage moralisateur que philosophe ou médecin, le farouche pourfendeur des *"demi-mères"* poursuit son impitoyable réquisitoire. Il serait fastidieux de le suivre et de reprendre les opinions empruntées pour l'occasion aux plus célèbres penseurs, de l'Antiquité au Siècle des Lumières, en passant par Rousseau bien entendu. Cet emphatique étalage d'érudition offre à l'auteur un double avantage : montrer que sa dénonciation s'ancre dans un lointain passé et ne provient pas seulement de la passagère irritation d'un individu, d'une part ; soutenir, par illustres personnalités interposées, d'ancestrales croyances niées par les biologistes du XIXe siècle, d'autre part.

Ainsi, à en croire l'accumulation de citations émanant des plus prestigieux cerveaux de l'histoire humaine, le produit des mamelles constitue bien davantage qu'un vulgaire aliment. Naturellement associés, le sang et le lait maternels prennent successivement le relais du sperme paternel pour assurer, après la création de l'embryon, le développement physique et spirituel de ce dernier. Les trois fluides vitaux concourent à transmettre les caractères spécifiques du géniteur d'abord, de la génitrice ensuite, de la nourrice enfin. N'appelle-t-on pas *"frères de lait"* des enfants nés de mères différentes, mais nourris au même sein ?

Pour l'exemple, redonnons la plume à notre défenseur de la pureté de la race. Faute d'arguments scientifiques, celui-ci adopte notamment, sans la moindre réserve, les assertions d'un philosophe romain du premier siècle de notre ère, puis de Michel de l'Hopital qui vécut un millénaire et demi plus tard. Le lait, écrit le premier de ces penseurs, *"cette liqueur précieuse que l'abondance des esprits et la fermentation intérieure ont blanchie, n'est elle pas, dans les mamelles, ce même sang qui après avoir animé l'homme dans le sein maternel, remonte à la poitrine au moment de la délivrance, par une économie admirable de la nature, et s'y fixe pour étayer les faibles débuts d'une existence fragile, pour fournir au nouveau-né un aliment doux et familier ? Aussi la philosophie a-t-elle prouvé que si la qualité du sang influe sur l'organisation du corps et la trempe de l'âme, la vertu du lait et ses qualités produisent absolument les mêmes effets (...)."* Au XVIe siècle, prônant les mêmes principes, le Chancelier de l'Hopital flétrit à son tour la conduite des mères coupables de confier leur nourrisson à une mamelle étrangère. *"Ce genre de nourriture est un adultère, qui dénature le sang de nos aïeux ; rarement aussi le fils ressemble-t-il au père, et quand la couche nuptiale serait sans tache, ce lait mercenaire n'en dégrade pas moins la nature et le cœur."*

Pourtant, à l'époque où le docteur Menville reprend à son compte ces allégations pluri-séculaires, les hommes de science ont banalisé et démythifié le sang et le lait dans leurs éprouvettes et sous les lentilles de leurs microscopes. Le médecin philosophe ignore-t-il les découvertes de ces laborieux confrères ? Point besoin pour lui d'examiner une goutte de lait à l'aide d'instruments compliqués. Les yeux, dont nous a dotés la nature, suffisent à confirmer les dires des vénérables anciens : *"Faites téter une brebis par un chevreau, et une chèvre par un agneau : la toison de l'un sera plus forte et le poil de l'autre beaucoup plus fin. Voyez deux plantes, deux arbres sortis des mêmes graines : quelle différence dans la saveur et la qualité du fruit, si on en a mis dans le choix de la terre et de l'eau qui les nourrissent !"* Mais le disciple de Rousseau se garde bien de poursuivre plus loin son raisonnement, ce qui l'amènerait, comme son maître à penser, à dénoncer l'injustice sociale et, en conséquence, le nouvel ordre établi après la chute de l'Ancien Régime.

Devoir sacré, l'allaitement ne préserve pas seulement la santé des mères et la pureté du sang de leurs rejetons, il garantit aussi les bonnes mœurs et renforce l'unité du foyer conjugal. Après la philosophie, l'histoire en témoigne. En effet, affirme le virulent détracteur des demi-mères *"tant que l'allaitement maternel fut en honneur à Rome, il n'y eut qu'un seul exemple de divorce mais dès que l'allaitement mercenaire fut généralement établi, le vice n'eut plus de frein."* Laissons au docteur Menville la paternité de ses allégations. Il n'est pas le seul à accommoder l'histoire selon les besoins de sa démonstration.

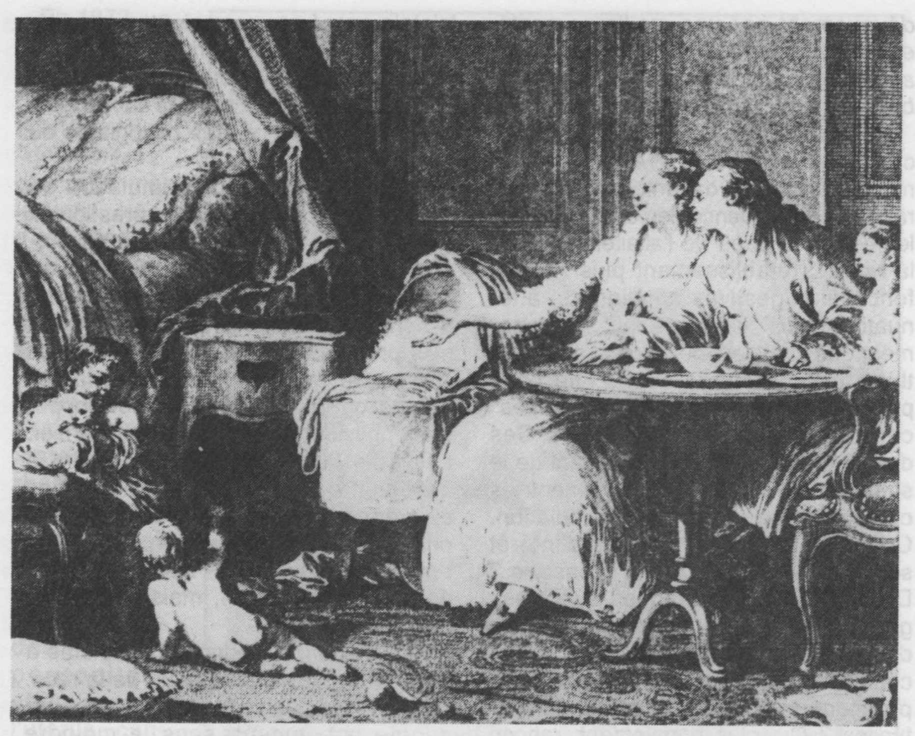
En 1887, dans *"L'Education de l'enfant au XIXe siècle"*, un certain abbé Morère - spécialiste en puériculture et expert en pédagogie - entonne la même antienne. Afin de mieux se faire entendre, il juge utile de truffer ses conseils d'anecdotes édiftantes. Le choix de celles-ci, à défaut de conforter les propos de l'auteur, montre en quelle piètre considération le curé éducateur



Un dessinateur humoriste suggère une solution permettant aux dames de la haute société d'accomplir leur "devoir" de mère sans déchoir de leur rang...

tient ses lectrices : *"Il arriva un jour que le petit Godefroy s'éveilla en poussant des grands cris, et que, pour le calmer, une damoiselle lui donna le sein. La mère, la comtesse Ide, s'en aperçut : elle devint noire comme cendre, le cœur lui chancelle, elle est forcée de s'asseoir. Mais vite, elle se relève, bondit comme une lionne, se précipite sur son enfant, l'arrache à la nourrice, l'étend sur une table et lui fait rendre le lait étranger, le lait qu'il vient de prendre. Ce n'était qu'une gorgée sans doute ; mais enfin ce n'était pas de sa substance. Une telle mère méritait d'avoir pour fils le plus parfait des chevaliers."*

Ce nouveau-né prometteur se nomme Godefroy de Bouillon, et sa légendaire existence est empruntée à une chanson de geste du XIIIe siècle : Le Chevalier au cygne. Sans doute l'abbé pédagogue aurait-il quelque peine à actualiser cet exemple mythique. au XIXe siècle, voilà belle lurette que l'on ne compte plus d'émules de l'incertaine comtesse Ide dans les rangs de l'aristocratie, laquelle demeure toujours un modèle aux yeux de la bourgeoisie. Pourtant quelle lectrice, de noble ou roturière extrace, oserait-elle refuser d'allaiter après avoir reçu cette injonction de l'abbé Morère qui, abondonnant l'affabulation, conclut : *"Le premier devoir d'une mère saine de corps, d'esprit et de cœur est de nourrir son enfant."* A vrai dire, les mères dénaturées peuvent facilement se trouver des excuses. Il leur suffit de poursuivre la lecture de n'importe lequel des ouvrages destinés à leur information et à leur éducation.



"Voilà la règle de la nature, pourquoi la contrariez-vous ?" (J.J. Rousseau L'Emile, 1762)
A part le bébé démailloté, on cherchera vainement, dans ce luxueux intérieur, des traces de la nature invoquée. La nudité même demande d'exceptionnelles conditions : tapis moelleux et température convenable en l'occurence.

Les exceptions à la règle

La nature, convient le docteur Menville après avoir vilipendé les *"demi-mères"* , se trouve parfois dévoyée par la perversité de la civilisation humaine : malgré leur bonne volonté, des femmes se voient contraintes de manquer à leur *"devoir sacré"* . Qu'à cela ne tienne ! Le médecin laisse une fois de plus la plume au philosophe pour se tirer d'embarras, noyant la contradiction sous un flot d'éloquence et justifiant par avance bien des entorses à la pseudo *"loi naturelle"* si longuement et impérieusement invoquée.

"Nous dirions cependant aux femmes qui manquent de lait, ou, ce qui est encore plus commun dans les grandes villes, qui l'ont mauvais, qu'elles ne sauraient mieux faire que d'envoyer leurs enfants à la campagne ; ils y trouveront peut-être, dans un lait assaisonné par la tempérance et la frugalité qu'une paysanne robuste leur fournira, un remède à des maux produits par les vices opposés à ces vertus ; ils se dépouilleront dans cette source pure des levains infects qu'on leur a transmis avec la vie. Ils y recevront une existence plus solide que celle qu'ils doivent à des parents énervés et à peine en état de soutenir la leur. Il peut même résulter de là des effets moraux capables de tempérer un peu celui de l'inégalité des conditions. Le riche, nourri chez des paysans, sera moins disposé à mépriser l'honorable pauvreté (...) Il se dira avec attachement (...) s'il coule dans mes veines une goutte de sang qui soit exempt de corruption, s'il reste encore dans mon âme un sentiment honnête, je l'ai peut-être sucé avec le lait qu'ils m'ont donné."

En somme, si l'on se réfère au discours précédemment tenu, un peu de bâtardise permet de vivifier le sang dégénéré des riches citadins. Abreuvés de bon lait de l'"honorable pauvreté", ces derniers sauront se montrer plus compréhensifs et plus justes à l'égard des classes inférieures. Autrement dit, la mise en nourrice tant dénigrée peut faire l'économie d'une révolution...

La grandiloquence naïve, la scolastique abusive et le manque d'esprit critique du philosophe médecin offrent un intéressant éclairage historique. En effet, à la suite de maints défenseurs laïcs et religieux des *"Lois de la nature"* , l'auteur dit clairement ce que des générations de puériculteurs glisseront à mots couverts jusqu'à nos jours : valeur mythique du lait maternel, d'abord ; appel pour l'occasion à une volonté supérireure ensuite ; justification de tout et de n'importe quoi enfin, selon les besoins de principes d'ordre religieux, moral ou/et politique - voire plus banalement mercantile - sous le masque faussement désintéressé de la science ou de la loi, de la philosophie fourre-tout, de la raison d'Etat et autres valeurs suprêmes.

Significatif se révèle notamment le brusque renversement du raisonnement pour justifier la mise en nourrice, après avoir vigoureusement condamné une telle pratique au nom de la *"loi naturelle"* , de l'ordre social, de la pureté de la race et de l'intérêt même de la mère. Contraints de recourir à d'autres arguments, les spécialistes de l'enfance devront affronter de manière plus ou moins subtile la même contradiction fondamentale : prôner l'allaitement maternel tout en admettant par avance de très nombreuses dérogations, afin de satisfaire leur riche clientèle (patients ou lectrices) qui ne paie pas leurs services pour entendre des sermons.

Pourquoi, en dépit des conseils, avertissements et menaces lancés par les autorités médicales et religieuses, des femmes refusent-elles d'assumer complètement leur maternité, d'accomplir leur *"devoir sacré"* ? La connaissance de quelques-unes de ces *"demi-mères"* permettra de déceler les raisons banales ou secrètes de cet abandon d'enfant que constitue la mise en nourrice.

Guy Citerne

Prochain article : Les demi-mères

ANTIMILITARISME ET SYNDICALISME

"Le Sou du soldat"

(1900-1914)



- Je le crois mûr pour la caserne.

Petite somme d'argent envoyée, plusieurs fois l'an, aux syndiqués encasernés, le "Sou du soldat" témoigna, au début du siècle, d'une volonté ouvrière de maintenir le contact avec les travailleurs sous l'uniforme. Simple pratique d'une élémentaire solidarité ? Moyen de propagande antimilitariste ? Et, en ce cas, de quelle efficacité ?

L'institution est originale et méconnue. Les mandats étaient souvent accompagnés de lettres virulentes et les gouvernants y virent l'occasion de faire condamner un vingtaine de dirigeants de la CGT, de faire même dissoudre des syndicats d'instituteurs. Né d'une analyse lucide des fonctions de l'armée, le "Sou du soldat" marqua, en quelque sorte, l'apogée du syndicalisme révolutionnaire, avant que l'Union sacrée ne vienne militariser les corps et les esprits.

Septembre 1900. L'espace d'un été, Paris se veut reine du monde. L'Exposition universelle continue à attirer de très nombreux visiteurs. Il en restera un moyen de transport : la première ligne de métro a été, pour l'occasion, inaugurée.

A l'aube d'un siècle nouveau, les passions déchaînées par l'affaire Dreyfus sont loin d'être éteintes. Le capitaine juif injustement condamné vient à peine d'être gracié et l'armée apparaît bien comme l'"Arche sainte" des couches conservatrices. Le service militaire, généralisé par les lois de 1872 et 1889, lui fournit désormais en grand nombre, et pour trois ans, des conscrits qu'elle s'efforce de soumettre à l'obéissance aveugle.

Sous la prétendue douceur de vivre de la "Belle Epoque", les grèves ouvrières se font plus dures, plus longues, de plus en plus nombreuses. Organisés en syndicats et Bourses du travail, les militants du mouvement ouvrier sont d'autant moins enclins à oublier le massacre de Fourmies, le 1er mai 1891, que la troupe est fréquemment appelée à réprimer dans le sang grèves et manifestations de rue. C'était encore le cas, juste avant l'été, à Chalon-sur-Saône. Rien de surprenant donc à ce que le 8e congrès de la Fédération des Bourses du travail, réuni à Paris du 5 au 8 septembre 1900, examine les moyens à mettre en oeuvre pour maintenir le contact avec les jeunes syndiqués encasernés : le "Sou du soldat" est né.

A l'exemple de l'Eglise

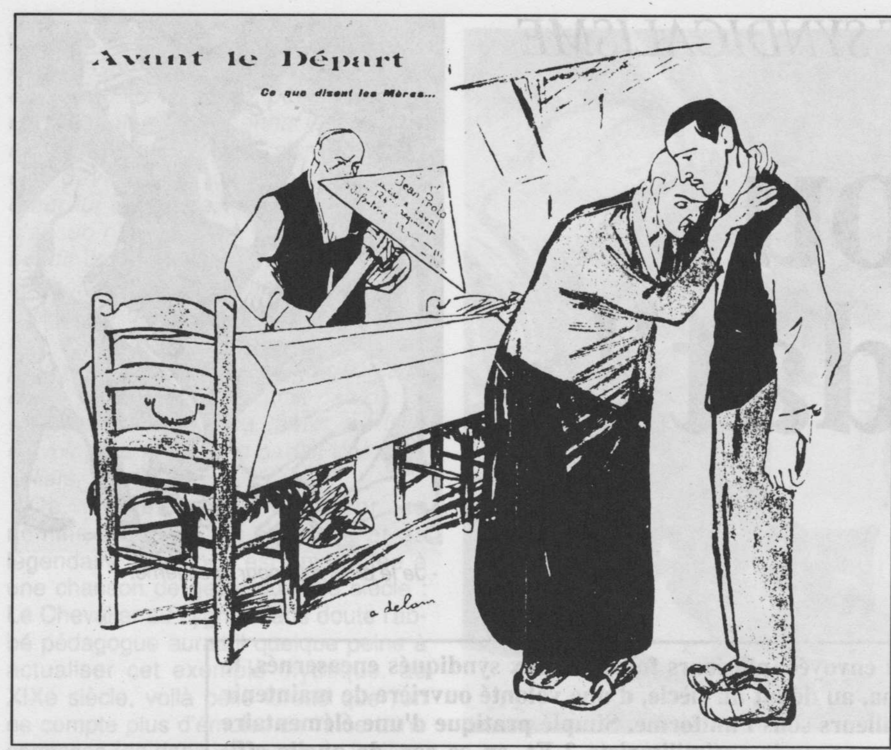
La majorité des jeunes conscrits étant, depuis les récentes réformes militaires, appelés à la caserne, la hiérarchie catholique en était venue à qualifier la conscription "d'impie dans son principe et de destructrice de la liberté de conscience". De fait, l'Eglise n'appréciait guère la remise en cause de ses privilège, les atteintes portées à son influence. Et le clergé catholique avait eu, le premier, l'idée de rester en relation avec les hommes appelés au service militaire. Les prêtres qui échappaient encore à l'obligation prétendue commune n'en étaient pas moins convaincus que leurs jeunes fidèles étaient, au régiment, placés dans une atmosphère pernicieuse pour leur développement moral. Ils les invitaient donc à passer leur moments de détente dans des "cercles catholiques" où ils pouvaient trouver réconfort spirituel et quelques menus avantages concrets : papier, timbres et même de petites sommes d'argent. Les fonds nécessaires étaient recueillis dans une sorte de caisse dénommée, déjà, le "Sou du soldat".

Les syndicalistes connaissent ce précédent et vont s'employer à l'imiter. En 1897, lors du congrès de la Confédération générale du travail (CGT) tenu à Toulouse, la Commission de la grève générale avait proposé que, "pour maintenir en rapports fréquents les syndicats avec leurs adhérents subissant la loi militaire, les syndicats s'imposent une cotisation supplémentaire dont le produit (soit) réparti entre les camarades devenus soldats".

La proposition n'avait pas été retenue par le congrès mais plusieurs syndicats avaient pris l'initiative de prélever de légères cotisations pour envoyer de menus secours à leurs adhérents au régiment. Il paraissait, à vrai dire, très difficile d'assurer cette liaison, les syndicats étant organisés en corps de métiers spécifiques, et leurs adhérents dispersés dans de nombreuses villes de garnison. Le rapprochement, puis la fusion (qui interviendra en 1902) entre la CGT et la Fédération des Bourses du travail facilitait grandement la tâche : ce qu'un syndicat de province ne pouvait entreprendre pour des soldats ayant appartenu à d'autres corporations était désormais possible pour une Bourse du travail rassemblant des syndicats très divers, au niveau de la ville.

C'est donc au congrès de la Fédération des Bourses qu'en septembre 1900 est adopté, à l'unanimité, l'ordre du jour suivant :

"Pour affirmer les sentiments de soli-



- Mon petit, vaut mieux nous revenir assassiné par les morticoles galonnés, qu'assassin de ses frères dans une grève

darité ouvrière, pour éviter aux jeunes soldats la souffrance de l'isolement et l'influence démoralisante du régiment, le Congrès décide : Les jeunes travailleurs qui ont à subir l'encasernement devront être mis en relation avec les secrétaires des Bourses du travail de la ville où ils seront en garnison."

Plusieurs moyens concrets sont définis : cours professionnels du soir ; mise à leur disposition de salles de lecture, bibliothèques et objets nécessaires à la correspondance ; enfin, création d'une caisse de secours spéciale pour leur venir en aide, par le versement d'une cotisation mensuelle d'un sou par syndiqué.

Une oeuvre de solidarité

Oeuvre de solidarité mise en place "afin que les soldats ne restent plus dans leur néfaste isolement", le "Sou du soldat" a, dès le début, pour but de créer une "famille de solidarité" aux conscrits dans les villes de garnison où ils sont affectés.

L'appel que le Comité confédéral de la CGT adresse immédiatement aux organisations est à cet égard explicite : "Nous savons tous que, dès que l'un des nôtres devient soldat, il rompt tous liens avec ses camarades de la veille et, absorbé par les inutiles autant qu'absurdes exercices militaires, il désapprend son métier, perd le goût du travail (...). Il est indispensable que, dans la ville où il est appelé à être en garnison, le soldat ne se trouve pas isolé. (...) Il est facile d'assurer un pied-à-terre aux camarades devenus soldats, de leur rendre la vie militaire moins pesante, moins douloureuse, et aussi d'organiser des fêtes familiales où ces isolés de la famille puiseront les forces morales et les sentiments d'union qui doivent toujours régner entre les enfants du peuple."

Si la solidarité et les relations fraternelles mises en oeuvre par les syndicalistes sont, en quelque sorte, le pendant de la charité et du soutien spirituel distillés par les congrégations religieuses, il s'agit aussi, bien sûr, pour la CGT, de renforcer la syndicalisation : "Il va sans dire que cette œuvre amicale ne doit pas se limiter aux seuls syndiqués, elle doit s'étendre aux déshérités des principes syndicaux qui, avant d'être appelés à la caserne, sont, par ignorance, restés à l'écart du mouvement corporatif (...). Grâce à cette pratique constante de la solidarité, les travailleurs gagneront en conscience et seront mieux préparés à la lutte pour leur émancipation intégrale."

Témoignage de solidarité, pratique éducative, moyen d'une prise de conscience, soit. Instrument d'agitation ? De propagande antimilitariste au sein des casernes ? Répondre par l'affirmative paraît prématuré même s'il est vrai que le même appel de la Confédération évoque au passage une raison bien précise de briser l'isolement : "(...) Il faut que (le soldat) se trouve entouré d'amis qui lui rappellent que, soldat par la loi, il ne doit jamais commettre le crime de lever contre ses frères de travail l'arme que lui ont confiée ses ennemis de classe." Souci légitime. Et propos au demeurant fort mesurés.

Dès 1901, plusieurs organisations syndicales, telle la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision, font connaître qu'elles ont institué une caisse du "Sou du soldat" : elles envoient, plus ou moins régulièrement, une petite somme d'argent, par mandat. Une lettre signée du secrétaire de la Bourse accompagne souvent les 5 ou 10 F attribués par soldat. Seuls les appelés au service militaire bénéficient du "Sou", les volontaires, engagés sous contrat, en étant exclus.

Les premiers résultats sont somme toute modestes. Mais bientôt l'action est

"Aux camarades de la caserne"

"Au moment où la plupart d'entre vous, en se retrempant dans l'affection de ceux qui leur sont chers viennent d'y puiser courage et consolation pour achever leur temps de service militaire, nous nous faisons un devoir de leur rappeler qu'ils peuvent se trouver en famille dans leur ville de garnison.

Qu'ils viennent aussi souvent que possible dans nos organisation ouvrières, ils y trouveront l'affection vraiment sincère et fraternelle, en même temps que la plus franche cordialité, le plus intéressé dévouement, la plus pure solidarité.

Il sera mis à leur disposition : papier à lettre et timbres-poste ; ils auront libre accès à nos cours professionnels, réunions récréatives ou corporatives, conférences littéraires, artistiques, scientifiques ou sociales, ainsi qu'à nos bibliothèques, etc.

Au milieu de chez nous, ils seront chez eux.

Nous nous ingénierons à leur procurer plaisirs et distractions en organisant, exprès pour eux, des matinées artistiques dont les programmes auront l'attrait que peuvent avoir pour les hommes intelligents les concerts ou beuglants ordinaires.

En un mot, nous souvenant du temps où, comme vous, nous subissions la vie triste et déprimante du soldat, nous voulons faire pour vous ce qu'on ne fit pas pour nous.

Nous voulons vous arracher pendant quelques moments - autant que vous le voudrez - aux amères songeries, autrement que par les libations abrutissantes et les fréquentations qui avilissent.

Par les distractions saines et fortes que vous trouverez parmi nous, vous ne pourrez oublier qu'avant tout, vous êtes des hommes !

Par le chaud et réconfortant accueil que nous vous ferons, vous ne pourrez oublier qu'avant tout, vous êtes nos frères !

Camarades,

Souvenez-vous de ce que vous étiez avant d'être au régiment.

Songez à ce que vous serez lorsque vous le quitterez.

Syndiqués ou non, amenez-nous de vos camarades de la caserne. Ils seront bien reçus et voudront revenir.

Les camarades soldats qui craignent, en venant à nous, d'être signalés ou remarqués par leurs chefs, sont peu confiants en nous et en eux.

Qu'ils sachent qu'il ne leur sera rien fait s'ils n'ont pas peur, et que nous saurons créer l'agitation nécessaire si l'on interdisait aux soldats l'entrée de nos Bourses du travail, syndicats et réunions amicales, alors qu'on encourage l'accès des églises, presbytères et offices religieux.

"Vous êtes invités à venir à l'adresse ci-dessous !"

(suit le tampon de la Bourse de la ville)
(Cette circulaire de la Fédération des Bourses du travail fut adressée, en 1902, à chacune de ses affiliées, par colis de 500 à distribuer aux soldats de la localité).

prise en main par le secrétaire de la Fédération des Bourses, Georges Yvetot, qui devient, après l'unité syndicale, le n°2 de la CGT. L'auteur du "Nouveau Manuel du soldat" - qui paraît en 1902 et évoque, bien sûr, le "Sou" dans sa conclusion - va dès lors consacrer des efforts incessants à donner vie et réalité à l'institution.

Sans attendre, il adresse à chacune des Bourses 500 lettres à faire parvenir aux soldats stationnés dans leur ville. Les appelés sont invités à fréquenter les "maisons" syndicales : "Au milieu de nous ils seront chez eux (...). Il sera mis à leur disposition papier à lettre et timbres-postes ; ils auront libre accès à nos cours professionnels, réunions récréatives ou corporatives, conférences littéraires, artistiques, scientifiques ou sociales, ainsi qu'à nos bibliothèques, etc."

Alerté, le ministre de la Guerre ne tarde pas à faire interdire aux militaires l'accès aux Bourses. Il s'inquiète même que les soldats puissent entendre un autre langage que celui des officiers : "Il importe d'ailleurs que cette propagande soit soigneusement exclue de la caserne et que des mesures soient prises pour en interdire l'accès à tout écrit ou imprimé analogue qui, sous une forme quelconque, prétendrait exercer sur le soldat une action indépendante de l'autorité militaire ou non contrôlée par elle." (Général André, lettre confidentielle au gouverneur militaire de Paris, avril 1902)

Débuts difficiles, très surveillés, entravés même par les autorités. La question du "Sou du soldat" n'en revient pas moins à l'ordre du jour de tous les congrès syndicaux, notamment confédéraux (Bourges en 1904, Amiens en 1906, Marseille en 1908), avant que d'être largement relancée au début de la décennie suivante. Ce sont désormais des dizaines de Bourses, de très nombreux syndicats qui adressent, plus ou moins régulièrement il est vrai, semblable envoi aux soldats. Une circulaire accompagne souvent les mandats, à l'occasion du jour de l'an ou du 1er mai. Les secrétaires des Bourses, signataires de ces lettres, exercent un mandat syndical. Faut-il dès lors s'étonner que le contenu de ces courriers reflète leurs préoccupations de syndicalistes ?

Un moyen d'action antimilitariste

Tous les leaders de la jeune CGT et, a fortiori, tous les adhérents de la centrale syndicale ne sont pas, à proprement parler, des militants antimilitaristes. Tous ne sont pas, comme Emile Pouget ou Paul Delessale, venus de l'anarchisme. Ni, comme Georges Yvetot, membres très actifs d'un groupement spécifique tel que l'Association Internationale Antimilitariste (AIA), créée en 1904 à Amsterdam. Force est pourtant de constater qu'à l'aube du XXe siècle les animateurs du mouvement ouvrier sont des syndicalistes révolutionnaires qui ont pour souci de dénoncer et combattre le militarisme, d'en faire une critique radicale pour aboutir non à la "démocratisation" de l'armée (comme les radicaux) ou à sa réforme (comme les socialistes, partisans de milices inspirées de la Suisse), mais à sa suppression totale.

Dès sa création, la CGT se place, en effet, dans une perspective révolutionnaire. Entendant "regrouper, en dehors des écoles politiques, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat" (Congrès de Montpellier, 1902), le syndicat, organe de lutte dans le domaine économique, analyse en termes de lutte de classes les rôles et fonctions de l'appareil militaire.

A plusieurs reprises, les syndicalistes révolutionnaires ont alors le sentiment de vivre une veillée d'armes avant l'assaut contre la société bourgeoise et il est aisé de percevoir la nécessité qui est la leur de neutraliser, à tout le moins, la troupe. Pacifistes, internationalistes et bientôt de plus en plus clairement antipatriotes, ils ont également pour souci d'éviter la guerre entre nations. Pour tenter de s'opposer à la terrible boucherie qui menace d'éclater - plusieurs fois, l'on craint le pire, du "Coup" de Tanger à l'affaire d'Agadir - ils proclament haut et fort, au fil des congrès, qu'à toute déclaration de guerre, ils veulent répondre par la "grève générale insurrectionnelle" (Congrès de Marseille, 1908, notamment).

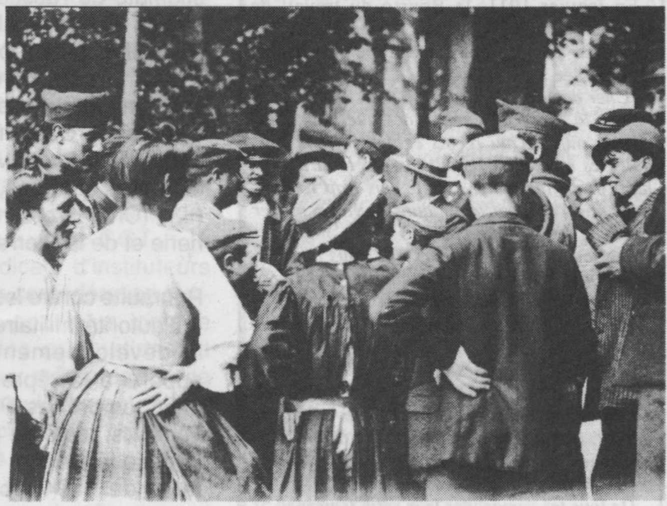
Au-delà de ces moments de crise, c'est dans la lutte quotidienne que l'armée joue un rôle de "fusilleuse", de "briseuse de grève". "A Longwy en septembre 1905, nous rappelle Madeleine Reberioux, à Raon-l'Etape en juillet 1907, ce sont les forces de l'ordre qui tuent ; dans le bassin de Lens, après la catastrophe de Courrières, le sang ne coule qu'après l'entrée en scène de la cavalerie." (1) Les forces de police supplémentaires sont manifestement insuffisantes à contenir la montée des grèves et les soldats sont constamment utilisés dans le maintien de l'"ordre". "Chaque fois que des travailleurs tentent d'obtenir, par la grève, quelques maigres avantages, une petite amélioration de leur sort, c'est à la troupe qu'ils ont affaire. A chaque pas, le gréviste se heurte au soldat", note amèrement Yvetot dans le "Nouveau Manuel du soldat".

Appel à la désobéissance

Les jours de grève ou de manifestations syndicales, les pelotons de cavalerie patrouillent, en effet, dans les rues des faubourgs ouvriers. Devant l'usine aux portes closes, devant les demeures bourgeoises du patron et de l'ingénieur s'alignent les rangs des fantassins. Parfois, comme à Saint-Etienne, Châlons-sur-Marne, Draveil, Villeneuve-Saint-Georges ou Limoges, la cavalerie charge dans la foule, les soldats font feu. Et tuent. La liste est longue des victimes du fusil "Lebel" : 9 morts et 167



Les grèves de Draveil-Vigneux.
La journée sanglante du 30 juillet
Lendemain d'émeute - Grévistes et soldats se reposent



Les grèves de Draveil-Vigneux. La journée sanglante du 30 juillet
Dans les rues de Villeneuve-Saint-Georges - Les militaires et les civils commentent les événements

blessés pour la seule année 1907, 10 morts et 600 blessés l'année suivante.

D'autres fois, des milliers de militaires occupent le carreau des mines, les gares et les voies ferrées ; des soldats sont employés à faire les "jaunes" en remplaçant les travailleurs. Et l'on voit même des grévistes contraints de reprendre leur travail (les cheminots) sous peine d'être poursuivis comme insoumis : ils étaient convoqués à une période militaire de réserve sur leur lieu de travail !

L'antimilitarisme du mouvement ouvrier est, certes, avant tout, l'une des formes de la lutte des classes. Mais les théoriciens et orateurs du syndicalisme révolutionnaire n'ont aucune difficulté à montrer dans l'armée le suprême rempart d'un ordre social qu'il s'agit de renverser. L'antimilitarisme qu'ils s'efforcent de développer trouve son aliment le plus sûr dans le déroulement hélas fréquent des conflits sociaux.

Dans ces conditions, l'on conviendra qu'il serait inconséquent pour eux de ne pas utiliser le "Sou du soldat" comme instrument privilégié de propagande et d'agitation. Nombre de syndicats ne s'en privent pas, ce dont témoignent les archives de la police.

Depuis la création du "Sou", les policiers surveillent son développement. Ils enquêtent, interceptent les lettres adressées à des soldats, les archivent et les comparent. La note de synthèse que consacrera la Sûreté générale au "Sou", à la date du 1er décembre 1912, est un document remarquable, précieux pour qui veut faire oeuvre d'historien (2). Ce rapport de 43 pages cite nombre de circulaires qui, jointes aux mandats, sont de véritables appels à l'indiscipline : "Si le malheur voulait que tu sois appelé sur un champ de grève (...) pour rien au monde tu ne deviendras l'assassin de tes frères de labeur." (lettre adressée aux soldats par la Bourse du travail de Bourges). D'incitation à la désobéissance, à lever "crosse en l'air" : "La Chambre syndicale, confiante en vous, estime, quoique soldat (...) qu'en aucune circonstance vous ne deviendrez les défenseurs de ceux qui nous oppressent, (...) que jamais vous ne deviendrez les assassins de vos frères de misère." (Chambre syndicale de la Maçonnerie de Paris, 29 décembre 1908). D'appels à lever "crosse en l'air" et, même, parfois, à utiliser son fusil à des fins plus légitimes : "Nous sommes convaincus que le cas échéant tu saurais te servir de ton arme pour défendre les intérêts d'exploité et non pour défendre ceux de nos exploiteurs." (Terrassiers de la Seine, septembre 1911).

Les dangers de guerre se faisant menaçants, l'antipatriotisme est clairement réaffirmé, parfois, comme dans ce courrier envoyé aux appelés à l'occasion du 1er mai :

"Camarades,

"Le premier mai 1909, la Chambre syndicale, en cellule consciente du prolétariat, s'apprête à manifester à la face du monde patronal, bourgeois et capitaliste, les sentiments revendicatifs qui animent ses membres.

"A cette occasion, elle pense aux camarades, revêtus contre leur gré de la livrée militaire, et leur rappelle que l'uniforme dont ils sont affublés porte le stigmate de l'assassinat d'ouvriers coupables d'avoir voulu une atténuation à l'exploitation de l'homme par l'homme.

"Camarade, la Chambre syndicale vous sait, malgré les leçons journalières des Valets Galonnés du Capital, incapable de tirer sur vos frères de misère, de toutes contrées, de toutes frontières. (...)" (Chambre syndicale de la Maçonnerie et de la Pierre, 1er mai 1909)

"Tu sais ce que doit te dicter ta conscience"

En janvier 1911, la Bourse du travail de Bourges envoie un mandat de 5 francs à ses adhérents sous les drapeaux. La lettre suivante est épinglée au mandat :

"Cher camarade,

Avec la pièce de cinq francs que nous t'envoyons aujourd'hui reçois également nos souhaits les meilleurs. Je ne veux pas te dire souhaits de bonne année, car je sais trop le bonheur que l'on peut avoir dans le vilain métier que tu es obligé de supporter.

Les souhaits les meilleurs que nous pouvons avoir pour toi sont de rester malgré ta livrée un "travailleur conscient" et si quelquefois il t'était donné d'aller sur le champ de grève et de te trouver en face de camarades désarmés et en révolte contre les affameurs, tu sais sans nul doute ce que doit te dicter ta conscience. Tu dois te dire aussi que travailleur avant ton départ, travailleur tu seras encore à ton arrivée et le Sou du soldat que tu reçois te prouve surabondamment que tu es des nôtres.

De tous tes camarades leur salut fraternel.

Pour le conseil d'administration, le secrétaire général, Pierre Hervier."

Poursuite contre les maçons

L'autorité militaire cherche à entraver le développement du "Sou", elle en appelle à la répression. Dans un premier temps, les Parquets ne poursuivent pas, faute de provocation directe à la désobéissance. L'une des lois scélérates de 1894, votée à la suite de la vague d'attentats anarchistes, va cependant être utilisée : perquisitions, arrestations. Le cycle répressif est alors



"Doux pays. - Le congrès des instituteurs : Moi, c'est bien simple... tous mes anciens élèves ont déserté".
Caricature réactionnaire de Forain

bien connu des militants. Plus qu'à l'ordinaire peut-être, les pouvoirs publics cherchent à faire un exemple : c'est la Chambre syndicale de la Maçonnerie et de la Pierre qui est visée, trois de ses dirigeants qui sont incarcérés. Un exemple car ce syndicat témoigne fréquemment de sa combativité ouvrière et organise de nombreux mouvements revendicatifs (journée de 8 heures, suppression des tâcherons, augmentation des salaires, grèves importantes dont une de... 42 jours en 1906,...) ; un exemple également parce que peu de syndicats se montrent autant scrupuleux à appliquer les consignes de la CGT au sujet du "Sou". Les perquisitions révèlent que les soldats bénéficiaires du "Sou" sont plus de 500 pour ce seul syndicat, alors que les lettres jointes aux mandats sont, on l'a vu, d'une virulence certaine.

Aux poursuites succèdent bientôt les protestations, énergiques et nombreuses : dans la seule région parisienne, 41 syndicats font savoir qu'ils ont une caisse du "Sou du soldat" et demandent à être poursuivis, 13 à Bordeaux, et bien d'autres aussi à Saint-Etienne, Lyon,... Ce sont 12 000 manifestants qui se pressent aux abords du Palais de justice où les trois leaders, Viau, Baritaud et Dumont sont finalement condamnés à 6 mois de prison, le 19 janvier 1912.

La répression n'empêche cependant pas le "Sou" d'être pratiqué, il s'en faut. Des fédérations nationales (métallurgie, transports par voie ferrée, bâtiment) organisent elles-mêmes l'action pour épargner aux Bourses de se voir supprimées les subventions municipales dont elles bénéficient souvent.

La virulence de certaines lettres d'accompagnement ne fait pas plus de

doute que les intentions des animateurs et coordinateurs du "Sou". Ni simple instrument d'agitation antimilitariste, ni simple moyen d'améliorer l'ordinaire des syndiqués encasernés, le "Sou du soldat" conserve pourtant une certaine ambiguïté. L'historien du "Carnet B", Jean-Jacques Becker, discerne à ce sujet trois attitudes chez les militants : "Certains affirment qu'ils ne sont pas antimilitaristes et que le Sou du soldat n'est qu'une affaire de solidarité ; d'autres ne cachent pas leurs sentiments antimilitaristes mais considèrent que le Sou du soldat n'en est pas moins uniquement oeuvre de solidarité ; enfin il en est qui veulent que le Sou du soldat s'intègre de façon totale à l'action antimilitariste." (3) Ambiguïté certaine, donc. En définitive, c'est ce qui fait sa force, tant la prudence est souvent nécessaire, face aux autorités, mais aussi envers certains syndicats moins prompts que d'autres à s'engager à fond dans l'action antimilitariste, ou qui risqueraient de subir trop durement les foudres de la répression. Cette ambiguïté entretenue va être précisément de mise avec le "Sou" des instituteurs.

Les instituteurs aussi

L'Ecole publique des premières décennies de la IIIe République avait été fondamentalement une école de militarisme et de patriotisme. Le culte de la patrie avait remplacé la religion du surnaturel, toutes les disciplines scolaires concouraient à l'exacerbation du "sentiment national" : instruction civique, endoctrinement idéologique, initiation militaire (les fameux "Bataillons scolaires" !), l'éducation dispensée par les "hussards noirs de la République" donnait aux écoliers un avant-goût de la caserne, les préparait aux futurs sacrifices.

Au début du XXe siècle, les instituteurs - à tout le moins une partie d'entre eux - ont évolué vers un pacifisme certain, voire un antimilitarisme avoué, plus rarement antipatriotisme affiché. L'affaire Dreyfus a fait prendre conscience des dangers du militarisme pour les droits de l'homme, les valeurs humanistes, les idéaux socialistes (au sens large) ont progressé. L'armée, comme l'Eglise, apparaît plus clairement comme un obstacle à la démocratie et à la paix.

Pour les enseignants soucieux de promouvoir une pédagogie rationnelle et humaine, basée sur l'égalité et la fraternité, l'institution militaire représente, à l'évidence, un anti-modèle dangereux. La caserne, avec sa discipline et ses contraintes aussi absurdes qu'avilissantes, n'est-elle pas le symbole même de toute négation d'autonomie et de liberté ? Voici quelques années que les enseignants, qui ne sont plus désormais dispensés d'accomplir le service militaire, en font la douloureuse expérience.

Climat social, souci pédagogique, confrontation avec l'univers clos de la soldatesque, la fréquentation des Bourses du travail fera le reste : des instituteurs syndicalistes en arrivent, peu à peu, à remettre en cause le patriotisme en tant qu'idéologie liée au militarisme. Ils ne sont guère très nombreux, sans doute, minoritaires parmi les minoritaires. Mais la syndicalisation des enseignants est en marche. Elle accélère les prises de conscience et inquiète les gouvernants.



L'antimilitariste et le tambour-major. (Petit Journal)

Le congrès du scandale

Regroupés jusqu'alors en amicales d'esprit pour le moins "modéré", des enseignants de tendance plus révolutionnaire créèrent, en 1905, la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs. L'adhésion à la CGT, votée en 1907, devint effective deux ans plus tard. Au congrès confédéral de Toulouse (1910), les délégués des instituteurs votent les motions antimilitaristes. Arrive le congrès fédéral de Chambéry où, le 16 août 1912, les délégués des 46 syndicats d'instituteurs représentés adoptent à l'unanimité la résolution suivante : "Afin de maintenir les relations existantes entre les camarades syndiqués soldats et leur groupement, il est institué dans chaque syndicat une oeuvre spéciale, dite de "Sou du soldat", destinée à leur venir en aide moralement et pécuniairement. Dans les Bourses du travail, où existe le "Sou du soldat", les syndiqués devront adhérer à cette organisation."

C'est court, simple, précis : "venir en aide moralement et pécuniairement" aux jeunes collègues sous les drapeaux. Rien d'extraordinaire à cela. Cela fait douze ans qu'une telle démarche se pratique à la CGT ; la Fédération des syndicats d'instituteurs venant d'adhérer à la confédération syndicale, il est on ne peut plus logique qu'elle en adopte les orientations et modes d'action. Mieux même, le ton de la résolution est particulièrement mesuré, très éloigné des ordres du jour et circulaires de syndicats ouvriers.

C'est pourtant un scandale. Soudain. Aussi violent qu'inattendu. Au conseil général de l'Ain, l'ancien ministre de la Guerre, le radical Messimy, s'indigne : "(...) Nous sommes ardemment attachés à l'école laïque et c'est justement à cause de cela, parce que je suis convaincu qu'il est nécessaire de faire passer les enfants par l'école laïque,

"Tu ne tueras point"

"Mon cher camarade,

Les travailleurs, tes frères de misère et d'esclavage que tu as laissés au syndicat pour aller à l'armée se souviennent de toi et t'envoient leur plus cordial salut en te disant courage.

Ils aspirent ardemment comme toi à ta libération prochaine, libre enfin de revenir parmi eux soutenir le bon combat pour des destinées meilleures. Ils te prient de rester à la caserne le bon camarade qu'ils ont connu, l'être épris de liberté et de fraternité, car en jetant un œil en arrière, tu te rappelleras les récents événements tragiques de Villeneuve-St-Georges où des troupiers comme toi, fous, ivres de sang, ont tué des ouvriers, leur frères de la veille.

Tu dois savoir que ces crimes monstrueux ne sont commis que pour le profit des patrons et des capitalistes et qu'à toi, pauvre instrument docile entre les mains criminelles qui te commandent, il ne reste, après l'attentat consommé, que des remords et le mépris des travailleurs conscients.

Si le malheur voulait que tu sois appelé sur un champ de grève, tu méditeras ces vérités et pour rien au monde tu ne deviendras l'assassin de tes frères de labeur. Tu penseras à ton père, à ta mère, à tes frères, à tous ceux que tu aimes et qui t'aiment, et dans un geste magnanime tu resteras bon, tu ne tueras pas.

Ci-joint cinq francs pour tes étrennes, que tes camarades t'envoient comme marque de leur solidarité.

Eduque-toi et reste un homme.

Notre salut fraternel.

Pour le conseil d'administration, le secrétaire général, Pierre Hervier."

(Circulaire de la Bourse du travail de Bourges. Non datée. Vraisemblablement 1909 ou 1910)



Dessin d'Albert Guillaume.

c'est à cause de cela que plus vivement qu'aucun autre, je tiens à m'élever contre ces faits attristants. (...)"

Rapidement, une partie de la "grande presse" emboîte le pas. Les journaux bourgeois et cléricaux que sont "Le Temps", "L'Echo de Paris", "La France", "Le Rappel", accusent le syndicat des instituteurs d'être aux mains des anarchistes, en appellent à la répression. "Leur ennemie, la France !", titre même "L'Eclair", le 17 septembre.

Surpris par de telles réactions, les dirigeants de la Fédération des instituteurs relativisent, se défendent publiquement d'avoir agi par antimilitarisme. Face à la presse de droite qui hurle à la trahison, certains font même assaut de déclarations patriotiques. Ainsi, dans une déclaration au journal "Le Rappel", le secrétaire du syndicat de la Seine, André Chapolin, se veut-il rassurant : "Il est possible que les syndicats du bâtiment aient joint une circulaire antimilitarisme à un envoi d'argent. Qu'est-ce qui prouve que nous le ferons également ? Rien. Pourquoi alors nous poursuivre ? Non, non, dites-le bien, nous ne sommes ni antimilitaristes, ni antipatriotes." (4)

Pris à partie, conspués, injuriés, les instituteurs affirment ne vouloir connaître du "Sou du soldat" que son caractère de solidarité corporative. Mais leurs dénégations n'arrêtent aucunement la répression. Dès le 23 août, une circulaire du ministre de l'Instruction publique, Guist'hau, ordonne la dissolution des syndicats d'instituteurs : "Il ne faut pas qu'une minorité turbulente continue plus longtemps de faire le jeu des ennemis de l'école, de jeter le discrédit le plus injuste sur son enseignement. Et puisqu'il est maintenant avéré que les syndicats d'instituteurs deviennent des centres d'agitation politique, des foyers de désagrégation nationale, un gouvernement républicain, soucieux des intérêts de l'école républicaine, se doit à lui-même de les supprimer sans retard. L'intolérable ne peut être toléré." (5)

Des syndicats d'instituteurs dissous

En principe, le droit syndical était certes dénié aux fonctionnaires. Tolérés jusqu'alors, les syndicats d'instituteurs doivent être dissous par les préfets avant le 10 septembre.

La gravité de la mesure jette le trouble dans les esprits. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a un certain flottement chez les instituteurs syndiqués. Le syndicat du Morbihan, qui devait prendre la direction de la Fédération, demande aux syndicats départementaux de se conformer aux directives ministérielles ; à l'inverse, plusieurs départements (la Seine avec André Chapolin, le Maine-et-Loire avec Louis et Gabrielle Bouet, la Charente avec François et Marie Mayoux) invitent tous les syndicats à maintenir leurs organisations. Un manifeste, qui recueille rapidement 800 signatures, est publié par "l'Ecole Emancipée" : les positions de la Fédération y sont réaffirmées avec fermeté mais modération. Récusant les accusations d'antipatriotisme, il met l'accent sur le caractère de la solidarité du "Sou". Les premiers signataires n'en sont pas moins sanctionnés.

Conseil de discipline, tribunal correctionnel, peines d'amendes. Et dissolution de quatre syndicats départementaux "de pointe" (Seine, Bouches-du-Rhône, Maine-et-Loire, Rhône). La CGT manifeste ouvertement son soutien, invitant Chalopin à présider la première séance de son congrès tenu au Havre, en septembre. En leur faveur, des députés socialistes interviennent à la Chambre, où l'affaire occupe plusieurs séances.

Appels interjetés en justice, puis amnistie, les dissolutions resteront lettre morte. Comme le relève Thierry Flammant dans son excellent ouvrage consacré à "l'Ecole Emancipée" : "La résistance des instituteurs, groupés autour de l'"Ecole Emancipée", aura finalement raison des foudres républicaines et le vote de Chambéry aura des répercussions dans les syndicats ouvriers lyonnais et fera tâche d'huile chez les terrassiers et les métallurgistes." (6)

Echec de la répression, donc ? L'on peut s'interroger sur le fait de savoir si l'institution du "Sou" n'a pas été, pour les pouvoirs publics, un prétexte plutôt qu'un motif réel. Les promoteurs du "Sou" au congrès de Chambéry (Fontaine et Raffin) étaient, il est vrai, des militants anarchistes lyonnais. Sans doute envisageaient-ils d'y associer une propagande antimilitariste au sein des casernes. Rien ne permet pourtant d'affirmer que le "Sou" des instituteurs ait dû être de même nature que celui des Bourses. Les dénégations publiques face à la répression n'étaient pas dues qu'à la prudence. Pour la grande majorité des enseignants syndiqués cette pratique ne représentait-elle pas, avant tout, un pas de plus vers la classe ouvrière et la CGT initiatrice du "Sou" ? Et, en ce sens, l'organisation d'une fédération de fonctionnaires totalement liée au mouvement ouvrier et qui avait doublé ses effectifs en deux ans (1 400 syndiqués en 1910, 3 000 en 1912), pouvait-elle laisser un gouvernement réactionnaire indifférent ? Si l'on en croit Pierre Monatte, "le gouvernement sauta sur cette résolution pour prononcer la dissolution des syndicats d'instituteurs sous prétexte d'antimilitarisme et d'antipatriotisme. En réalité parce que les instituteurs se rapprochaient de la classe ouvrière." (7)

Prétexte plausible, en effet, qui servit aussi de moyen aux députés de droite d'attiser les relations entre radicaux et socialistes. Les tenants d'une idéologie républicaine non dénuée de chauvinisme ont pu craindre de ne plus contrôler comme ils l'entendaient ces lieux d'intégration nationale qu'étaient les établissements scolaires. Il n'est, en définitive, pas surprenant que les cris scandalisés d'une presse assimilant l'initiative des instituteurs à une trahison aient pu rencontrer un certain écho. La syndicalisation des instituteurs, leur prise de conscience politique et sociale pouvait être comprise comme une désertion : de classe.

La situation intérieure n'est pas suffisante, semble-t-il, à expliquer la réac-

"Propagez nos idées, faites œuvre de bon syndiqué..."

"En ce jour de 1er mai, nous songeons à ceux qui nous ont quittés pour endosser la livrée militaire, laissant au foyer parents et amis, d'aucuns ont laissé femmes et enfants et cela pour servir la Patrie.

Nous tenons à vous rappeler que vous êtes soldat aujourd'hui, ouvrier demain ; nous voulons dans votre milieu continuer votre éducation, afin qu'en sortant vous soyez plus aguerri pour continuer la lutte un instant interrompue.

Camarade, faites de la propagande syndicale autour de vous, propagez nos idées, faites œuvre de bon syndiqué et d'ouvrier conscient.

Ci-joint la somme de deux francs, comptant que vous en ferez bon usage.

Recevez mon salut fraternel.

Pour le comité, le secrétaire : Batas.

P.S. Vous recevrez sous peu une nouvelle circulaire."

(Circulaire envoyée le 30 avril 1911 par la Bourse du travail de Saint-Malo)

tion plus qu'énergique des autorités. La politique extérieure a également présidé à la répression : se préparant de plus en plus à livrer la guerre aux côtés du tsar, les dirigeants de l'Etat français redoutaient, au fond, de voir leur bellicisme remis en cause. Les responsables de la CGT vont, à leur tour, et durement cette fois, faire les frais d'une politique visant à préserver un consensus autour du ministère de la Guerre.

18 dirigeants syndicaux en prison

Malgré le scandale du congrès de Chambéry, la CGT ne renonce pas au "Sou". Quitte à embarrasser les instituteurs, Georges Yvetot réaffirme, au congrès confédéral du Havre, en septembre 1912, que le "Sou" n'est pas seulement une oeuvre de solidarité, mais une institution efficace de propagande antimilitariste. Ses fonctions importantes dans l'appareil syndical donnent un poids certain à ses propos, d'autant que le congrès, à l'unanimité moins 2 voix, confirme une nouvelle fois la nécessité des caisses du "Sou du soldat".

La loi Berry-Millerand, qui permet d'envoyer dans des régiments disciplinaires, sections d'exclus ou "Bat. d'Af."; les antimilitaristes, grévistes et autres manifestants, vient d'être votée. Le congrès invite alors les organisations confédérées à créer une caisse des insoumis pour venir en aide aux jeunes acculés à choisir l'exil plutôt que le bagne.

Contre la "loi d'infamie", contre la loi de "Trois ans" surtout, qui porte la durée du service militaire à 3 ans (elle avait été réduite d'un an en 1905), la CGT mène de grandes campagnes d'agitation, de concert, maintenant, avec le Parti socialiste.

S'affichant plus volontiers internationaliste et pacifiste, la SFIO a évolué ; la centrale syndicale aussi : on est loin du congrès d'Amiens (1906), qui approuvait et préconisait "toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques." La direction de la CGT est désormais plus sensible aux thèses réformistes des socialistes modérés et la répression n'explique pas, à elle seule, la "prudence" des circulaires qui accompagne maintenant l'envoi du "Sou du soldat".



- Ne croyez pas que, redevenus civils, vous cesserez d'être nos inférieurs.

Divisée, se heurtant à un patronat de plus en plus vigoureux, sans réels moyens financiers (rentrée des cotisations irrégulière, ni caisse de grève, ni caisse de chômage), la CGT est bel et bien en crise. Ses effectifs sont en régression, ses actions loin de donner les résultats escomptés. La journée de grève générale "contre la guerre", le 16 décembre 1912, n'est pas un franc succès. Et lés préparatifs de guerre s'accélèrent.

Lorsqu'au printemps 1913 des soldats manifestent, dans plusieurs régiments,leur mécontentement de devoir subir un an de caserne supplémentaire, le gouvernement pense que l'occasion lui est favorable pour tenter de briser l'action antimilitariste des syndicats.

Bien sûr, le "Sou du soldat" est en point de mire. Les autorités frappent en deux temps. D'abord, le 26 mai 1913, une centaine de perquisitions ont lieu dans les milieux syndicaux. Et, le 1er juillet à l'aube, des responsables sont mis en état d'arrestation. 18 dirigeants de la CGT sont finalement poursuivis au titre du "Sou du soldat", sous l'inculpation "d'incitation de militaires à la désobéissance". Parmi eux, naturellement, celui qui avait coordonné inlassablement l'initiative : Georges Yvetot.

Les militants redoublent d'activité, ils poursuivent l'œuvre entreprise. Au grand dam des services de police qui continuent à surveiller syndicalistes et bénéficiaires du "Sou". Tracts, affiches, meetings de masse : Yvetot et ses co-inculpés sont placés en liberté provisoire après cinq mois d'incarcération. Condamnés par défaut le 26 mars 1914, les leaders syndicaux voient leurs peines confirmées en mai : des amendes, mais aussi 6, 8 et 12 mois d'emprisonnement ; 167 mois de prison ont été distribués. Les syndicalistes interjettent appel, mais la guerre mondiale se déchaîne avant qu'un jugement définitif ne survienne...

De simples travailleurs sous l'uniforme ?

L'Union sacrée et ses terribles conséquences mirent un terme à cette pratique originale qu'aucune répression n'avait pu entraver. Oubliées désormais les lettres du type de celle que reçut, en octobre 1911, l'ancien charpentier Eugène Cointreau, soldat à Orléans : "Il faut, si nos maîtres veulent nous faire partir en guerre, que nous obéissions, mais alors que nous sachions choisir nos ennemis, qui ne sont certes pas les ouvriers allemands, mais tous ceux qui

"Nous clamerons la vérité sur le militarisme"

Suite aux poursuites judiciaires, le Comité intersyndical du Bâtiment de la Seine fait placarder, le 2 octobre 1912, l'affiche suivante :

"Soldat !

Les dirigeants bourgeois prétendent nous interdire de te venir en aide par le Sou du soldat.

Ils te l'ont suffisamment démontré par les poursuites qu'ils ont engagées contre les militants alors que les organisations catholiques et bourgeoises l'ont organisé avec une entière liberté :

Contre ces poursuites arbitraires nous protestons.

Ces messieurs redoutent que tu nous témoignes ta solidarité le jour de la révolte.

Ils veulent nous empêcher de dévoiler le mensonge patriotique qui se cache sous les plis du drapeau.

Ils veulent nous interdire de démontrer que l'armée ne sert, aujourd'hui, qu'à faire oeuvre de jaunes et de policiers.

Ils veulent que nous gardions le silence sur leurs victoires monstrueuses de Fourmies, de Châlons, de Villeneuve-St-Georges.

Ils veulent que nous ne dénoncions pas leurs projets infâmes de faire de toi, un jour, le bourreau de tes frères de misère, les travailleurs qui luttent pour ta libération.

Malgré leurs menaces et leurs prisons, nous clamerons la vérité sur le militarisme.

N'oublie pas, soldat, que ce sont les travailleurs qui ont dévoilé les crimes militaristes. Ce sont eux qui se sont élevés contre l'assassinat du malheureux Arenoult ; c'est leur action et leur agitation qui ont arraché Rousset du bagne, ce héros qui fut coupable d'avoir dénoncé les crimes de Biribi.

N'oublie jamais que tu appartiens toujours à la classe ouvrière, et que cette classe ouvrière veille sur toi, même au régiment et qu'elle est prête à te défendre le cas échéant.

Si un jour on t'envoie sur un champ de grève pour soutenir le capitalisme rapace, tu penseras à ta mère et tu n'oublieras point ton devoir de travailleur ; et si une brute galonnée te commande de tirer sur des travailleurs réclamant un plus gros morceau de pain pour leurs vieux et leurs petits, PLUTOT QUE D'OBEIR A UN PAREIL CRIME, TU TOURNERAS TON ARME CONTRE L'ASSASSIN QUI T'AURA COMMANDE UN ACTE AUSSI IMMONDE.

Tu montreras que tu n'es pas indigne de la classe ouvrière.

Les conseils syndicaux du Bâtiment de la Seine."

(Suivent les signatures des conseils syndicaux : bâtiment, briquetiers, charpentiers en bois, charpentiers en fer, couvreurs-plombiers, granitiers, menuisiers, serruriers, tailleurs de pierre et ravaleurs, terrassiers)

vivent de notre sueur ; nos maîtres en un mot, de quelque pays qu'ils soient (...)" Oubliés, hélas, ces envois de 5 ou 10 F accompagnés d'appels à la fraternisation. Le poison nationaliste avait été plus fort.

Les déclarations virulentes avaient beau succéder aux proclamations solennelles, les appels à la désobéissance aux exhortations répétées, les travailleurs syndiqués ne s'étaient aucunement préparés à s'opposer efficacement au déclenchement guerrier. Au jour de la mobilisation, les autorités n'eurent nul besoin de faire intervenir les arrestations de "meneurs" dont les noms étaient consignés dans le "Carnet B". A la menace de "grève générale insurrectionnelle" brandie dans les congrès fit place le désarroi. Le désarroi, l'impuissance et l'aveuglement.

Force est d'admettre, avec Georges Dumoulin : "Notre propagande antimilitariste, plus tapageuse que réelle, nous a trompés. Les succès, les applaudissements des meetings nous ont aveuglés. Nous nous sommes trompés en nourrissant notre orgueil dans des congrès bruyants avec des motions boursouflées et pleines de suffisance." (8)

Justification a posteriori ? Peut-être. Erreur d'appréciation ? Sûrement. L'analyse lucide des syndicalistes révolutionnaires s'accompagnait, sans doute possible, d'un radicalisme verbal certain, d'une impréparation totale à l'action concrète. Et face à la tourmente, les sociaux-démocrates et syndicalistes modérés d'outre-Rhin, autrement plus puissants et organisés, ne firent pas mieux.

De nul effet pour arrêter l'horrible hécatombe, le "Sou du soldat" a-t-il, au moins, été utile dans les conflits du travail ? Convenons, avec Jean-Jacques Becker que "le syndicalisme avait incontestablement fabriqué des antimilitaristes ; il est beaucoup plus douteux qu'il ait produit de réels antipatriotes." (9) Antimilitaristes bien plus qu'antipatriotes, soit. Le "Sou du soldat" a été pratiqué pendant quatorze ans par de très nombreux syndicats et les services de police l'ont assurément pris au sérieux. Les circulaires qui accompagnaient souvent les mandats ont touché beaucoup de soldats. Les ont-elles réellement convaincus ?

Dans leurs tracts, papillons, affiches, journaux et brochures, les groupes antimilitaristes spécifiques comme les syndicats ouvriers appelaient, de manière répétée et incessante, à la "grève militaire". Toute la propagande antimilitariste destinée aux travailleurs sous l'uniforme incitait inlassablement les prolétaires devenus conscrits à lever "crosse en l'air"... ou à tirer sur leurs officiers, en cas d'affrontement dans une grève ou une manifestation de rue.

L'on ne peut que constater avec tristesse que des grévistes du bâtiment de Villeneuve-Saint-Georges aux ouvriers des sablières de Draveil, des mineurs de Montceau-les-Mines aux viticulteurs de Champagne, innombrables furent pourtant les travailleurs qui firent dramatiquement les frais de l'obéissance aveugle des conscrits.



Extrait du "Mouvement ouvrier français contre la guerre, 1914-1918" Ed. Edhis Paris.

Le nombre d'insoumis augmenta, il est vrai, quelque peu, au début du siècle (5 157 insoumis en 1900, 7 807 en 1905, 9 786 en 1911). Mais guère, en revanche, le nombre de déserteurs (1 873 en 1900, 2 316 en 1905, 2 548 en 1911) (10). Et Raoul Girardet n'a aucune peine à rappeler que, "malgré la véhémence des appels à la "grève militaire", il ne semble pas que le nombre de cas (...) de rébellion qu'aient à juger les tribunaux militaires, ait jamais atteint de très inquiétantes proportions." (11)

Il y eut, bien sûr, la mutinerie du 17e régiment d'infanterie, en juin 1907, pendant le mouvement viticole. Une révolte lucide, aux connotations régionales précises, entrée dans la légende avec la chanson de Montehus, "Gloire au 17e". A la même époque, les fraternisations furent cependant exceptionnelles, les refus d'obéissance collectifs extrêmement rares. Curieuse mémoire collective qui a totalement oublié les fusillades et charges de cavalerie qui, la même année, en 1907 précisément, firent nombre de morts et blessés à Paris, Nantes, Raon-l'Etape et Narbonne...

L'obéissance pesait, la discipline était respectée. Que pouvaient faire, qu'auraient pu faire d'autre les soldats, conditionnés, encadrés, menacés de terribles sanctions comme ils l'étaient ? Question d'importance, question politique essentielle. Non résolue dans la Grèce de 1967, le Chili de septembre 1973 et tant d'autres pays où la soldatesque galonnée pratique si souvent le coup d'Etat. Malgré, voire avec les conscrits.

Dès 1902, celui qui serait si longtemps l'artisan du "Sou du soldat", Georges Yvetot, s'inquiétait déjà, dans le "Nouveau Manuel du soldat" : "Les fils et les frères des travailleurs deviendront des assassins s'ils n'ont pas le courage de refuser de tirer, de refuser la participation au massacre. (...) L'armée de la nation, l'armée composée des fils du peuple est contre le peuple au service du patron." (11) Les exhortations et déclarations virulentes ne sauraient suffire à enrayer le terrible mécanisme : "La caserne fait de nous une machine à obéir, comme elle fait de nous une machine à astiquer et à marcher au pas." (12) Sous l'uniforme, les travailleurs devenaient des soldats. Des militaires.

Michel Auvray

Notes et références :

1) Madeleine Rebérioux, "La République radicale ?", Ed. du Seuil, 1975, p. 89.

2) Note de synthèse de la Sûreté générale, intitulée "Une œuvre de la CGT, le Sou du soldat", en date du 1er décembre 1912. Note conservée notamment aux Archives nationales sous la cote F7. 13333. J'ai pour ma part travaillé sur la copie A.D. Mayenne M 3144. Tous les extraits de lettres et circulaires cités ici sont extraits de ce rapport de police.

3) Jean-Jacques Becker, "Le Carnet B", Ed. Klincksieck, 1973, p. 38

4) Cité par Jean-Jacques Becker, "Le Carnet B", op. cit., p. 34.

5) Cité par Thierry Flammant, in "L'Ecole Emancipée". Une contre-culture de la Belle Epoque", Ed. Les Monédières, 1982, p. 237.

6) Thierry Flammant, ibid., p. 238.

7) Cité par Thierry Flammant, ibid., p. 239.

8) Georges Dumoulin, "Les Syndicalistes français et la guerre", 1921, p. 21

9) Jean-Jacques Becker, "1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre", Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 87.

10) Chiffres cités page 66 de la note de synthèse de la Direction de la Sûreté générale, "L'Antimilitarisme et l'antipatriotisme en France, situation au 1er décembre 1912", à laquelle est annexée le rapport consacré au "Sou du soldat". A.D. Mayenne M 3144, notamment.

11) Raoul Girardet, "La Société militaire dans la France contemporaine", Plon, 1953, p. 245.

12) Fédération des Bourses du travail, "Nouveau Manuel du soldat. La patrie. L'armée. La guerre", 1902. Le signataire en est le secrétaire des Bourses, Georges Yvetot. J'ai travaillé sur la dixième édition de 1903. Les citations proviennent des pages 9 et 10.

13) id.

Du Mont-Blanc aux Glières: Les maquis de Haute-Savoie

(suite de l'article paru dans le numéro 37)

Le maquis mixte des Glières

Le plateau des Glières, qui se situe au nord-est d'Annecy à 1 500 mètres d'altitude, fait facilement penser à une forteresse naturelle. La mission interalliée et l'AS l'ont finalement désigné comme le terrain de parachutage présentant le maximum de sécurité. N'était-ce que pour récupérer cette manne que doit larguer la RAF, que tous les maquis du département, y compris les FTP, ont été conviés à se rassembler là ? *Cantinier* est d'avis de créer de solides îlots accrochant à l'arrière des grands fronts des contigents ennemis. Il emporte la décision d'un regroupement dans une réunion tenue début février à Annecy, où sont présents Didier Chambonnet, chef régional de l'AS, Clair, Anjot et Guidollet (futur chef départemental des MUR). Si l'on s'en tient aux câbles qu'elle a adressés à Londres, on constate que la Délégation militaire régionale à Lyon, c'est-à-dire Bourgès-Maunoury *(Polygone)* et son adjoint Gaillard *(Triangle)*, va dans le même sens.

Tandis que plus de 3 000 hommes (gardes mobiles, groupes mobiles de réserve, miliciens, police spéciale) commencent avec prudence ou réserve des "actions" de "pacification" avec arrestations, perquisitions et bilans truqués à la clé, *Triangle* demande qu'à Radio-Londres, on précise "que tous les sédentaires armés doivent se rendre au maquis, que tous les ouvriers doivent cesser de travailler pendant les opérations et se livrer partout au sabotage des voies ferrées, des routes et des usines", ajoutant : "Il faut d'autre part, vous montrer impitoyables à l'égard des miliciens chargés d'encadrer la police".

Crémieux-Brilhac, alors au commissariat de l'Intérieur, le transmet à Maurice Schumann, le speaker inspiré de la France libre, qui lance le 6 février sur les ondes un SOS aux Savoyards reprenant les thèmes de *Triangle*.

Vallette d'Osia, qui vient d'arriver à Londres, consulté par les services anglais, s'élève contre cette sorte de "mobilisation générale" et, dès le lendemain, Schumann rectifie le tir en recommandant le décrochage et la mobilité.

Les FTP, de leur côté, prennent très au sérieux l'offensive des "tueurs du Waffen SS Darnand" qu'ils estiment être principalement dirigée contre eux. Sur Thonon, où ils sont passés à côté d'un gros coup le 15 février (attentat manqué contre tout l'état-major du MO) la répression est terrible. Leur chef, Flandin-Granget, est torturé à mort, six d'entre eux sont fusillés à l'hôtel Savoy-Léman, les quinze hommes du SR se font "piquer" (onze seront fusillés). Un de leurs communiqués se félicite du fait que leurs troupes ont appliqué "strictement la technique de la guérilla ordonnée par le haut commandement". Interdiction est faite par le nouveau chef de RI 3 de monter à Glières, où se sont "réfugiés" les "éléments de l'AS". *France d'abord* déplorera que ces "patriotes" "croyaient encore à la théorie des forteresses inexpugnables" et plus tard Tillon, chef des FTP, mettra en cause Rosenthal et le BCRA pour la tactique des "réduits". Il semble bien que si le PC et la CGT ont saisi l'occasion pour faire progresser l'idée d'"insurrection nationale", ils ont surtout prôné une solidarité effective. Londres est averti par le délégué du CFLN Bingen *(Cléante)*, le 8 février, que la CGT, avec son avis favorable et l'accord du Conseil de la résistance, demande "des parachutages d'armes, des attaques par avions et l'envoi de troupes parachutistes", mais aussi "la distribution immédiate des armes stockées". Pour l'*Humanité*, ce qui se passe en Haute-Savoie est le prélude à des opérations généralisées contre tous les maquis en France. La riposte est donc un test pour la résistance.

Malgré la position du commandement FTP et la rectification de tir de Schumann, des groupes de maquisards, soit qu'ils aient entendu l'appel du 6 février, soit qu'ils soient traqués par les forces du MO, vont continuer à monter à Glières, encouragés dans cette voie par Morel *(Tom)*. Celui-ci, saint-cyrien, père de famille et chef charismatique, avait-il l'intention de faire un "Sidi Brahim" ? Certaines de ses déclarations et la devise choisie, "Vivre libre ou mourir", permettent de se poser la question. En outre, comme quelques officiers, tel Anjot, il était peut-être acquis à l'idée "d'abcès de fixation", défendue par Rosenthal.

Dans les dossiers d'homologation FFI, le maquis de Glières est dit "mixte" parce qu'il a rassemblé des gens très différents. Il y a là une cinquantaine de républicains espagnols échappés de groupes de travailleurs étrangers depuis plusieurs mois. Ils forment la section Ebro.

Il y a donc les gens de l'AS, où se

*De gauche à droite : **Jean Rosenthal** (Cantinier), **André Jarrot** (Goujon ou Lougre, grand spécialiste du sabotage en France durant la 2e Guerre mondiale), **Maurice Schumann**, speaker de la France Libre à Radio Londres, lors des cérémonies du 27 Mai 1984.*



VIVRE LIBRE OU MOURIR
Allocution du 20 février 1944
de *Tom* Morel aux Glières

— Camarades, soldats du bataillon des Glières ! Ce lieu est le premier de France à devenir libre. Désormais, vous êtes de véritables soldats français et vous devez vous considérer comme ayant été parachutés dans les rangs de l'ennemi pour le combattre. Vos compatriotes d'Afrique du Nord, qui attendent de débarquer, vous regardent et vous envient. Mais je ne vous mentirai pas. L'avenir ne sera facile pour aucun d'entre nous ; cependant, quoi qu'il arrive, vous y ferez face, je le sais, comme il convient à des hommes libres. Pour ma part, je continuerai, avec l'aide de Dieu, à faire ce que j'estime être mon devoir sacré envers notre patrie, et je l'accomplirai jusqu'à la mort. Je vous demande la même chose car, souvenez-vous-en, tant qu'on n'a pas tout donné, on n'a rien donné. Vive la France ! Vive l'Armée secrète !

Extrait de M. Bird
"Le Bataillon des Glières"

LE COLONEL LELONG FACE AUX MAQUIS : L'INTERROGATOIRE DE "MICHOU" FOURNIER, UN DES TOUBIBS DE GLIERES

"Arrêté au tout petit jour au Grand-Bornand d'où je devais repartir à l'aube d'un hôtel qui avait été encerclé de nuit par une compagnie de gardes mobiles.

Amené avec les menottes à la villa Mary, j'ai été mis en présence de Lelong qui connaissait parfaitement et d'avance mon identité et espérait me dissocier des FTP. Il voulait obtenir de moi la promesse de ne pas remonter aux Glières contre ma libération. Je ne voulais pas l'accorder.

Il a fait appeler le chanoine Clavel qui m'a exhorté, je dois dire honorablement, me disant que je pourrais toujours résister ailleurs ou autrement. Puis il a fait venir mon père, grand blessé de 1914, croix de guerre, pour lui dire : "Comment se fait-il que le fils d'un héros soit dans une telle erreur ?" Mon pauvre père essayait naturellement de faire valoir ce qui dans notre idéal pouvait être en accord avec Pétain mais je prêchais de Gaulle, et Lelong s'emportait et proclamait tant de méchancetés contre de Gaulle et contre les Juifs que finalement mon père a levé sa canne d'infirme en criant : "Mais après tout, il a raison ce gosse !" Je me rappelle cela textuel et je l'écris en pleurant...

Je me rappelle avoir entendu dire par Lelong au téléphone : "C'est un FTP ? Faites-le bien parler". Et autant que je pouvais le dire avec les dents claquantes de peur, j'ai dit : "Alors je suis FTP !".


Les FFI ramassent les containers largués par la RAF le 1er août 1944 au Plateau des Glières.

côtoient catholiques de la JOC, protestants, juifs et athées, traditionnalistes et socialistes. Il y aura enfin des communistes avec l'arrivée des deux groupes FTP, ceux de Marius Cochet *(Franquis)* et de Lamouille. Les noms des sections refléteront cette diversité : *Sidi Brahim, Lyautey, Liberté chérie, Carrier* (nom d'un FTP fusillé), etc. Pour être juste, il convient de préciser aussi que beaucoup de maquisards sont jeunes — 70 % des morts de Glières ont moins de 25 ans — et peu "politisés". Enfin, il faut souligner que le maquis des Glières, sous l'impulsion de Morel et des officiers et sous-officiers du 27e, devient, en fin de compte, une unité de l'armée française reconstituée. Un bataillon avec ses situations classiques... La vie et l'ambiance sur le plateau sont certes fraternelles et enthousiastes, mais avant tout militaires. Salut aux couleurs, marches au pas et il y aura même une cour martiale et un fusillé pour l'exemple.

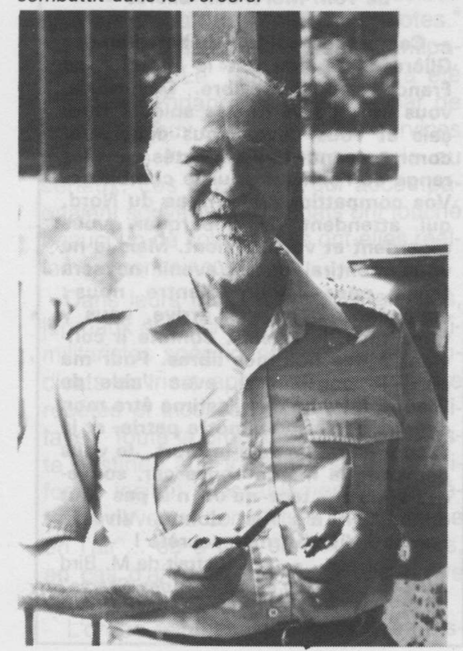
Dans la mesure où le maquis des Glières, par ses chefs, veut un combat exemplaire contre la Wehrmacht, on assiste à toute une série de contacts avec les responsables du MO pour obtenir d'eux une attitude de neutralité. Le colonel Lelong ayant prétendu regretter la "lutte fratricide" qui a commencé — quelques gardes mobiles ayant été tués au pied des Glières le 13 février — l'AS par Anjot et Clair (qui vient de remplacer Romans Petit reparti dans l'Ain), le rencontre. Mais l'intendant de police pour faible qu'il soit, n'en est pas moins un homme nommé par Darnand. Le 16 février, il demande à Anjot et Clair que l'AS marche avec lui contre les FTP. Ils refusent, mais il y aura d'autres tentatives de "négociation". Cette politique vis-à-vis de la police n'était pas nouvelle, et autour de Glières, les responsables de la garde mobile et des GMR avaient accepté des rencontres où un accord sur le passage du ravitaillement s'était conclu.

Il est cependant certain que, dans la mesure où le rassemblement de Glières, considérablement grossi par la rumeur publique, continuait à se faire, où il avait reçu des parachutages (les 14 février et 5 mars), les TO ne pouvaient qu'intervenir. Ce que souhaitait Rosenthal, comme l'indique le câble adressé le 2 mars du "réduit savoyard" à Schumann : "Nous sommes décidés à occuper le plateau qui est imprenable(...) C'est de pied ferme que nous attendons les policiers et miliciens (...) Nous espérons qu'ils seront promptement relevés et que nous pourrons ainsi rencontrer enfin le boche."

La milice, comme le montre l'étude des dépêches de l'OFI et des interventions et déclarations de Darnand et d'Henriot, venus en Haute-Savoie, agit en fait dans le même sens que l'armée occupante, c'est-à-dire "contre le bolchevisme" (1).

(1) Bien entendu tous les suspects ont droit aux humiliations et aux mesures arbitraires de la Milice, y compris les notables : à la mi-mars, 400 personnes d'Annecy sont internées sur un bateau...

Le commandant de chasseurs alpins Humbert Clair (Navand). Au moment de l'affaire des Glières, il remplaça Romans-Petit comme chef départemental de l'Armée secrète en Haute-Savoie. Par la suite, il passa dans l'Isère et combattit dans le Vercors.



Artillerie de montagne allemande montant à l'assaut du plateau des Glières.



Glières ne doit pas faire oublier que les opérations du MO ont lieu dans tout le département, particulièrement dans le Chablais. A Thonon, la cour martiale condamne à mort six FTP. C'est la grande traque contre les "bandits communistes". La découverte dans des fosses des cadavres des policiers enlevés en janvier va nourrir la propagande contre Glières. Les gens du camp *Liberté chérie*, accusés d'avoir participé à ces exécutions, à ce "Katyn en Haute-Savoie", vont en effet s'y réfugier. Ne s'y retrouveront-ils pas avec ces Espagnols dits des Brigades internationales que les Allemands croient être 150 ?

En fin de compte, les forces du MO ont préparé la voie pour les TO de cette 157e division, basée à Grenoble et spécialisée dans les opérations de "sécurité". Elle dispose de trois régiments, dont un très bon de chasseurs bavarois et autrichiens. Sans oublier une honnête artillerie et l'appui de quelques avions. Entre 6 000 et 12 000 hommes viennent s'ajouter aux miliciens et GMR déjà en place contre les 465 gars des Glières, dont le moral est à la baisse. Morel, leur chef vénéré, a été assassiné par le commandant des GMR, Lefèvre, lors d'une descente sur Entremont, le 9 mars (quelques jours avant, violant l'accord, les GMR avaient arrêté Fournier, l'un des toubibs de Glières). Bien que le 10 mars, les maquisards aient été submergés par un énorme parachutage d'armes légères (584 containers), le cœur n'y est plus. Il y a même eu une sorte de crise du commandement. Après que Londres eût interdit à *Cantinier* de le prendre, c'est Anjot qui s'est porté volontaire. Entre-temps, les FTP avaient reçu de leur état-major l'ordre de s'en aller et il avait fallu une intervention de Jourdan, commandant par intérim, pour que Lamouille et ses hommes restent. Maintenir la cohésion de la troupe est maintenant difficile.

Le 26 mars, après plusieurs jours de sérieuses escarmouches, de bombardements et de canonnades, la Wehrmarcht et des éléments de la Milice engagent des mouvements sur trois points différents. Les francs-gardes sont repoussés au nord, mais les colonnes allemandes pénètrent lentement le dispositif sur le côté est, à Monthievret. Après une journée de fusillade sur ce "front", Anjot donne l'ordre de décrochage. Cette "bataille de Glières" se solde par une vingtaine de tués du côté du maquis et un nombre mal connu, qu'on a dit élevé, du côté allemand ; des dizaines de miliciens hors de combat. C'est dans la chasse à l'homme qui suit que les résistants vont subir des pertes importantes : il y aura plus de 100 morts, dont tous les officiers, sauf un, et plus de 150 prisonniers.

La population est consternée. On parle de "désastre" et de catastrophe. Encore aujourd'hui, des rescapés n'hésitent pas à dire que, sur le plan strictement militaire, Glières a été "une belle connerie". Aurait-on pu décrocher devant l'assaut en évacuant les 90 tonnes d'armes ? Clair, qui l'avait proposé, le pense. Cantinier, qui lui avait alors opposé un câble promettant des renforts de troupes parachutées, estime que non. Aujourd'hui. En 1944, il n'y a pas de place pour tout ce qui pourrait apparaître comme une critique de Glières et des maquis que la collaboration essaye de ridiculiser ou de salir. La bagarre continue. La répression s'étend sur toute la Haute-Savoie, notamment dans le Faucigny (à l'usine du Giffre, le chef de corps francs *Plantaz* et trois de ses hommes sont tués, une quarantaine d'autres sont arrêtés) et dans le Chablais (vers Abondance, où il y a un engagement contre les FTP).



Des maquisards au combat en Haute-Savoie.

Comment faire, dans ces conditions, un véritable bilan analytique ? Bourgès-Maunoury, Rosenthal et d'autres, par leurs câbles, rétablissent les "faits" déformés par les "inventions et les mensonges" de la propagande d'Henriot. Du côté des FTP, malgré la disparition de plusieurs leaders (Moenne, Buffard, Lelièvre, Pierre et Paul Benest sont fusillés le 20 mars après être passés devant la cour martiale) et de plusieurs détachements, on estimera que les opérations des MO ont abouti au "résultat inverse" de ce qui était recherché, car les énergies ont été galvanisées, les caractères trempés, toute la population s'est dressée "au côté des patriotes". Mais on sait que la répression a été très dure : un rapport signale qu'il n'y a plus dans la région comprise entre les Glières et la Suisse "que des bandes de 10 à 50 gars" ; *France d'abord* souligne la nécessité d'agir ailleurs pour desserrer l'étreinte, car il y a "danger de limiter à la seule Savoie la riposte des patriotes". Le journal en question ne glorifie pas Glières, mais le combat "exemplaire" du 22 février à Lully entre 11 FTP et 400 miliciens.

La Gestapo enfin semble satisfaite des différentes "actions" menées contre le "fief du terrorisme". Son gros problème : faire condamner à mort les prisonniers. Tout au long d'avril, les SS restés en place après le départ de la 157e division poursuivent, en compagnie de la milice et des GMR, les arrestations et les "interrogatoires".

Les politiques prennent le dessus

Avril 1944. Mois noir pour la résistance en Haute-Savoie. L'AS a du mal à reconstituer son organisation. Elle manque de cadres. Quant aux FTP, ils passent un cap

UNE BAGARRE PACIFIQUE

Dans ce car, il y a beaucoup de soldats allemands et quelques personnes âgées. La neige tombe depuis ce matin, mais légèrement. Plus on avance, après avoir passé Taninges, plus la neige tombe abondamment.

Dans une petite côte, une personne très âgée demande au chauffeur de s'arrêter. Très aimablement, après avoir stoppé son véhicule, il l'aide à descendre et lui passe son sac. Le chauffeur embraye... le car patine et ne peut repartir... Il demande à tout le monde de descendre, sauf bien entendu aux anciens... et de pousser.

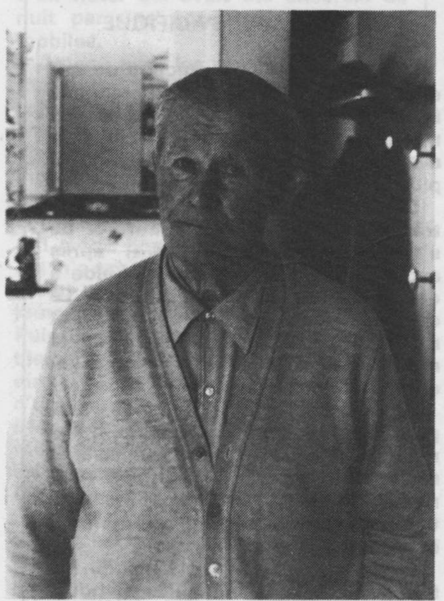
Alors Français et Allemands, unis pour une fois, poussons vigoureusement. Ça y est ! Le car démarre et roule au pas... Déjà quelques Allemands grimpent l'échelle qui mène au toit... et la bagarre commence... bagarre de détente.

Le car est recouvert de neige... Ils bombardent leurs collègues et nous, avec de jolies boules blanches. On se baisse, et à notre tour ripostons... Hypocritement nous rions chaque fois que notre boule fait mouche ! Comme sauf-conduit, on ne peut trouver mieux... Par la porte restée ouverte, les uns après les autres, nous reprenons notre place... sauf Simon qui a perdu la sienne et qui s'installe au fond. Au bout d'environ un quart d'heure, l'Allemand, mon voisin de voyage se baisse... se relève.

Tout à coup, sur ma main droite, posée sur le siège entre nous deux, je sens un objet glacé, poussé par petits coups par l'Allemand... Mon pistolet ! Je suis paralysé par l'émotion... Que vont faire les soldats aux civils ? Je m'en veux terriblement d'avoir commis une telle imprudence. En me baissant pour ramasser la neige pour faire des boules, mon automatique s'est dégagé de ma ceinture. En m'asseyant il est tombé sans que je m'en rende compte ! L'Allemand me le rend ! Oui, il me le rend ! Alors, doucement, il m'explique tant bien que mal qu'il est Roumain, qu'il n'est pas nazi, qu'il a été enrôlé de force, qu'il a intérêt à marcher droit et qu'il a des inquiétudes pour sa famille. Je l'écoute distraitement... je ne peux que lui dire merci et encore. Si, pour sauver sa famille il faisait un coup d'éclat en me dénonçant ? Je me lève le plus naturellement possible, je le salue et en luttant contre une panique qui m'envahit, je m'avance doucement vers le chauffeur. Je lui demande de s'arrêter... Il me fixe... Je dois avoir un drôle d'air, car il stoppe de suite. Très vite Simon me rejoint et nous descendons sans un mot.

Extrait de Marcel Prous, *Merci de m'avoir aidé*, maquis du Mt-Saxonnex, p. 66-68

difficile. Leur état-major de la zone sud est décimé et, les archives régionales ayant été saisies par la Gestapo, le chef départemental, Francis Bonfils *(André),* ouvrier d'élite, membre du PC depuis 1930, qui a succédé à Mudry, doit échapper à la traque. Son adjoint Augagneur *(Grand)* aussi. La réorganisation qui doit être entreprise se fait cette fois sur la base de "compagnies de partisans" mobiles.



Francis Bonfils, ouvrier et militant communiste. En 1944, de l'époque des Glières à la libération, il était le commandant André, chef des FTPF de Haute-Savoie.

Dès le mois de mai cependant, la résistance retrouve son rythme d'avant Glières. Les exécutions de traîtres et les sabotages, principalement par les FTP, qui ont reçu quelques parachutages, remplissent de nouveau la chronique. Tandis que le 4, Lelong s'en va, quittant son poste "peu enviable", et que la cour martiale, par représailles à une exécution à Alger, condamne à mort cinq hommes de l'AS, un milicien rapporte que "la situation est actuellement pire qu'avant les opérations ; les forces du maintien de l'ordre ayant disparu du département, le maquis s'est réorganisé et est plus menaçant que jamais".

Rosenthal retourne le 5 mai en Angleterre demander des armes. Le lendemain du débarquement allié en Normandie, il est parachuté en Saône-et-Loire. Ce retour a été retardé car, en conversant avec Churchill, Rosenthal a mis par hasard son index sur une carte exactement à l'endroit prévu pour le débarquement.

Lorsqu'il revient en RI, Rosenthal trouve la situation modifiée. Elle est plus tendue, d'une part entre "occupants et maquisards" et d'autre part, entre les résistants, le "climat" n'est pas bon, et même "malsain". Les liaisons se font mal ; en Haute-Savoie, où l'heure est aussi à la réorganisation, la politique prend une place de plus en plus grande. Le Comité de libération, dont les premiers linéaments remontent au mois de mai, se met plus solidement en place. Lambroschini (*Nizier*), jeune colonel FFI, désigné par les MUR, s'est installé dans le PC de la résistance à Thones, où Jourdan a reconstitué un secteur. L'AS est par ailleurs commandée maintenant par un ancien officier du 27e BCA, Godard (futur colonel, qui aura des responsabilités dans l'OAS pendant la guerre d'Algérie).

Rosenthal, qui se considérait comme un "militaire", n'avait jamais trop goûté ceux qu'il appelle les "politiciens", en fait les activités des hommes des mouvements de résistance qui avaient commencé à agir bien avant qu'il ne soit parachuté pour la première fois. Lui venait tout droit du "désert", autre monde où le verbe comptait moins que l'action proprement dite. A partir de juin, il est évident que les "civils" prennent le pas sur les "militaires" qui en sont parfois agacés. Le CDL de Haute-Savoie, clandestin, se réunit pour la première fois en juin. Présidé par un jeune de 23 ans, *Guidollet* (Jean-Paul Ostier), il a un représentant des MUR, un du Front national, un de la CFTC, un de la CGT, un du PC ; (plus tard les autres partis y seront représentés et il aura 32 membres).

A cette première tension s'en ajoute bientôt une autre : celle qui paraît résulter de la croissance des FTP. Avant le débarquement du 6 juin, ils comptent 1 500 hommes. Ensuite, en un mois, Bonfils constitue cinq compagnies de partisans qui réalisent de nombreuses actions, culminant le 24 juin par l'attaque d'un convoi à la Balme d'Arrache, où les Allemands auraient eu 100 tués et 60 blessés. Les exécutions de collaborateurs et de miliciens vont encore s'accentuer en juillet. Pour la fête nationale, le mot d'ordre est d'en "dessouder" le maximum : 25 sont tués. Fin juillet, les FTP ont sept compagnies de partisans, entre 2 500 et 3 000 combattants.

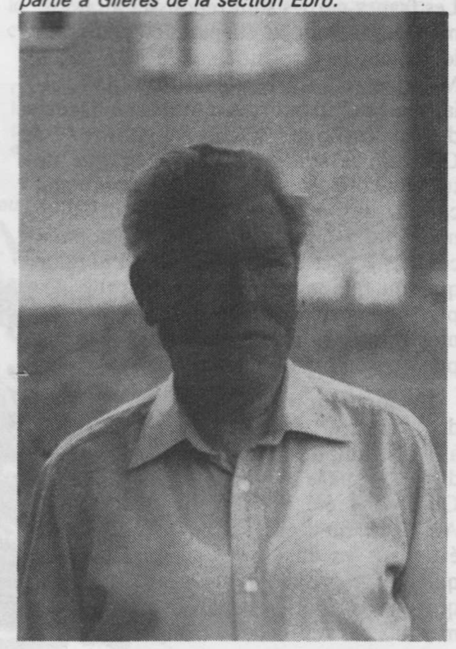
Les rapports FTP/AS sont relativement tendus. "Ils prenaient leurs distances aussi, comme nous, nous prenions les nôtres", reconnaît le commandant *André* (Bonfils). De son côté Marcel Fournier, officier de liaison de *Nizier* chargé des rapports avec les FTP, se rappelle que ce n'était "pas commode". Pour des raisons stratégiques ? politiques ? les deux, peut-être. L'AS, selon le commandant *André,* n'a presque rien fait en juin, "très peu en juillet". Rosenthal rapporte que celle-ci, au cours de cette période, a lancé des opérations de sabotage ou d'épuration contre les miliciens, ceci afin d'entraîner ses troupes et les préparer au "vrai combat" (le GF *Raymond* s'illustre à ce moment-là). Le délégué interallié, l'AS et les MUR se préoccupent surtout alors de préparer un parachutage qui devrait permettre d'armer des milliers d'hommes. Deux grandes réunions se tenaient, sur convocation d'Alban Vistel, le chef régional des MUR, où le choix de Glières comme terrain est de nouveau arrêté après décision de *Nizier.* Rosenthal ayant été averti le 27 juillet que le parachutage aura lieu dans les 24 heures, *Nizier,* pris de court sur le plan des effectifs nécessaires, doit faire appel aux FTP.

Ceux-ci qui critiqueront la publicité et l'absence de sécurité, vont assurer avec 400 hommes, qui s'ajoutent à 800 hommes de l'AS, la protection des 2 000 sédentaires non armés qui, le 1er août, ramassent les 432 tubes largués par 36 avions anglais. Selon certains témoins de l'AS, une scène orageuse éclate au moment du partage des armes. Des responsables en viennent presque à se menacer avec des revolvers. Les FTP voulaient, disent des gens de l'AS, 50 % des armes. L'un d'eux, de Frangy, se rappelle que les hommes de son secteur, déçus, ne sont redescendus qu'avec un chargement dérisoire. *Cantinier* affirmera un peu plus tard, en termes très vifs, que l'opération a été menée trop rapidement, 306 tubes seulement ayant été récupérés.

Esprit Vuillet, cultivateur puis bûcheron. Il fit partie en 1944 à Glières de la section Allobroges.



Jasper Barba. Anarchiste catalan, il avait fait la guerre d'Espagne. Membre d'un groupe de travailleurs étrangers passé au maquis, il fit partie à Glières de la section Ebro.




Les FFI au Plateau des Glières le 1er août 1944 : ils redescendent dans les vallées les armes et le matériel largués par la RAF.

Toujours est-il que c'est après cette mémorable journée qu'il est décidé de rendre l'état-major FFI départemental plus effectif. Les FTP, dont l'effectif atteint 4 000 hommes, dont 1 500 armés, tenteront d'en avoir le commandement ; mais Augagneur n'est finalement qu'adjoint, au même titre que Godard pour l'AS. Les relations entre les deux organisations se sont cependant améliorées. Rosenthal, le 11 août, donne l'ordre de l'offensive.

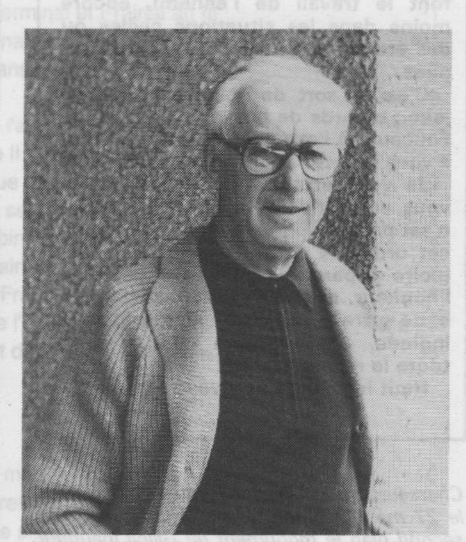
La Haute-Savoie se libère elle-même

Entre le 15 août et le 19 août, date de la libération d'Annecy, on assiste à une offensive-éclair généralisée et enthousiaste des maquis descendus de leurs montagnes pour cerner les villes, les attaquer et obtenir la reddition des garnisons allemandes. Ces dernières, démoralisées, engagent parfois le combat, comme à Thonon et Cluses, mais souvent capitulent comme à Chamonix, Evian ou Annecy.

Le deuxième débarquement a lieu le 15 août en Provence, mais les FFI haut-savoyards, plus ou moins bien unifiés, libèrent eux-mêmes le département, au prix de 100 morts. Les Allemands ont 600 tués et 3 000 prisonniers. Pour poursuivre les éléments en repli de la Wehrmacht et libérer les ''frères de Savoie'', plusieurs bataillons se constituent dans une ''ambiance héroïque'' (Rosenthal bouillonne contre les ''colonels d'inflation'' qui freinent l'action) et partent en Maurienne continuer la guerre. Plus tard un certain nombre de ces volontaires se retrouvent dans la première armée (le 15 septembre, trois bataillons, deux de l'AS, un des FTP, soit 2 166 hommes y sont rattachés).

Sur le plan départemental, le CDL s'efforce de résoudre tout, depuis les problèmes économiques jusqu'aux questions d'éducation. L'entente entre les différentes forces paraît être bonne. Au Grand-Bornand, c'est une cour martiale représentative, où siègent AS et FTP, qui condamne à mort publiquement 78 des 109 miliciens pris à Annecy. Cette affaire témoigne d'une ''colère collective'' contre les hommes qui avaient malmené depuis des mois la population, commis un bon nombre d'atrocités et conduit ou accompagné les Allemands dans leurs expéditions meurtrières. Une ''carte de la souffrance'' indique 672 morts dans les rangs des résistants, résistantes, le mémorial de l'ANACR 1 000. Lelong et Marion paieront aussi de leur vie ce lourd bilan. Extraits de prison, ils seront fusillés à Annecy par les FTP sans que personne ne s'y oppose. Il y a aussi d'autres règlements de comptes : après la Libération, le maire du Petit-Bornand tombe sous les balles des FTP. Mais peut-on parler d'''anarchie'' ?

FFI le 19 août 1944 à Annecy.



Alphonse Metral, président actuel de l'Association des rescapés des Glières. Scout et jociste en 1943, il fut l'un des animateurs du camp de Manigod, Haute-Savoie.

Rosenthal dit que ce n'est qu'au moment de la Libération qu'il a reporté une arme sur lui, car il pensait que ses alliés d'hier, les FTP, pourraient bien se retourner contre lui : ''Ils ne voulaient pas rendre leurs armes'', affirme-t-il. D'autres ont pu penser que les communistes étaient prêts, en France, à prendre le pouvoir. Mais pour Guidollet, le président du CDL, cette hypothèse n'avait aucun sens en Haute-Savoie, les FTP n'y apparaissant pas comme un bloc sans faille. Il y avait dans leur orbite des groupes remuants, comme la *Patrouille blanche,* ou dissidents comme la *Brigade rouge internationale,* qui avaient pu par

APPEL DE *TOM* MOREL A SES "CYRARDS"
(vers le 5 mars 1944)

"Il y a maintenant un an, le vieux bahut transplanté à Aix subissait le pire des outrages. Notre casoar était déshonoré. Nous avons connu l'amertume de la rude discipline et enchaîné par elle, nous n'avons pas eu le geste héroïque qui aurait lavé notre uniforme du déshonneur.

Après une année d'abandon où, suivant vos goûts et les sollicitations d'une habile propagande, vous vous êtes "reclassés" vaille que vaille, il est temps de vous demander où vous êtes et ce que vous avez fait de votre idéal de cyrard.

Pour moi, comme je vous l'avais dit avant notre séparation, j'ai continué mon travail d'officier. Sans cesse ma pensée a été près de vous. J'ai suivi vos efforts et j'ai appris avec quelle tristesse parfois, le chemin que vous suiviez. Tant que mon action ne présentait pas toutes les garanties nécessaires pour que vous puissiez y prendre part sans arrière-pensées, je n'ai pas cru, en conscience, devoir faire appel à vous.

Aujourd'hui, en plein accord avec nos chefs militaires, je parle de ceux qui sont encore dignes de ce nom, je vous rappelle notre dernière réunion de la chambre Rocroi. Il est temps de me rejoindre. Votre place n'est plus dans les organisations douteuses qui font le travail de l'ennemi, encore moins dans les situations civiles ou des études de petits bourgeois amorphes.

C'est le sort de notre pays qui se joue ; cyrards de la promo Charles de Foucault, à l'exemple de notre patron, il vous faut tout quitter pour la France.

Je vous attends donc, assuré que vous serez fidèles à la tradition. Ce n'est pas à la légère que je vous donne cet ordre. A défaut de vie facile, de gloire apparente, c'est le chemin de l'honneur, de votre honneur de soldat et de votre avenir d'officier que je vous indique. J'en assume comme chef toute la responsabilité.

Haut les cœurs et vive la France !"

Chasseurs du 27e BCA au Plateau des Glières le 27 mai 1984 pour le 40e anniversaire (au second plan le monument de Gilioli inauguré par Malraux en 1973).





Libération d'Annecy : au premier plan, de gauche à droite : ***J.P. Ostier*** *(G. Guidollet), président du Comité de Libération, le commandant FTP* ***Augagneur*** *(Grand),* ***Cantinier*** *(Jean Rosenthal), officier de liaison du BCRA puis du général Koenig, le commandant* ***Nizier*** *(Lambroschini), chef départemental des FFI...*

ailleurs impressionner la population.

En fin de compte, la situation locale, malgré les incertitudes et les vicissitudes du moment — Guidollet, comme Romans Petit dans l'Ain, est inquiété pour ses initiatives et toute une affaire se développe autour d'une exécution-représailles de plusieurs dizaines d'Allemands — est assez rapidement normalisée.

Peut-on se demander quels ont été l'efficacité et l'impact des maquis de Haute-Savoie ? Certains ont écrit que ce département n'avait aucune importance stratégique. Peut-être n'ont-ils pas assez pris en compte celle des usines, comme SRO, grande fournisseuse de l'Allemagne, largement prise pour cible par la résistance. Peut-être aussi fallait-il replacer l'action de ces maquis dans un ensemble et non l'analyser localement. Il n'en reste pas moins qu'en matière de retentissement, on a surtout retenu le nom de Glières. Avant même la Libération, ses morts faisaient l'objet d'un culte et, en novembre 1944, de Gaulle vint rendre hommage à ses combattants. Son site, qui frappe l'imagination, la grandeur de ses protagonistes, la pureté de ses jeunes martyrs, la fraternité de l'union dans l'honneur qui y avaient régné, tout concourait à fonder cette atmosphère légendaire qui l'entoure encore aujourd'hui. Dans l'aventure épique de ces nouveaux "preux", la Nation et la République pouvaient trouver leur compte.



Annemasse à la Libération en août 1944 : des FFI ont décroché le drapeau à croix gammée.

Alain DALOTEL



Index chronologique des articles parus dans la revue GAVROCHE

GENERALITES

Sur la route des carillons 3
Français et canaques (repères historiques) 18
Guerres afghanes 19
Repères historiques pour l'Albanie 21/22
Les miracles racontent... 23
Dossier sur l'intolérance 24
Il était une fève.. 27/28
Marianne marraine et le crayon rouge 29
L'Espéranto 29
L'histoire des sapeurs-pompiers 30
La pomme de terre et les Bretons 31
Les communautés juives en France 36

Métiers :
- Les paludiers de Guérande 10
- Marn'rons (témoignages) 21/22
- Clous et cloutiers d'hier 23
- Les chaufourniers 24
- Les brosseries de l'Oise 29
- Débardeurs 31
- La fabrication des liens 33/34
- Les couturières 36

Fêtes :
- La fête au bois Hourdy 4/5
- La rosière de Nanterre 6
- La promenade du boeuf gras à Paris 7
- La fête de la Choule 11
- Joutes et quintaines populaires 15
- Jeux de masques, momons et jeux de nobles 19
- Fête de l'ours 30
- Noces normandes 30

Jeux :
- Le jeu de l'oie de l'affaire Dreyfus 21/22
- Le jeu de l'oie automobile (1933) 33/34

ANTIQUITE

Quand les Gaulois prenaient les eaux 3
Hauts lieux de la fécondite 10
La vie dans les campagnes nîmoises dans l'antiquité 14
Les Normands en Amérique 29

MOYEN-AGE

Le peuple dans les Mille et une nuits 11
Charles Martel a-t-il arrêté les Arabes à Poitiers en 732 ? 13
Fileuses et tisserands au Moyen-Age 19
Mystères et fêtes religieuses au Moyen Age 14
Le droit d'aubaine 23
Les frères Trinitaires, six siècles de rachat des captifs de l'Islam 26
La révolution sociale des Capuchonnés (1182-1184) 1
Les tailleurs de pierres au Moyen-Age 9
Les procès d'animaux 12
La première guerre scolaire 21/22

XVI-XVII-XVIIIème SIECLES

Mineurs d'argent en Lorraine au 16e siècle 16/17
Jeux d'enfants au 16e siècle 25
Mai 1536: Genève choisit la Réforme 27/28
Le peuple dans l'art: Les frères Le Nain 4/5
Bateleurs et charlatans au 17e siècle 8
Un chasseur de sorcières en 1609 au pays basque 20
L'enfermement des pauvres au 17e 6
La révolte du Roure en 1670 10
Les Saints-Guérisseurs (17-18e siècle) 9
Voleur ou héros populaire? Cartouche 10
La peste de 1720 à Marseille 11
Accouchements au 18e siècle 3
Révolte et vie quotidienne des Camisards (1702-1704) 2
La révolte des deux sous (1786) 2
Querelles,charivaris et amours contrariés au 18e siècle 11
La rue et ses métiers au 18e siècle 15
Le crime de la Nanon (un infanticide au 18e siècle) 16/17
Les mariniers d'Auvergne (17/19e) 18
Madame du Coudray, maîtresse ès-accouchement 19
Un accouchement "sensationnel" au 18e siècle 19
L'Ecole, l'Eglise et l'Etat sous l'ancien régime 24

REVOLUTION

Ventres creux et ventres dorés: les insurrections de Germinal et Prairial an III 1
Les colonnes infernales (1794) 4/5
An II: un théatre sans-culotte 7
Le dossier Danton 9
Les tricoteuses de l'an III 12
Les soldats de l'an II: Lettres deconscrits auvergnats
- Education civique ou propagande républicaine? 13

Les massacres de septembre 1792 18
Comment les jacobins ont quadrillé la France 19
La morale selon Saint-Just 19
L'histoire de Jean-Francois Albert curé révolutionnaire 31
Les quatre mois de l'Ecole de Mars 32 à 35
Quand l'heure était décimale 36

XIXeme SIECLE

Cabrera, l'île de la mort 10
Prévisions populaires du temps par les journaux du 19e siècle 2
Les colporteurs au 19e siècle 6
Attaques de diligences au 19e siècle 7
Les maçons de la Creuse au 19e siècle 8
Godin et le Familistère 11
Les cadrans solaires (19e siècle) 12
Le braconnage en Sologne au siècle dernier 14
Benoît Raclet vainqueur du "ver coquin" 12
Barthélémy Thimonnier, inventeur malheureux de la machine à coudre 14
Mariages morvandiaux au 19e siècle 16/17
Chiffonniers de Paris au 19e siècle 20
Le vagabondage des mineurs à Paris au 19e siècle 21/22
Le droit de réunion au siècle dernier 21/22
Les briseurs de machines en France et en Grande Bretagne 23

Galerie des machines ou galerie des monstres	8
L'instruction civique à l'école	20
Solidarité France-Pologne (1830)	7
Une parole ouvrière: l'Atelier (1830-1840)	10
U.S.A. La piste des larmes (1830-1840)	11
Une tentative d'église nationale au 19e siècle, l'Eglise française de l'Abbé Chatel	24
Jean-François Piron le Béranger du compagnonnage	25
Panorama de 1832	4/5
Le jeu de la Bourse (1832)	36
1848: Ateliers nationaux en Champagne	25-26
La loi Falloux (15 Mars 1850)	26
L'école du Second Empire	29
Les réfractaires: La hantise des mauvais numéros (1815-1868)	33/34
Politique et philatélie, les débuts du timbre-poste	35
Une ébauche de Sécurité Sociale: l'Humanité 1848-1852	35
Femmes au bagne (1858-1906)	4/5
Un savant libertaire: Elysée Reclus	8
Les soulèvements de 1851 dans les campagnes	8
Les agrandissements de Paris (Second Empire)	4/5
Les "Fortifs" (1850-1924)	3

LA COMMUNE

Les barricades de la Commune	3
Le discours des aliénistes au lendemain de la Commune	21
Le monnayage de la Commune	36
Un almanach saisi en 1872 en Bourbonnais	14
Conseils aux ouvriers (1874)	32-33/34
La traversée d'un jeune soldat de Brest à la Guadeloupe (1874-1875)	21/22
Panorama de 1881	2
Les boissons économiques au 19e	2
Le 1er mai 1886 à Chicago	9
1886 La naissance du boulangisme	27/28
1886 La révolte des garçons de café	27/28
1886 Le drame de Decazeville	27/28
Les grèves tragiques de 1886 en Belgique	29
Gueux et gueuserie	26
La bataille de Homestead (1892)	4/5
L'affaire Dreyfus et la défense nationale vues par l'Action française	24
La vie cahotique d'un caricaturiste célèbre: Albert Le Petit (1841-1909)	31

XXème SIECLE

Paysanne en Languedoc (1900)	6
Panorama de 1903	8-9
Au temps des premiers tours de France (1903-1905)	4/5
Les Bretons de Paris à la Belle Epoque	16/17
Panorama express de 1906	26
La résistance aux inventaires (1906)	1
Le métropolitain et les embarras de Paris (1907)	33/34
Le canular du "Lapin agile"	14
"Les travailleurs syndiqués" de Saint-Laurent-de-Cerdans (1908-1945)	25

GUERRE 1914-1918

Août 1914 : les débuts de la Grande Guerre en Languedoc	15
1917 : Le chemin des dames	9
Le bourrage de crâne par la caricature	1
Pour améliorer l'ordinaire des poilus	4/5
Cris de la tranchée (mémoires de 2 poilus)	26
Les Pâques sanglantes de Dublin (1916)	8
Souvenirs d'une sage-femme	25
Vivre sur la zone (1920)	1
Les rebelles chinois du fort Saint Irénée	25
Les infortunes de Jean Gogo (Bande dessinée 1921)	33/34
Panorama de 1922	7
Jardins ouvriers à Taverny (Témoignage)	7
La découverte archéologique de Glozel	14
Indochine (1930)	3
Les insurrections vietnamiennes (1930-1931)	4/5
Panorama de 1932	2-3-6
La grande colère des maraîchers 1936	7
Le fascisme vert (1936)	8
Un mineur francais au "paradis" de Staline (1936)	15
"Guerre d'Espagne": La France, terre d'asile ?	18
Le pourquoi de la défaite républicaine	18
1936 La solidarité déchirée à l'Espagne républicaine	20
Guernica	35
1936: Le cinéma du Front Populaire	27/28
L'église et le cinéma entre les deux guerres	27/28
1936: L'échappée belle, les ch'tis à l'assaut des loisirs	32
Le communisme en milieu rural avant et pendant la guerre (Berry)	24
Il y a 50 ans: la publicité dans un almanach de province	26
Un demi siècle de télévision	33/34

SECONDE GUERRE MONDIALE:

Onze jours d'exode (1940)	14
La résistance en Bretagne	15
Le STO: témoignages et résistance	4/5
Témoignages sur les camps nazis	12
Pain jaune et marché noir	13
L'insurrection de Paris en août 1944	15
Les 63 jours héroïques de Varsovie (1944)	16/17
Les communistes ont-ils voulu prendre le pouvoir en 1944 ?	16/17
11 juin 1940: L'exode par mer des Havrais et les 800 morts du Niobé	27/28
Un camp de concentration français pendant la 2eme guerre mondiale	29
La résistance à l'occupant dans les Vosges et dans l'Aude	32
Le "Fernsehsender Paris" (1943-44)	35
Avoir 20 ans en zone interdite	36
Des usines remises en marche sans leur patron (1944-1949)	6
1947 Le départ des ministres communistes.	14
La transhumance à pied (1950)	2
Une moisson à la fourche (1953)	4/5
Rafles sanglantes d'algériens (1961)	10
A propos de "Avoir 20 ans dans les Aurès"	12
Le destin tragique de Maxime Marchand et l'Algérie	29
Un quart de siècle pour "Amnesty"	28
1963: La grève des mineurs	9
Les émeutes populaires de Gdansk (1970)	2
"1984" et le phénomène totalitaire	20

A PROPOS D'UN LIVRE

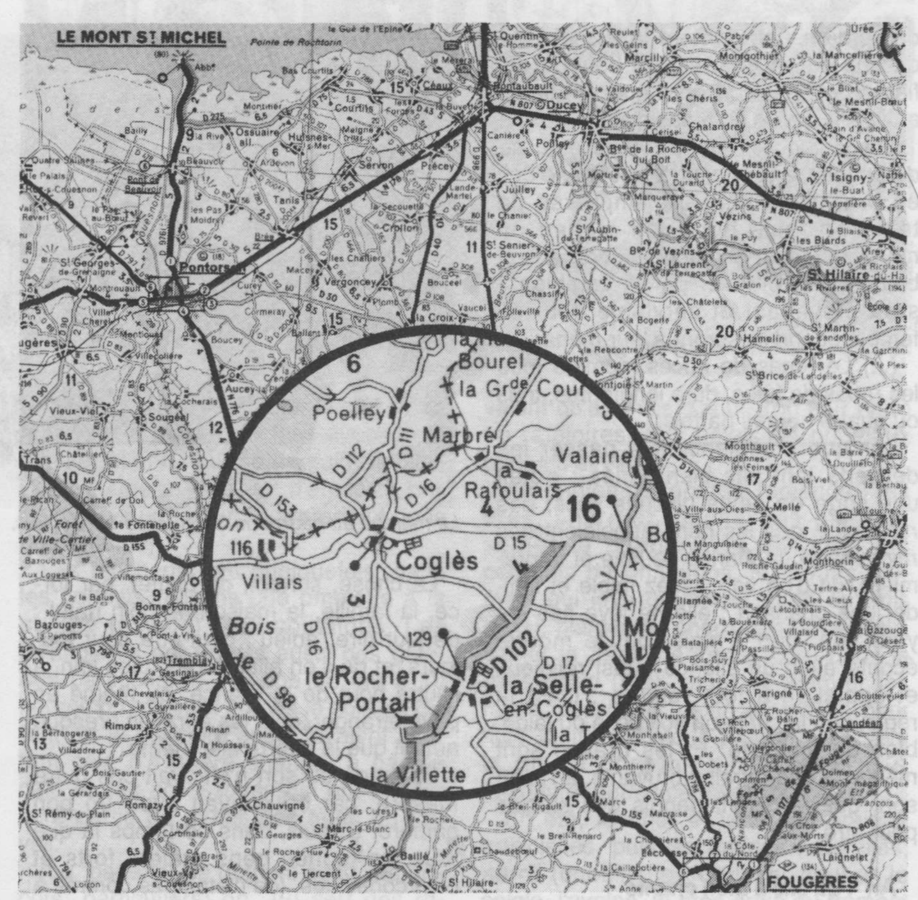


Dans son numéro du 16 décembre 1911, le journal "*Chroniques de Fougères*" commençait la publication, à la place du feuilleton habituel, d'un ouvrage *très curieux* de M. Romain du Croizé : "Un siècle du train de vie au Coglais", qui sera publié en un volume en 1914. Romain du Croizé est le pseudonyme d'Armand Dagñet, instituteur et écrivain qui avait déjà publié de nombreux ouvrages régionalistes, comme "Le Patois Fougerais" paru en 1889.

C'est ce *très curieux* livre que l'Association "Rue des scribes", avec le concours du Centre social de l'association cantonale du Coglais et de la revue *Le Pays de Fougères*, a réédité sous un titre actualisé :"La vie quotidienne dans le coglais au XIXe siècle".

Jean-Yves Baugé, dans sa préface, cite un texte d'Amand Dagñet qui mérite réflexion : "Que peuvent faire toutes ces vieilles rengaines du coin du feu à la génération qui a les autos, les phonos, le cinéma !... O profanes au rire sceptique, ne méprisez pas ces douces et reposantes choses : les souvenirs du passé !... Et puis éliminez de l'histoire tous les détails et l'histoire ne sera plus qu'une prose fastidieuse... Effacez donc de votre vie tout souvenir des choses et des personnes qui furent ; plus aucune pensée vers les aïeux et les circonstances au milieu desquelles ils vécurent ; ne songez plus à ceux qui ne sont plus, puisqu'ils ne sont plus. Et puis, alors, éteignez aussi votre coeur !...".

Nous avons choisi quelques passages de ce livre que nos lecteurs apprécieront certainement.



Ma soeur aînée, Marraine se maria lorsque j'étais à Montours. (...) On décida, au grand contentement des deux jeunes gens, que les accords auraient lieu tel dimanche, chez mes parents.

Les *accords* sont une première cérémonie pour prouver que les deux intéressés et leur famille sont d'accord ; l'on y décide où et comment s'installeront le gars et la fille quand ils seront mariés, ce qu'on pourra leur donner de part et d'autre, etc. (...). Les *fiances* se font



chez les parents du jeune homme, généralement ; mais c'est la jeune fille qui, ce jour là, sert son fiancé à table en même temps que les invités. Il y a déjà plus de monde à cette fête qu'aux accords. On y décide quand les bans commenceront à être publiés, si l'on paiera dispense d'un ou deux bans, l'époque de la noce, etc. Les noces ne tardèrent pas à se faire. J'eus deux jours de congé à cet occasion.

Le matin, repas du "départ de la mariée" avant de se rendre au bourg. (Le mariage à la mairie avait eu lieu la veille.)

Vers neuf heures, on se met en rang et en route, violon en tête pour relever le pas en râclant des airs avec lesquels il fera danser le soir.

Sur le parcours, des gens arrivent, débouchant d'un sentier, d'un chemin creux, apportant des bouteilles de vin qu'ils distribuent aux *nociers*. Au bourg, après la messe de mariage, on fait plusieurs stations dans les auberges tenues par les amis et connaissances. Ce sont les garçons d'honneur et les cavaliers qui paient. On n'est pas pressé de retourner au village : le repas n'a lieu que vers 5 ou 6 heures du soir.

(...) Enfin on arrive à la maison. Les "faisouses de fricot" sont là autour de leurs marmites avec des airs affairés et entendus. On a encore le temps de danser quelques rondes ou des *avant-deux* avant de se mettre à table.

La table est ordinairement dressée dans un hangar si c'est le beau temps, dans une grange mieux fermée si c'est l'hiver. Tout est tendu de draps blancs et

de verdure ; et, derrière la mariée, au-dessus de sa tête, est un bouquet de fleurs de la saison ou même de fleurs artificielles si on en a pas d'autres.

Si aux *fiances* c'était la promise qui se dérangeait, aux noces c'est le marié qui, en bras de chemise, s'empresse de table en table pour voir si rien ne manque, si tout le monde mange et boit bien. Il doit prouver par là combien il sera prévenant et serviable pour sa femme quand ils seront à leur ménage.

(...) Le repas de noces, comme tous les repas de fêtes, dure longtemps, trois ou quatre heures parfois.

Lorsque commencent à passer les desserts (oh! pas bien variés ; c'était une sorte de petits biscuits secs, des *nics-nacs*, que les gens appelaient des *mics-macs*), la mariée se lève et la première, dit d'un voix assez faible et timide, une chanson ; elle ne lève pas les yeux, oh, non ! mais tout le monde écoute avec un silence quasi religieux et applaudit à tout rompre ; c'est la règle, que la chanson soit belle ou laide, bien ou mal dite. Et les bravos sont mêlés de ces refrains bruyants, à l'unisson, qui se disent depuis des siècles peut-être :

Ah ! qu'elle a bien chanté !
Buvons à sa santé !
Buvons, buvons à la santé
De notre mariée

Qui traitera brièvement des choses de la politique au XIXe siècle.

Il y a cent ans (vers 1800), l'acuité des préoccupations politiques, qui avait été si absorbante pendant la dizaine d'années qui avait précédé, avait déjà diminué dans une grande proportion, et allait s'affaiblissant de plus en plus.(...) Les gens qui avaient été *Blancs* et ceux qui avaient été *Bleus*, les familles qui avaient eu des tendances *républicaines* ou des tendances *chouannes*, recommençaient à se parler, à se fréquenter ; et, de part et d'autre, les mots de *républicain* ou de *chouan* étaient évités dans la conversation. On sentait partout le besoin d'oublier les divisions, de jeter un voile sur les horreurs encore présentes à toutes les mémoires. (...) Et dans les harangues politiques, l'orateur, s'adressant à un auditoire d'ouvriers et de paysans, remplaçait : *Citoyens !* par *Mes braves gens !*

Puis vinrent : *Mes bons amis !* ou *Chers électeurs !* ... Je crois que nous en sommes à présent à : *Camarades !*

(...) Mais, par contre, on s'entêtait à rester réfractaire à la conscription !

Cette institution n'était pas encore bien entrée dans les moeurs ; et certains jeunes gens, ainsi que les parents, avaient peur du mot : *soldat*, qui était pour eux synonyme de guerres, combats, tueries.


Le marché au beurre de Saint-Brice-en-Coglais.

La chose, surtout, de quitter, par force, la famille, la maison, le coin natal ; de leur dire "adieu", peut-être pour toujours, et de s'en aller là-bas, bien loin, à l'autre bout de la France, ou même en pays étranger, cela les effrayait presque autant que la guerre elle-même.

Le tirage au sort n'effrayait pas outre mesure, car on pouvait avoir un bon numéro. Et puis, dans ce temps là que tous les jeunes gens étaient forts et bien constitués, (ce n'était pas comme à présent que la moitié, sinon les trois quarts, surtout dans les villes, sont réformés ou ajournés) il ne fallait pas une bien grande tare pour être exempté : un doigt mutilé ou défectueux, surtout l'index de la main droite pour *tirer la gâchette* ; de mauvaises dents pour *déchirer les cartouches* ; les yeux mal dirigés pour tirer, etc...

Il ne faut pas dire que, le moment venu de tirer le numéro de l'urne, on ne tremblait pas ; on avait *fait les conscrits* cependant durant plusieurs dimanches, affectant des mines martiales, mais ayant toujours en vue cette éventualité :"Je ne partirai probablement pas !". (...) Car, en ce temps là, le soldat n'était pas choyé comme à présent. Il n'était pas servi *comme un bourgeois*, avec assiette, cuillère et fourchette (1), et puis, il ne restait pas faire son service dans la garnison la plus proche, à quelques kilomètres seulement de sa maison, ou dans sa ville même, comme à présent. Et il ne s'en venait souvent pas une seule fois au pays pendant ses sept ans !

Dans un canton fournissant, par exemple, cent cinquante conscrits, le numéro 100, ou même le numéro 90 pouvait être *bon*, c'est-à-dire exempter celui qui l'avait tiré ; cela dépendait des années.

Dès lors quelle chance pour celui qui tirait la *chouche* (le plus haut numéro), ou au moins un bon chiffre !... Mais aussi quelle désolation pour ceux qui en décrochaient un mauvais, la *tote* surtout (le plus bas) ou le numéro 2,3 ou 4 !...car ces derniers étaient destinés à la marine ; et c'était encore aussi triste de s'en aller sur mer. Oh ! oui, il y avait des pleurs à la maison affligée d'un mauvais numéro !...Les mères, les soeurs et les fiancées étaient inconsolables : "Sept ans sans le revoir !...".

Il fut un temps où les parents qui avaient les moyens pouvaient *racheter* leur gars du service ; un autre partait à sa place. Il n'y avait pour cela qu'à aller trouver à Fougères M.X... *marchand d'hommes*, lequel, pour une somme de 2500 fr en général, vous trouvait un *sac-à-diable* qui n'avait pas peur du fusil ni de la caserne et pour qui cette somme (moins la retenue opérée par l'entremetteur) semblait inépuisable.

Mais ceux qui ne pouvaient pas se racheter !... Que de plans, que de combinaisons germaient parfois dans certaines pauvres jeunes cervelles !

- Si j'avais une maladie qui ne me ferait pas mourir, mais qui m'affaiblirait pour ce moment là !...

- S'il m'arrivait un accident à une main, à un pied, et qui ne m'estropierait pas trop !...

- Si je me cachais ....

- Si...etc...

Une maladie, ça ne se commande pas, en général. Se cacher ?.. ça ne réussit pas toujours : on est retrouvé ; ou bien il faut aller bien loin que si l'on partait soldat... Un accident ?... ça peut arriver. Un doigt ?... ça ne peut pas être difficile à couper ; il faut une minute de courage... et prendre une serpe ou une hache !...

(...) Il y a eu des réfractaires jusque vers le temps de la guerre de 1870-71. Le service de cinq ans qui est venu à cette époque, a fait un peu moins peur. Cependant, certains pays ont eu des réfractaires encore après la guerre. J'avais un vieil ami qui est toujours en vie au pays malouin. Son fils étant parti à la *grande pêche* (Terre-Neuve, St-Pierre-Miquelon, etc...) lors du tirage ; le père tira pour lui un mauvais numéro. C'était vers 1876 ou 1877, je crois.

Au moment du Conseil de Révision, le jeune homme ne se présenta point. Il

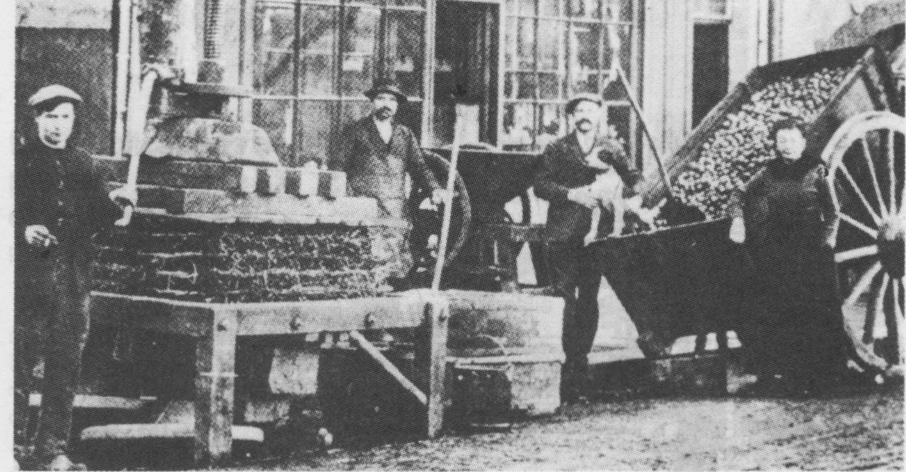
se savait "propre au service", et il n'avait pas reparu lors de l'arrivée des *terreneuvas* : au moment d'embarquer pour la France, il avait filé vers le Nord de l'île de Terre-Neuve. S'étant abouché avec les indigènes, il avait fini par s'entendre avec eux. Et il s'est mis depuis à pêcher et à chasser les fourrures qui, l'époque venue, sont vendues aux Américains ou aux Européens qui se présentent à cet effet. Il s'est marié, à la fin, avec une Terreneuvienne, et il n'a plus jamais revu ses parents.

Il leur envoie une lettre ou deux par an ; et, de temps à autre un peu d'argent, par voie anglaise. Son père espère toujours qu'au bout de trente ans il pourra revenir au pays malouin. "Ah ! le mauvais gars !...i m'a bin fait du deul; mais j's'ras core bê benaîse de l'vas une fa avant que d'mouri"(2) m'a dit bien des fois le bonhomme.

Donnant un résumé des choses rurales, au XIXe siècle

(Au commencement du XIXe) on travaillait certes plus dur ; il y avait moins de machines ; mais on s'entr'aidait de ferme à ferme : pour bécher le guéret, faucher, *clhï* (cueillir) le chanvre, *söyë* (couper) du grain etc... on était toujours à plusieurs, il y avait émulation ; c'était à qui passerait pour "un bon travailloux". Mais ce qu'on mangeait bien !

Cinq repas règlementaires toujours (sauf en carême) : *dëjunë*, le matin avant de commencer ; *collationnë* à 9 ou 10 heures ; *raissië* (dîner) vers midi, *collationnë* encore à 4 ou 5 heures, et *soupë* après le travail. Et encore, entre chacun de ces repas, le *pâtou* (pâtre) ou une *mënaïgëre* (femme en général) apportait à boire aux champs quatre fois. (...) Le matin, c'était une écuellée de soupe ou une beurrée de pain; à la collation du matin comme à celle de l'après-midi, du beurre avec de la galette, et des cives ou de l'oignon, en été ; de la galette ou du pain, au choix avec du *pommé* (confiture de pommes), du


Le pressoir à cidre dans une rue de Saint-Brice.

s'réizé (confiture de cerises) en hiver ; à midi, de la soupe de lard avec de la galette, et une beurrée de pain ; le soir, de la soupe maigre, s'il n'en reste pas du midi, et une beurrée ; rarement de la *chai* (viande).

Les faucheurs ont quelquefois, dans les bonnes maisons une omelette à la *surelle* (oseille), aux collations. Les lavandières ont parfois aussi des gâteries particulières : soupe de lait à 10 heures du matin et crêpes le soir. Je dis "ont" et je puis dire aussi "avaient", car tout cela n'a guère changé, à part le café et ses accessoires qui ont fini par faire partie de toutes ces fêtes du travail.

(La "batterie" de froment avait ses "fricots" particuliers) on (y) sert des ragoûts de *viande douce* (viande de boucherie), des fricots de haricots, des terrinées de riz au sucre (vers 1870), morue, sardines fricassées, etc... suivant les jours gras ou maigres. Le roulement des divers travaux de la campagne n'a pas plus changé que les saisons :

En hiver, refaire les *sëgnées* (tranchées ou ruisselets) dans les prés ; serrer la feuille par les fossés pour faire la litière des animaux ; émonder et fagoter taillis, haies et *ragoles* (arbre étêté); piler des *jâns* (ajoncs) pour les chevaux ; et, les mauvais jours, rester à la maison ou dans la grange à fabriquer des paniers, des fourches en bois pour faner, des râteaux fins pour le foin, *mâdaoux* (grands râteaux qui ne servaient qu'au mois d'août d'où leur nom) ou râteloires, des balais de bouleaux pour les aires etc...

Au printemps, *graissë* (amender) les prés, charruer, bêcher les guérets, semer le chanvre, le blé noir, les céréales de printemps, le *tërmas* (froment qui lève grandit et mûrit en trois mois), planter les choux, les betteraves, semer la *trëmaine* (trèfle rose) dans le *gros grain* (blé), raser et élaguer les haies, *plissonnë* (peler les fossés pour faire la litière avec le *plisson*) ; et, vers la fin du printemps, sarcler le *bié* (seigle) et autres céréales d'hiver.

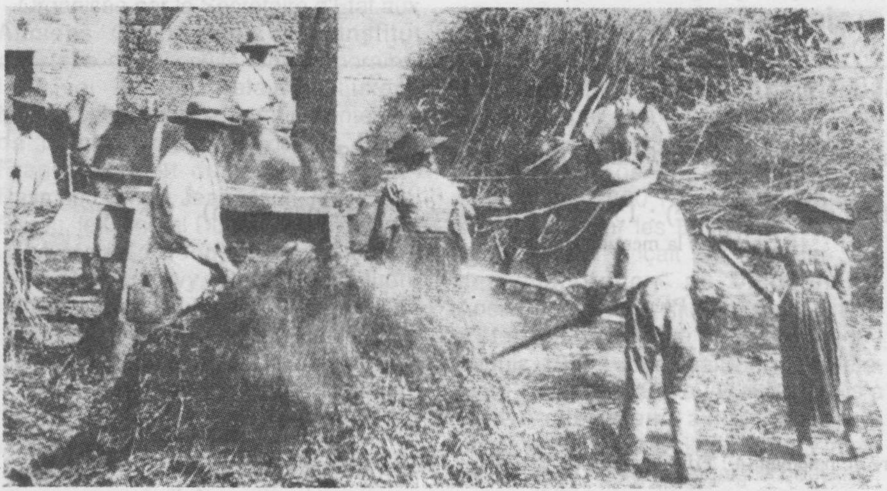
En été, faucher et faner les prairies artificielles, puis les prairies naturelles; *serrë* (cueillir) les cerises, couper le seigle, l'avoine, le gros grain ou froment rouge, battre, vanner, etc...

En automne arracher le chanvre, couper et battre le *carabin ou càraou* (blé noir), ramasserles pommes, hober les châtaignes, préparer la terre pour les semences d'hiver, faire le cidre, etc...etc...

Sans compter mille occupations qui sont de tous les jours, et qui ont pour but plus ou moins immédiat de soigner les gens et les bêtes.

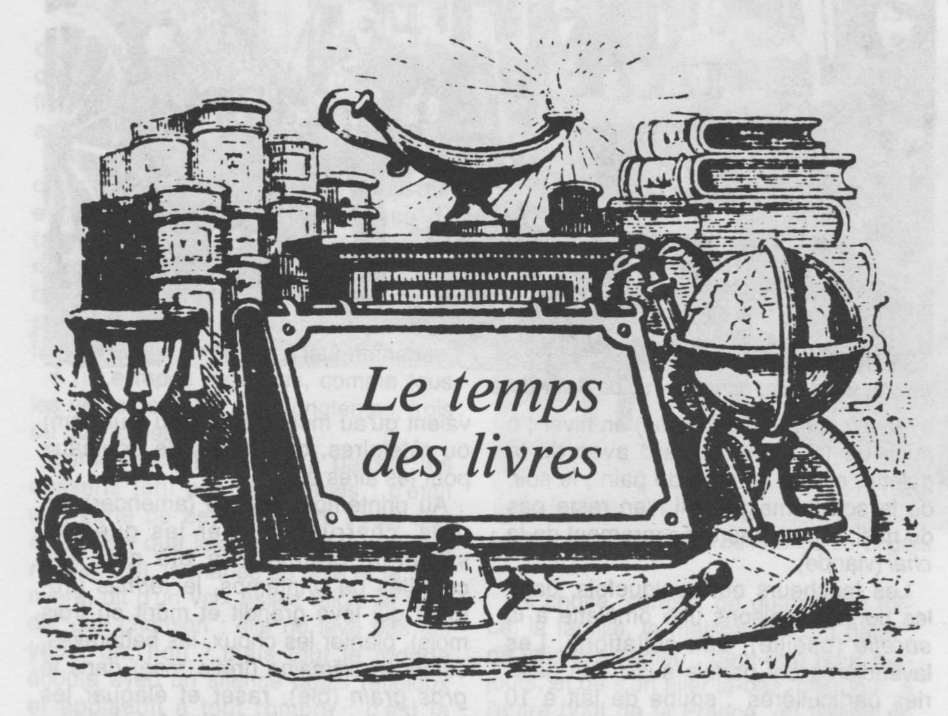
(...)*tuë l'pourcè* (tuer le cochon) : à cette occasion, on réunissait les voisins pour manger la barbe-à-Robert ; c'était un fricot bien épicé, et bien aromatisé avec du thym et du laurier et qui se composait de morceaux pris autour de la saignée de la bête, cuits au milieu de pommes de terre et d'oignons avec beaucoup de sauce épaissie avec du sang et de la farine. Je me rappelle que c'était très bon, et qu'on s'en léchait le doigts ; il est vrai que c'était alors la seule fourchette en usage aux campagnes coglaises.....

La vie quotidienne dans le coglais au XIXe siècle par Amand Dagñet. Edition de l'Association "Rue des Scribes" 12 rue de Redon 35000 Rennes


Dans le Coglais, les machines à chevaux n'ont guère été en usage que pendant un demi-siècle.

(1) C'est le Général Boulanger qui apportera les réformes humanitaires au sein de l'armée en 1886 (voir Gavroche No 27/28 p 18)

(2) Ah ! le mauvais gars !... il m'a bien fait de la peine; mais je serais encore bien content de le voir une fois avant de mourir.



Le dernier passage de Walter Benjamin

Lisa Fittko : Mon chemin des Pyrénées, Souvenirs 1940-1941
Editions Maren Sell & Cie

Lisa Fittko fit partie de ces nombreux allemands anti-fascistes qui durent s'expatrier après 1933 et vinrent, pour beaucoup, se réfugier en France où ils tentèrent d'avertir l'opinion publique européenne et mondiale sur le danger nazi. Mais il est à peine question dans ce livre de l'Allemagne de Weimar, et pas du tout de l'émigration anti-fasciste allemande au temps du Front populaire. Le livre débute véritablement en mai 1940, quand toutes les personnes d'origine allemande, même déchues de leur nationalité et anti-fascistes notoires sont regroupées par la police française. Les femmes de la région parisienne sont emmenées au "Vel d'hiv", avant d'être transférées au camp de Gurs qui servait encore de camp de concentration pour les réfugiés espagnols. Il peut paraître étonnant que dans le cadre d'une guerre qui se voulait celle de la démocratie contre le fascisme, on commence par enfermer les anti-fascistes. D'une manière prémonitoire, le groupe surréaliste, dans sa dernière déclaration collective de 1939, avait souligné qu'il "s'agit pour le gouvernement français de lutter contre les Etats totalitaires avec leurs propres armes. Au nombre desquelles figure en bonne place la suppression de la liberté individuelle".

Après trois mois passés au camp (l'enfer de Gurs) Lisa Fittko pourra s'enfuir dans la pagaille de la débâcle. Son périple dans le Midi de la France la mènera des Pyrénées-Atlantiques à Cassis en passant par Montauban où elle rejoint Hans, son mari. A Marseille où se retrouve la plupart des proscrits en attente d'un visa ou d'un bateau, Lisa et Hans Fittko entreront en contact avec Varian Fry, le représentant du Centre Américain de Secours, créé par les libéraux américains afin de permettre la fuite des personnalités politiques ou intellectuelles menacées par le nazisme, notamment par l'article 19 de la Convention d'armistice du 22 juin 1940 qui précisait :"Le gouvernement français est tenu de livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich et qui se trouvent en France, de même que dans les possessions françaises..."(*)

Les Fittko allaient mettre au point une filière d'évasion par la frontière espagnole, à travers la montagne pyrénéenne à partir de Banuyls. C'est dans ces circonstances que Lisa Fittko fera passer la frontière à Walter Benjamin, ce qui nous vaut aujourd'hui un témoignage capital sur les derniers jours du philosophe, juste avant son suicide à Port-Bou. Le bref portrait de Lisa Fittko présente un homme prématurément vieilli et d'une politesse surannée et paradoxale dans les circonstances où il se trouve, mais soutenu dans son ascension par une volonté exemplaire et une rigueur méthodique.

Après avoir sauvé des centaines de proscrits et pu soustraire les parents de Lisa à la police française, les Fittko pourront finalement obtenir un visa pour Cuba et l'argent nécessaire au voyage. Ils traverseront l'Espagne et le Portugal pour s'embarquer à Lisbonne à destination de La Havanne.

Lisa Fittko ne fait pas partie de ceux qui en "rajoutent" dans le spectaculaire, l'héroïque ou le pathétique. Elle décrit simplement deux années de sa vie, particulièrement tragiques et mouvementées; et comment elle a pu éviter à de nombreuses personnes, célèbres ou anonymes, de tomber aux mains des nazis.

Au delà du témoignage, le lecteur pourra tirer du livre des enseignements sur des problèmes éminemment actuels, notamment avec cette réflexion d'une lucidité que l'on souhaiterait voir largement partager :

"L'inhumanité est typique du fascisme, pas du caractère d'une nation. Seules les formes changent. On aimerait croire que le seul coupable c'est le

peuple allemand, car alors on pourrait se dire : cela ne peut pas arriver chez nous. Mais ceux qui croient ça n'ont rien appris".

Charles Jacquier

(*)Cet article de la Convention d'armistice est cité en exergue du livre de Daniel Bénédite : "La filière marseillaise, un chemin vers la liberté sous l'occupation"- Préface de David Rousset (Clancier Guénaud 1984).
Sur la même période, il faut également lire :"Les camps en Provence" (Alinéa) et l'admirable roman d'Anna Seghers "Transit" (Alinéa)

NOUS AVONS REÇU :

Mémoire du camp
par *Jean-Pierre Le Crom*

Un ouvrage réalisé pour le compte des habitants du village de la Bernardière rattaché à la commune de Saint-Herblain. C'est l'histoire d'une cité ouvrière, la cité Blanchard, et de ses habitants. Ancien camp de prisonniers en 1916, il recueillera dès 1921 des familles venues travailler à Nantes dans le port ou dans les industries florissantes à cette époque comme la construction navale, l'industrie métallurgique ou la raffinerie. Logés par la ville de Nantes, les habitants de ce camp vont vivre dans des conditions déplorables. Marcel Marnier, "le maire" de la cité va se battre pour négocier des conditions de vie meilleures. Vendu un franc symbolique à la commune de Saint-Herblain, le camp sera abandonné et ses habitants heureusement relogés à la Bernardière.

84 pp 22x21 Br. nb ill. 70 F franco

Centre socio-culturel de la Bernardière, rue de Dijon, 44800 St-Herblain

Séance solennelle de témoignages 1941

Organisée par le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants et l'Institut d'Histoire des Conflits Contemporains, le 7 mai 1986 au Palais du Luxembourg, cette séance permit d'entendre de nombreux représentants de la France libre et de la Résistance : Raymond Offroy, Jean Marin, le Général Simon, le Général Dubois, Alain Savary, Jean-Marie d'Hoop, Robert Salmon, Jean-Pierre Lévy, Germaine Tillion, Charles Tillon, Auguste Lecoeur, Henri Bulawko. Chacun apporte son témoignage sur cette époque trouble de notre histoire. Ces brefs récits sont rassemblés dans un ouvrage de 174 pages disponible au prix de 50 F à :

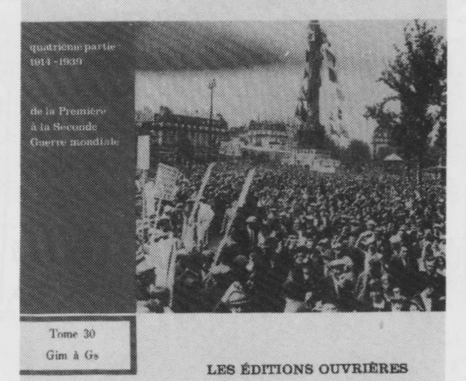
Mission Permanente aux Commémorations et à l'Information Historique, 37 rue de Bellechasse, 75007 Paris

Les Publications de la Rue pendant le Siège et la Commune
par *Firmin Maillard*

Réédition par les Edition du Lérot de cet ouvrage rare paru en 1874. Firmin Maillard, journaliste puis mémorialiste de la presse a publié de nombreux ouvrages "anecdotiques". Son livre, Les *Publications de la rue*, regroupe une analyse de 435 tracts constitués généralement d'un seul feuillet, distribués dans les rues de Paris en 1870 et 1871. L'auteur (qui n'est pas communard) donne pour chaque document un descriptif bibliographique précis, suivi d'un résumé généralement appuyé d'une citation. Pour les passionnés de la Commune !..

20x12 br. 198pp 96 F

Editions Du Lérot, Tusson, 16140 Aigre



Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français

On connaît l'oeuvre gigantesque entreprise par Jean Maitron. Il y a trente ans, en juillet 1958, dans le numéro 24 de l'Actualité de l'Histoire (qui devait devenir en 1960 l'actuel Mouvement social édité par les Editions ouvrières), Jean Maitron lançait un "appel en vue de collaboration" au **Dictionnaire**. Ancien instituteur, titulaire d'une thèse d'état sur le mouvement anarchiste depuis 1950, Jean Maitron, parallèlement à son passage au C.N.R.S. puis à l'université, mena avec passion et acharnement le travail qu'il s'était imposé et dont il ne verra jamais le bout.

Jean Maitron est mort, mais l'équipe des auteurs s'est remise au travail pour achever, dans un délai de trois ans l'oeuvre engagée.

Le tome 30 du dictionnaire vient de sortir. Il concerne la période 1914 à 1939 de Gim à Gs. 250 F.

Editions ouvrières 12 avenue Soeur Rosalie 75621 Paris.

Parmi les nombreux hommages rendus à Jean Maitron, nous notons celui rendu par Colette Chambelland dans le numéro 142 du Mouvement social.

REVUES

Plein chant - Numéro 36 : Insolites

Les réalisateurs de la revue littéraire *Plein chant* nous font découvrir une série de poèmes et de textes insolites. Une luxueuse revue qui mérite de prendre place dans votre bibliothèque.

Eté 1987 - 128pp ill. - 45 F

Bassac 16120 Chateauneuf-sur-Charente

Cibles - Numéro 16
Le moulin de Villard-Loubière (Hautes-Alpes)

Cinquième anniversaire de cet revue pédagogique dont le numéro spécial est consacré à l'histoire des techniques au carrefour des disciplines avec pour exemple le moulin de Villard-Loubière.

46p 40 F

Ecole normale nationale d'apprentissage, 23 rue du recteur Schmitt, 44072 Nantes cedex 03

A propos de moulins, le Parc Naturel Régional de Brotonne a sorti un intéressant fascicule sur les *moulins de Normandie*, abondamment illustré. Maison des métiers du parc de Brotonne, 27500 Bourneville.

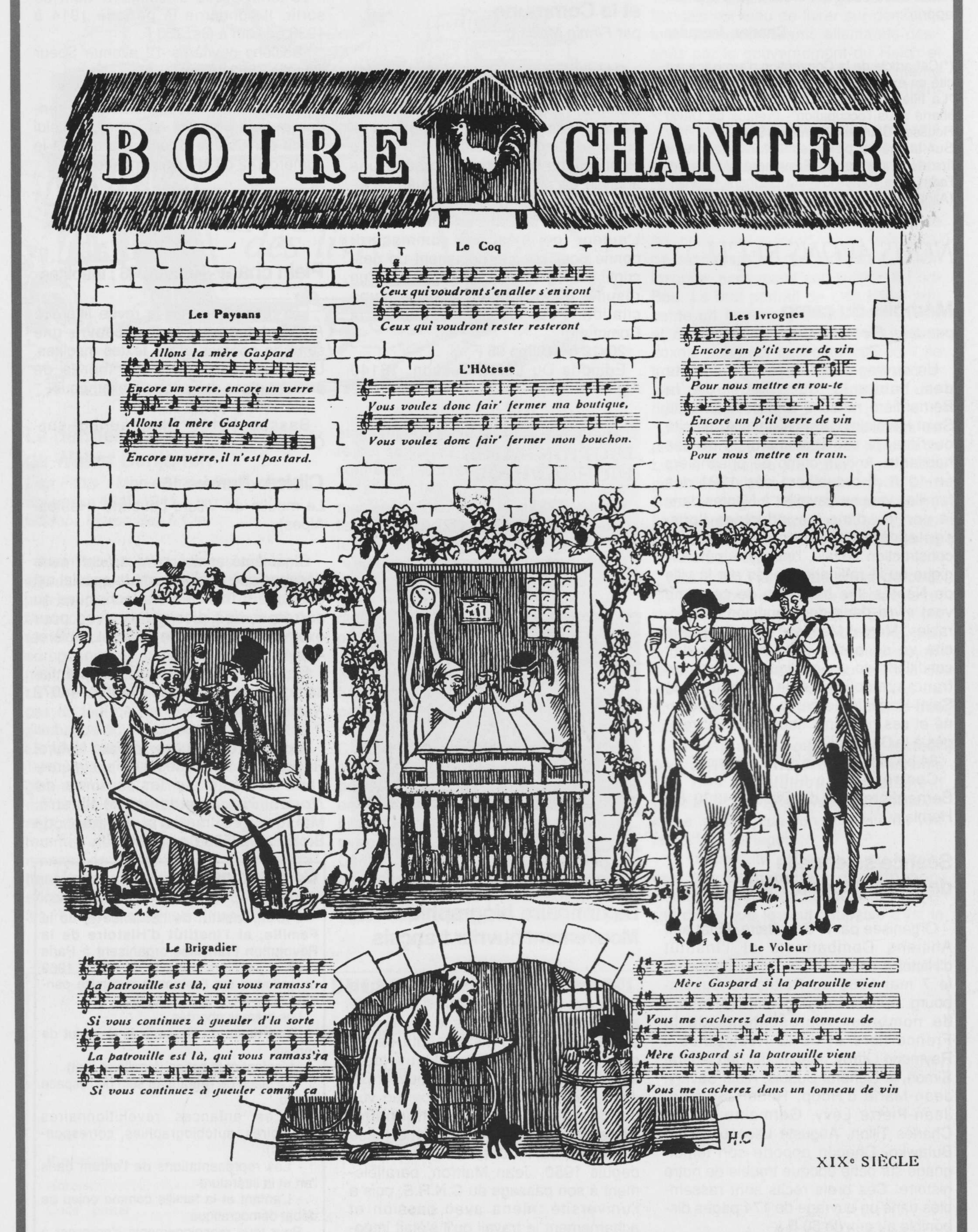
Communiqué

L'IDEF, Institut de l'Enfance et de la Famille, et l'Institut d'Histoire de la Révolution Française organisent à Paris dans la première semaine de février 1989 un colloque sur l'enfant et la famille pendant la période révolutionnaire.

Les thèmes abordés :

- Les droits de l'homme et le statut de l'enfant
- L'enfant et la nation (famille et Etat)
- La place de l'enfant au sein de l'espace public
- Les enfances révolutionnaires (mémoires, autobiographies, correspondances)
- Les représentations de l'enfant dans l'art et la littérature
- L'enfant et la famille comme enjeu de débat démocratique

Pour tous renseignements s'adresser à Marie-Françoise Lévy ou Pierre Lenoel à I.D.E.F., 3, rue Coq Héron, 75001 Paris


BOIRE
CHANTER
Le Coq
Ceux qui voudront s'en aller s'en iront
Ceux qui voudront rester resteront
Les Paysans
Allons la mère Gaspard
Encore un verre, encore un verre
Allons la mère Gaspard
Encore un verre, il n'est pas tard.
L'Hôtesse
Vous voulez donc fair' fermer ma boutique,
Vous voulez donc fair' fermer mon bouchon.
Les Ivrognes
Encore un p'tit verre de vin
Pour nous mettre en rou-te
Encore un p'tit verre de vin
Pour nous mettre en train.
Le Brigadier
La patrouille est là, qui vous ramass'ra
Si vous continuez à gueuler d'la sorte
La patrouille est là, qui vous ramass'ra
Si vous continuez à gueuler comm' ça
Le Voleur
Mère Gaspard si la patrouille vient
Vous me cacherez dans un tonneau de
Mère Gaspard si la patrouille vient
Vous me cacherez dans un tonneau de vin
H.C

XIXe SIÈCLE